

# Nouvelle compétence dans le domaine des inondations

GEMAPI : « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations »



**sce**  
Aménagement  
& environnement

# Présentation de la compétence GEMAPI

1/ Contenu de la compétence GEMAPI

2/ GEMAPI – particularité de la mission 5° défense contre les inondations et contre la mer

3/ GEMAPI – régime de la responsabilité

4/ Illustration d'un système d'endiguement dans le cadre du PAPI Seudre

5/ Financements

# 1/ La compétence GEMAPI

- Champ organique, matériel et financier de la compétence

- Affectation d'une compétence exclusive et obligatoire aux communes, avec transfert systématique aux EPCI-FP au 1er janvier 2018
  - Risques de non-atteinte des objectifs environnementaux d'ici 2021 et 2027 de la DCE et objectifs de la directive inondation
    - Ampleur des procédures d'infraction à l'encontre de la France
  - Palier à l'absence de maîtrise d'ouvrage opérationnelle
  - Pallier au retrait des services de l'Etat
  - EPCI à FP = bonne échelle de gestion de projet de territoire
    - Urbanisme, aménagement, économie, environnement, eau, assainissement, ....

# Attribution de la compétence GEMAPI

## Missions du grand cycle de l'eau (article L211-7 du code de l'environnement)

### Compétence GEMAPI

1. Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
2. Entretien et aménagement des cours d'eau, canaux, lacs, plans d'eau
5. Défense contre les inondations et contre la mer
8. Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides, des formations boisées



**Communes et EPCI à FP ou  
Syndicat mixte au plus tard  
1<sup>er</sup> janvier 2018**

### Missions d'intérêt général ou d'urgence

3. Approvisionnement en eau (tous usages)
4. Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols
6. Lutte contre la pollution
7. Protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines
9. Aménagements hydraulique concourant à la sécurité civile
10. Exploitation, entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants
11. Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux
12. Animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.



**Toutes collectivités territoriales ou  
leurs groupements : « compétences »  
partagées**

# La compétence GEMAPI sur le bassin de la Seudre

## Qui l'exerce ?

### Une compétence communale (CE) :

L. 211-7. -Ibis. : « Les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations [...] »

# La compétence GEMAPI sur le bassin de la Seudre

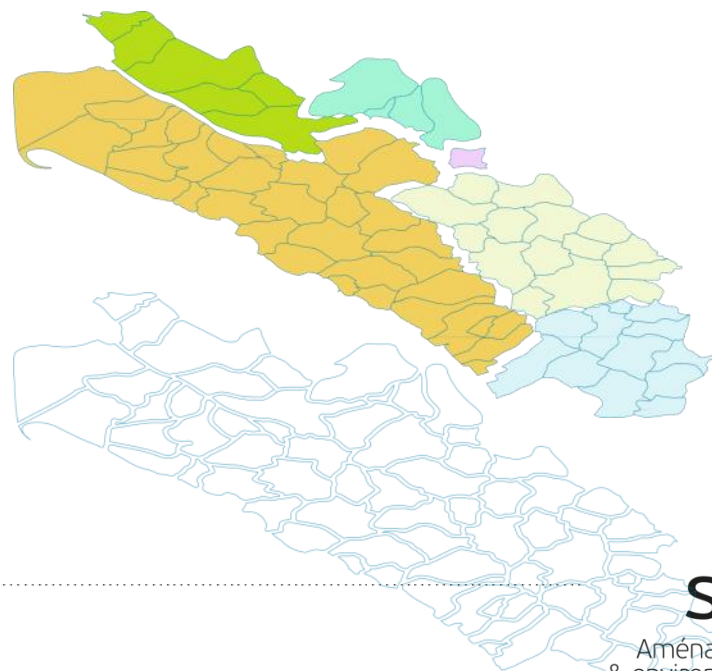
## Qui l'exerce ?

### Un transfert aux EPCI (CGCT) :

L. 5214-16. -I. et L. 5216-5. -I. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres [...] les compétences relevant de [la] gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations [...] »

### Une compétence communale (CE) :

L. 211-7. -Ibis. : « Les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations [...] »



# La compétence GEMAPI sur le bassin de la Seudre

## Qui l'exerce ?

### Un transfert aux syndicats (CGCT) :

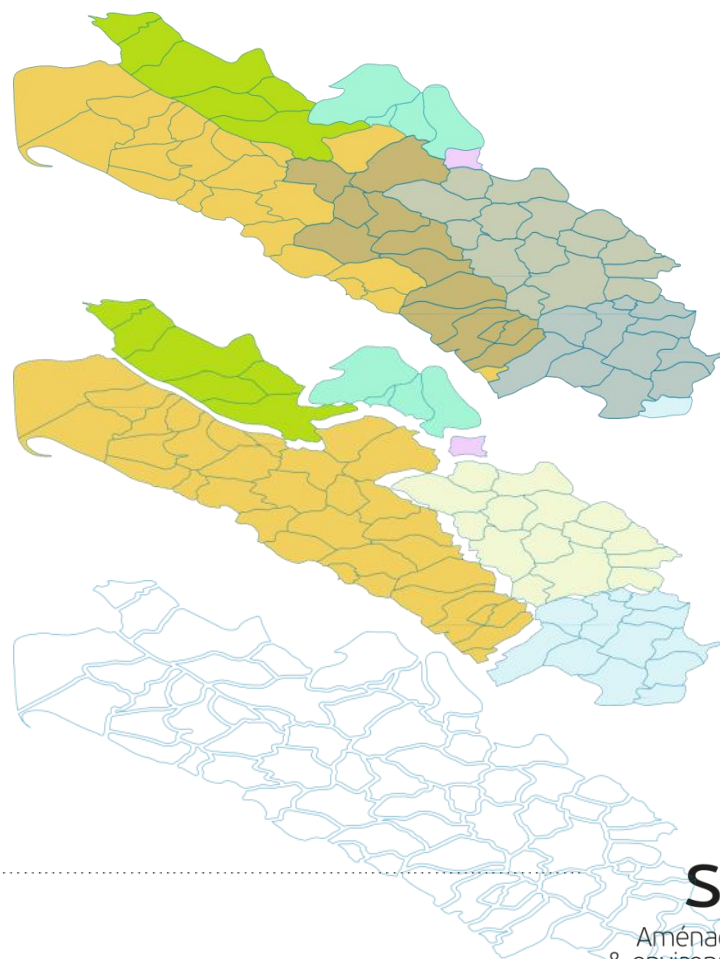
L. 5214-21 et L. 5216-7. -Ibis. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération est [...] substituée [...] aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures [...] dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte [...]»

### Un transfert aux EPCI (CGCT) :

L. 5214-16. -I. et L. 5216-5. -I. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres [...] les compétences relevant de [la] gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations [...]»

### Une compétence communale (CE) :

L. 211-7. -Ibis. : « Les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations [...]»



# La compétence GEMAPI sur le bassin de la Seudre

## Qui l'exerce ?

### Un transfert aux syndicats (CGCT) :

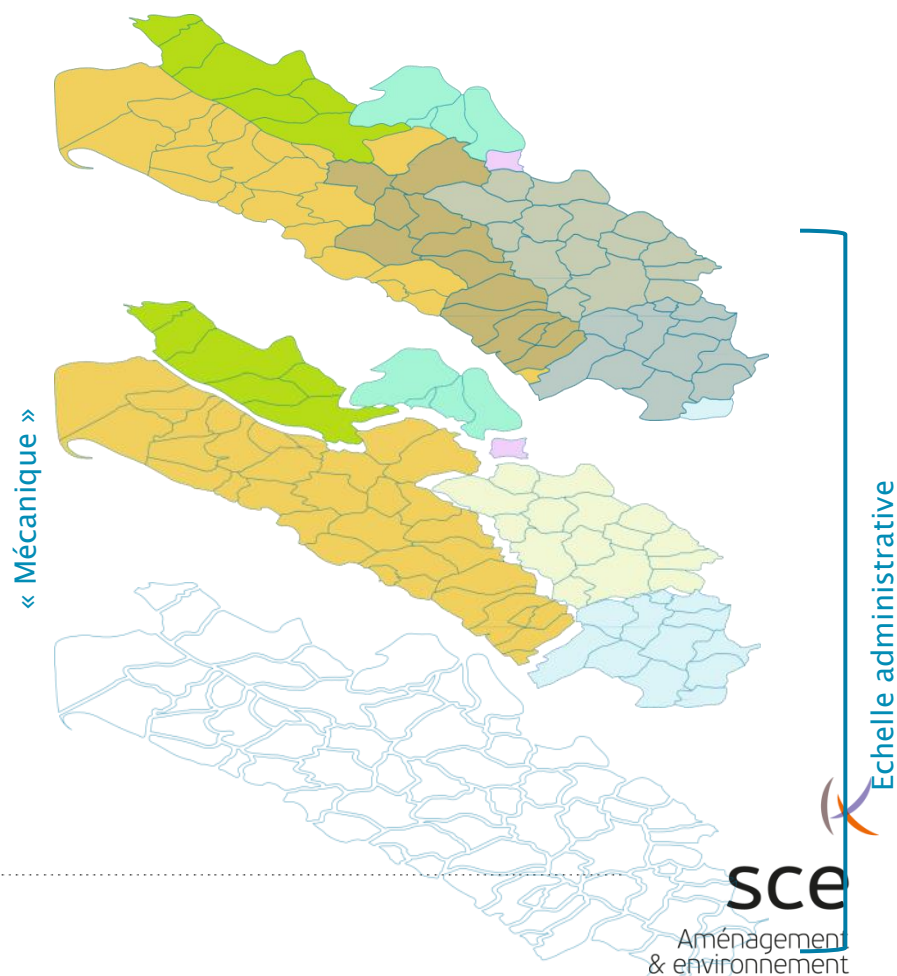
L. 5214-21 et L. 5216-7. -Ibis. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération est [...] substituée [...] aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures [...] dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte [...]»

### Un transfert aux EPCI (CGCT) :

L. 5214-16. -I. et L. 5216-5. -I. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres [...] les compétences relevant de [la] gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations [...]»

### Une compétence communale (CE) :

L. 211-7. -Ibis. : « Les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations [...]»



# La compétence GEMAPI sur le bassin de la Seudre

## Qui l'exerce ?

### Des Prescriptions d'organisation :

- Réalisation de la « Stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau » au plus tard le 31 décembre 2017

### Un transfert aux syndicats (CGCT) :

L. 5214-21 et L. 5216-7. -Ibis. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération est [...] substituée [...] aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures [...] dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte [...] »

### Un transfert aux EPCI (CGCT) :

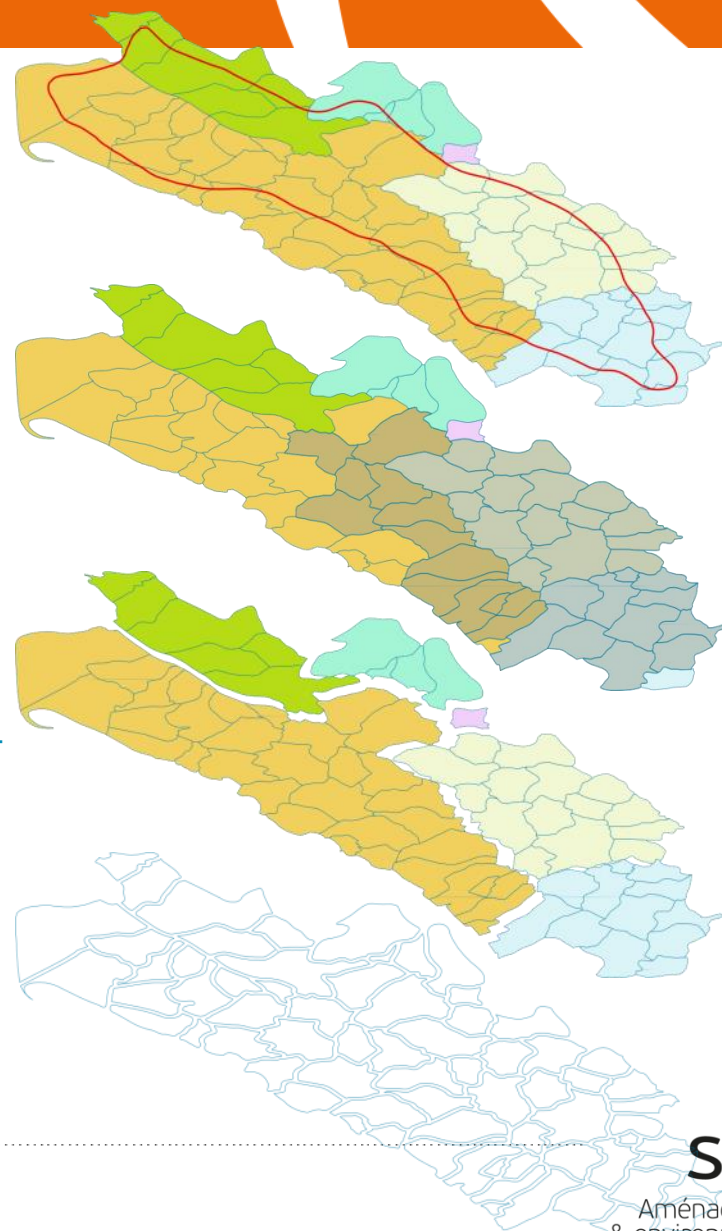
L. 5214-16. -I. et L. 5216-5. -I. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres [...] les compétences relevant de [la] gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations [...] »

### Une compétence communale (CE) :

L. 211-7. -Ibis. : « Les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations [...] »

« Mécanique »

Echelle administrative



# La compétence GEMAPI sur le bassin de la Seudre

## Qui l'exerce ?

### Des Prescriptions d'organisation :

- Réalisation de la « Stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau » au plus tard le 31 décembre 2017

### Un transfert aux syndicats (CGCT) :

L. 5214-21 et L. 5216-7. -Ibis. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération est [...] substituée [...] aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures [...] dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte [...] »

### Un transfert aux EPCI (CGCT) :

L. 5214-16. -I. et L. 5216-5. -I. : « La communauté de communes / communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres [...] les compétences relevant de [la] gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations [...] »

### Une compétence communale (CE) :

L. 211-7. -Ibis. : « Les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations [...] »

Facultatif

« Mécanique »

Echelle hydrographique

Echelle administrative

# Contenu de la compétence GEMAPI

## Instruction du Gouvernement du 21 octobre 2015 relative à l'attribution de la compétence en matière de (GEMAPI)

### 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

- A la fois la partie « milieux aquatiques » et « prévention des inondations »
- Etudes et mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant : études hydrauliques (rétention, ralentissement des écoulements hors ouvrages, ressuyage de crues), études géomorphologiques, restauration de champs d'expansion des crues, arasement de merlon, restauration d'espaces de mobilité du lit d'un cours d'eau, dispositifs de stockage dans les lacs et réservoirs. ...

### 5° La défense contre les inondations et contre la mer

- Seules les actions de protection.
- La gestion des digues et barrages afin de garantir l'efficacité et la sûreté des ouvrages assurant la prévention des inondations et des submersions marines

# Contenu de la compétence GEMAPI

**2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau**

- A dominante « milieux aquatiques »
- Travaux, inscrits dans des plans pluriannuels ou des opérations groupées, d'entretien des berges, des ripisylves, ... ou d'aménagement répondant à des motifs d'intérêt général ou d'urgence, notamment en cas de carence généralisée des propriétaires riverains quant à leurs obligations.

**8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines**

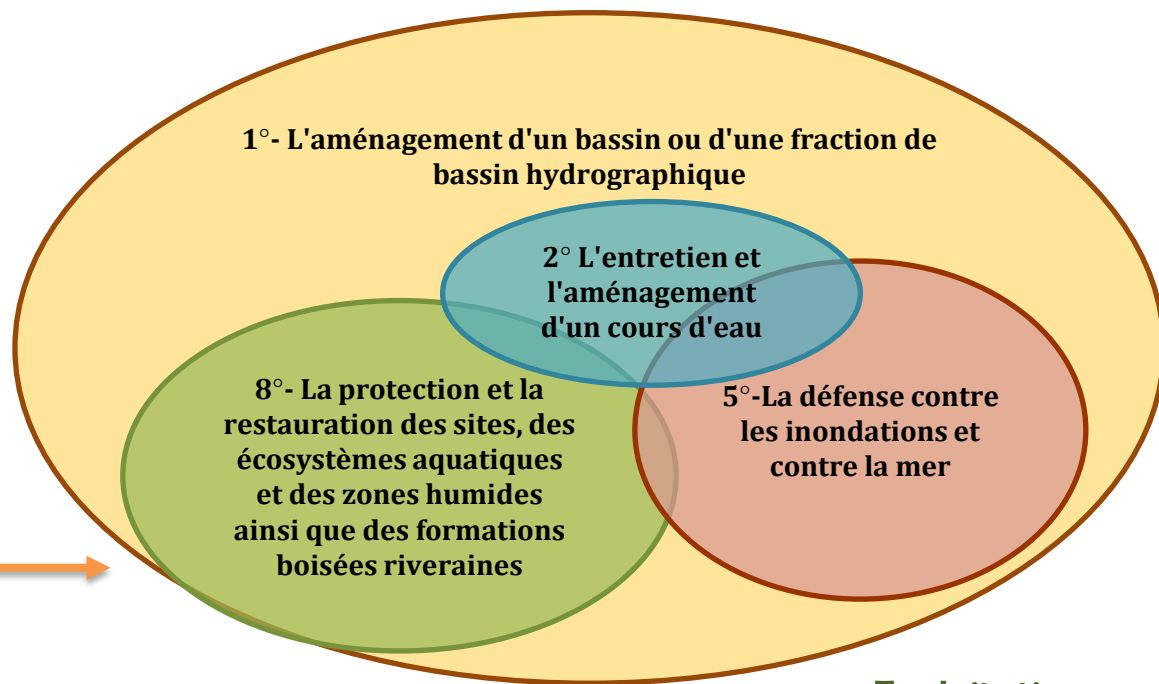
- Opérations de restauration de la continuité écologique ou encore de renaturation et de restauration des zones humides, cours d'eau ou plans d'eau formalisées par exemple dans des plans de gestion.

# Contenu de la compétence GEMAPI

L'exercice de la mission  
« défense contre les  
inondations et contre la mer »  
n'exclut pas les autres missions  
composant la GEMAPI



L'exercice de la compétence  
GEMAPI n'exclut pas les  
actions complémentaires



Conservation et  
protection de la  
ressource en eau

Maîtrise des  
ruissellements

Exploitation  
d'ouvrages  
hydrauliques

Animation et  
concertation ...

## 2/ La compétence GEMAPI

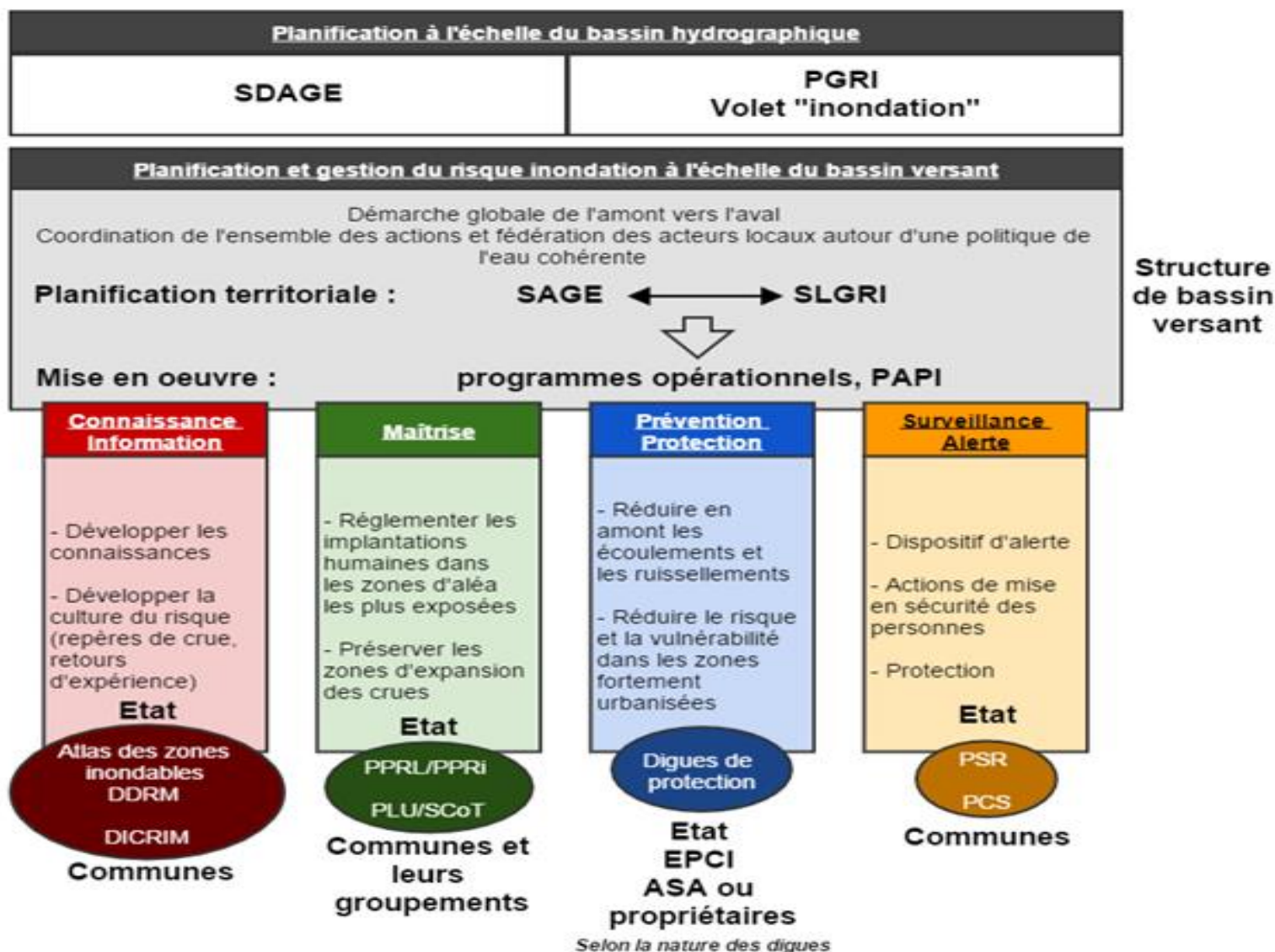
Particularité de la mission 5° « défense contre les inondations et contre la mer »

# Directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondations



- « réduire les conséquences dommageables des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique »
  - ➔ Lors de l'élaboration des politiques de l'eau et de l'occupation des sols
- « les Etats membres fixent les objectifs de réduction en tenant compte des particularités locales et régionales »
  - ➔ Plans de gestion du risque d'inondation (PGRI) au niveau des territoires à risque important d'inondation (TRI) pour fin 2015
  - ➔ Stratégies locales aux échelles pertinentes (en associant les acteurs de terrain et en mobilisant des outils existants ou à créer de type PAPI, SAGE,...)
- « évaluer les résultats obtenus »

# Zoom sur les différentes missions relevant des inondations



# Lutte contre les inondations

Les digues de protection bénéficient à un nombre d'habitants qui dépasse les seuls propriétaires riverains des cours d'eau où sont implantées les digues :

- ➔ Opérations d'entretien et d'exploitation des digues devrait relever de la sphère publique, dans le cadre d'une DIG ou de la procédure d'urgence
- ➔ Sphère publique garantie le respect de la réglementation relative à la sécurité des ouvrages

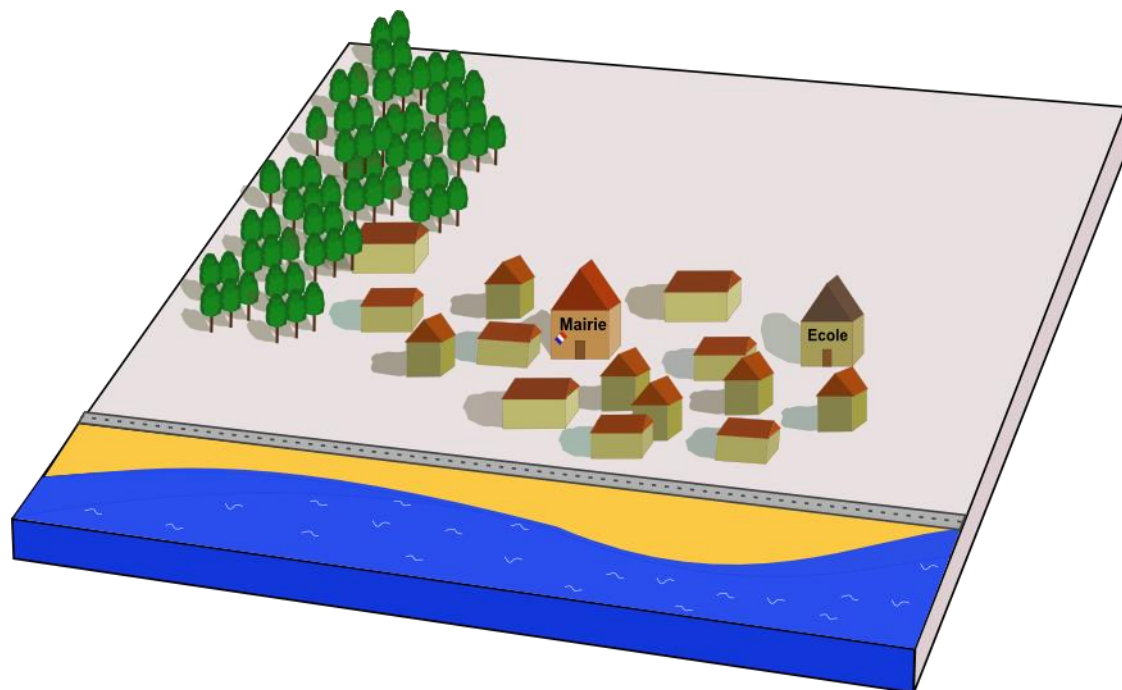
(Réponse ministérielle de 2013)

Renforcement de la politique sur les ouvrages de protection (art. 58 loi MAPTAM) = compétence GEMAPI

- ➔ Au titre de la compétence GEMAPI, les EPCI à FP doivent assurer l'établissement et la gestion des ouvrages de prévention des risques, en particulier la gestion des ouvrages de protection (digues)

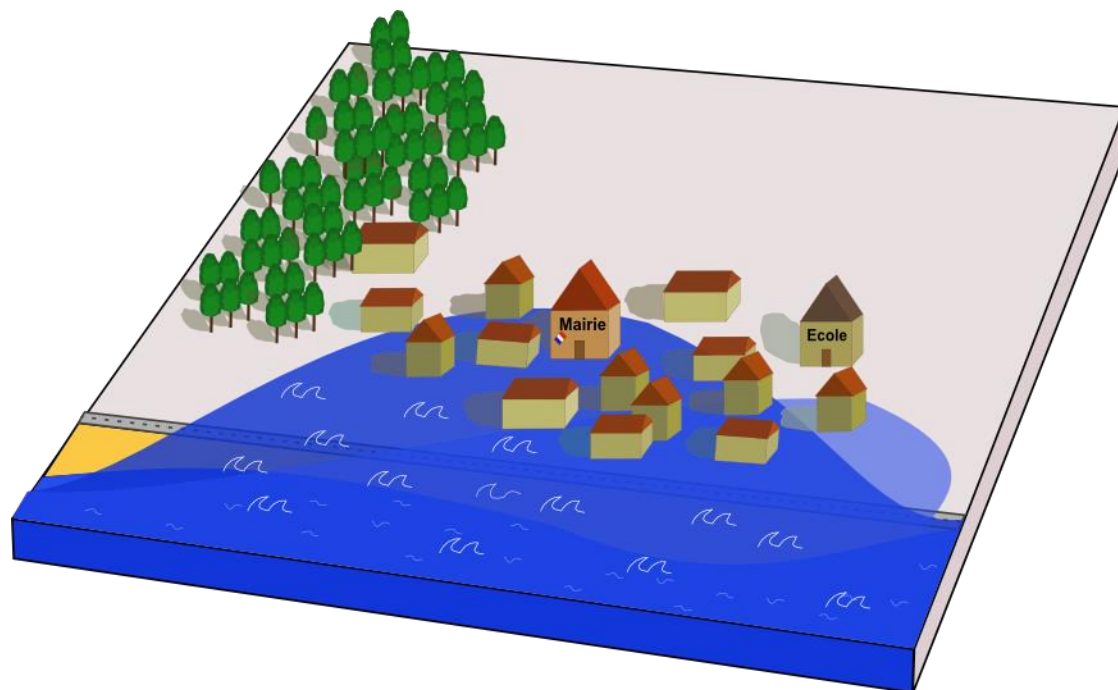
# Zoom sur le décret « digues »

## Situation 1: Beau temps



# Zoom sur le décret « digues »

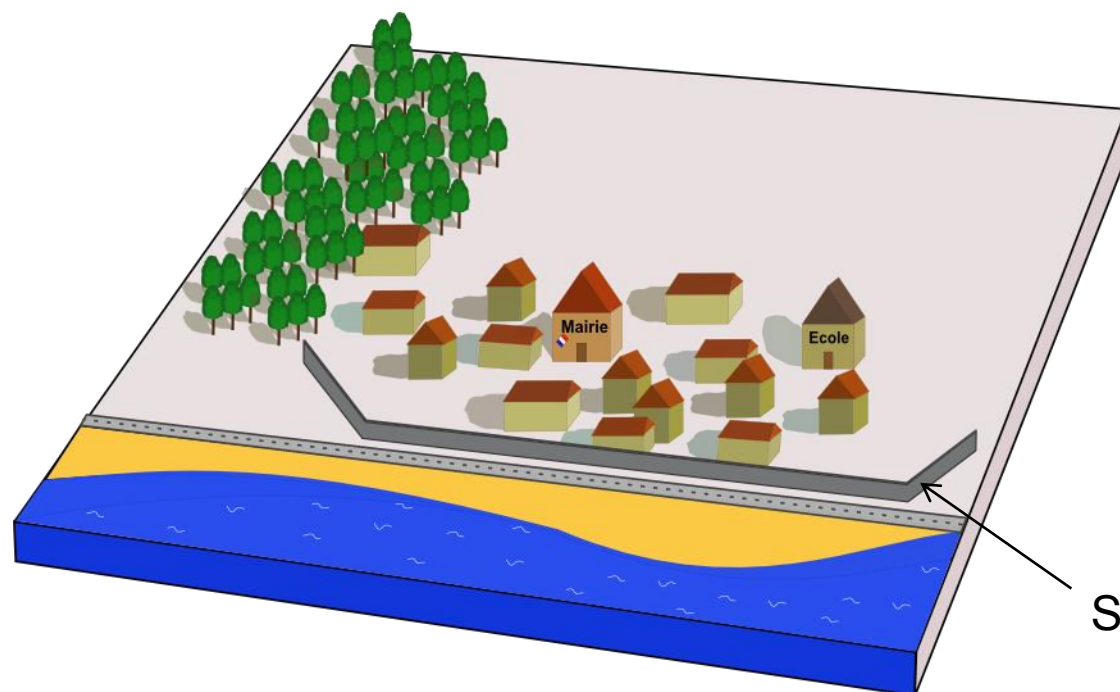
## **Situation 2:** Tempête – Ex: niveau d'eau ~ Xynthia



Zone d'enjeux soumise  
à un aléa fort

# Zoom sur le décret « digues »

## **Situation 3:** Mise en place d'un système d'endiguement (~ Xynthia)



Article L. 566-12-1 CE définit les digues

Article R.562-13 CE définition du système d'endiguement par le bloc communal

La protection d'une zone exposée au risque d'inondation ou de submersion marine au moyen de digues est réalisée par un système d'endiguement, **eu égard au niveau de protection qu'il détermine**, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens

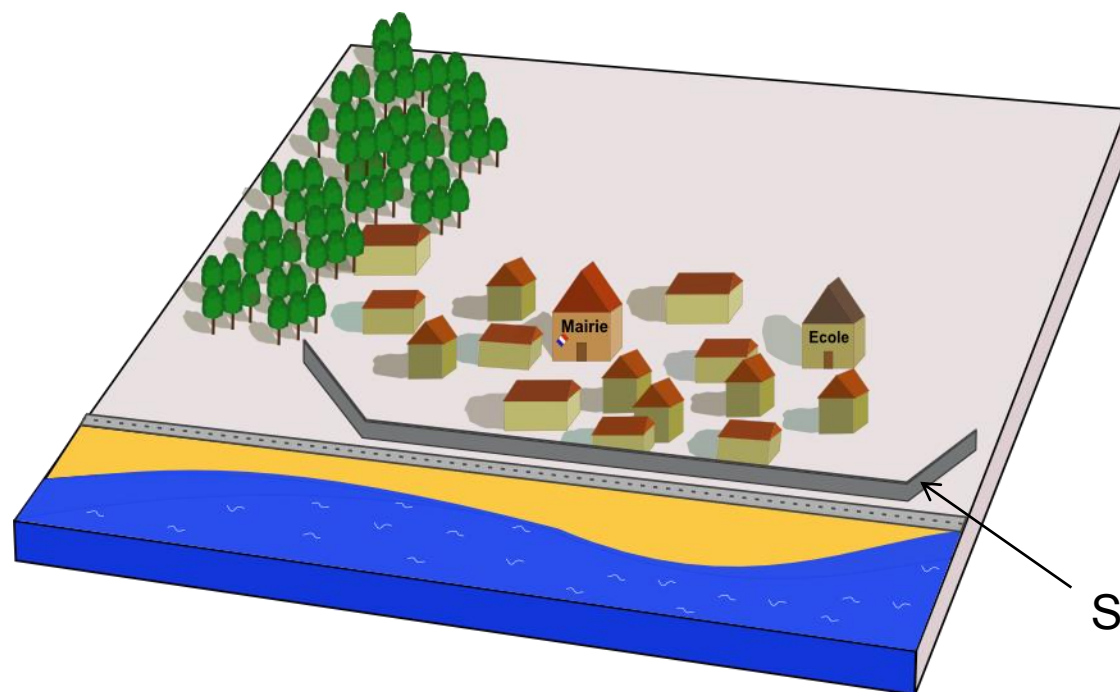
Système d'endiguement

**Système comprend une ou plusieurs digues ainsi que tout ouvrage nécessaire à son efficacité et à son bon fonctionnement, notamment :**

- des ouvrages, autres que des barrages, qui, eu égard à leur localisation et à leurs caractéristiques, complètent la prévention ;
- des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques tels que vannes et stations de pompage.
- Ne sont toutefois pas inclus dans le système d'endiguement les éléments naturels situés entre des tronçons de digues ou à l'extrémité d'une digue ou d'un ouvrage composant le système et qui en forment l'appui

# Zoom sur le décret « digues »

**Situation 3:** Mise en place d'un système d'endiguement **autorisé** (Art. R.562-14 CE)  
1<sup>er</sup> janvier 2018 demande présentée par l'EPCI compétent



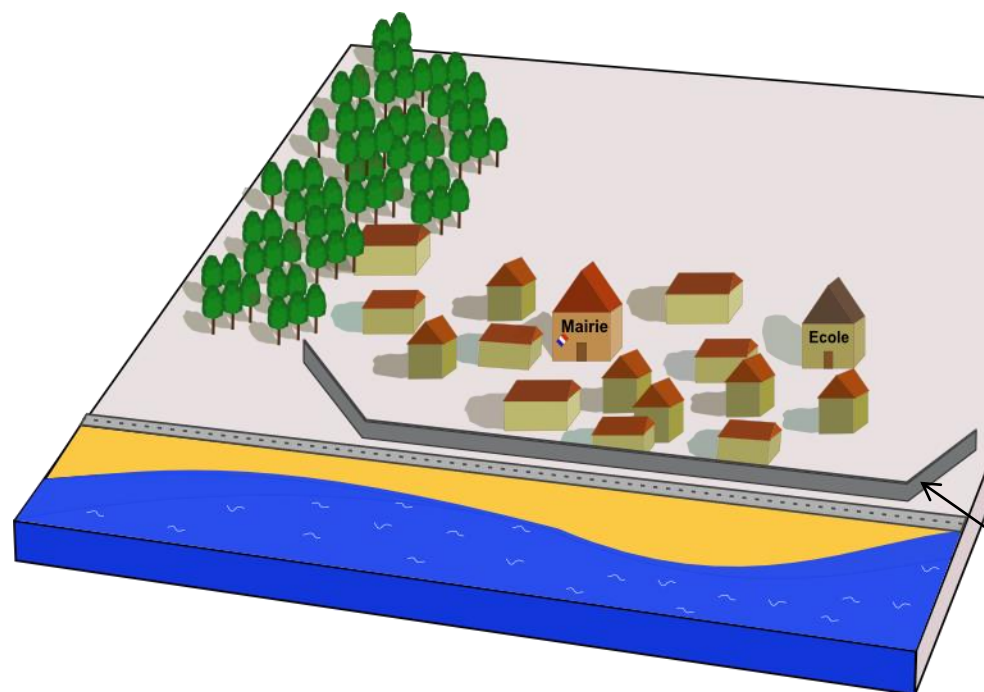
Décret n°2015-526 du 12 mai 2015 fixe les règles de mise en conformité des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations ainsi que la réalisation de tels ouvrages (à l'exception des ouvrages de correction torrentielle), sans préjudice des autres règles imposées auxdits ouvrages



Système d'endiguement

# Zoom sur le décret « digues »

**Situation 3:** Mise en place d'un système d'endiguement **autorisé** (~ Xynthia)



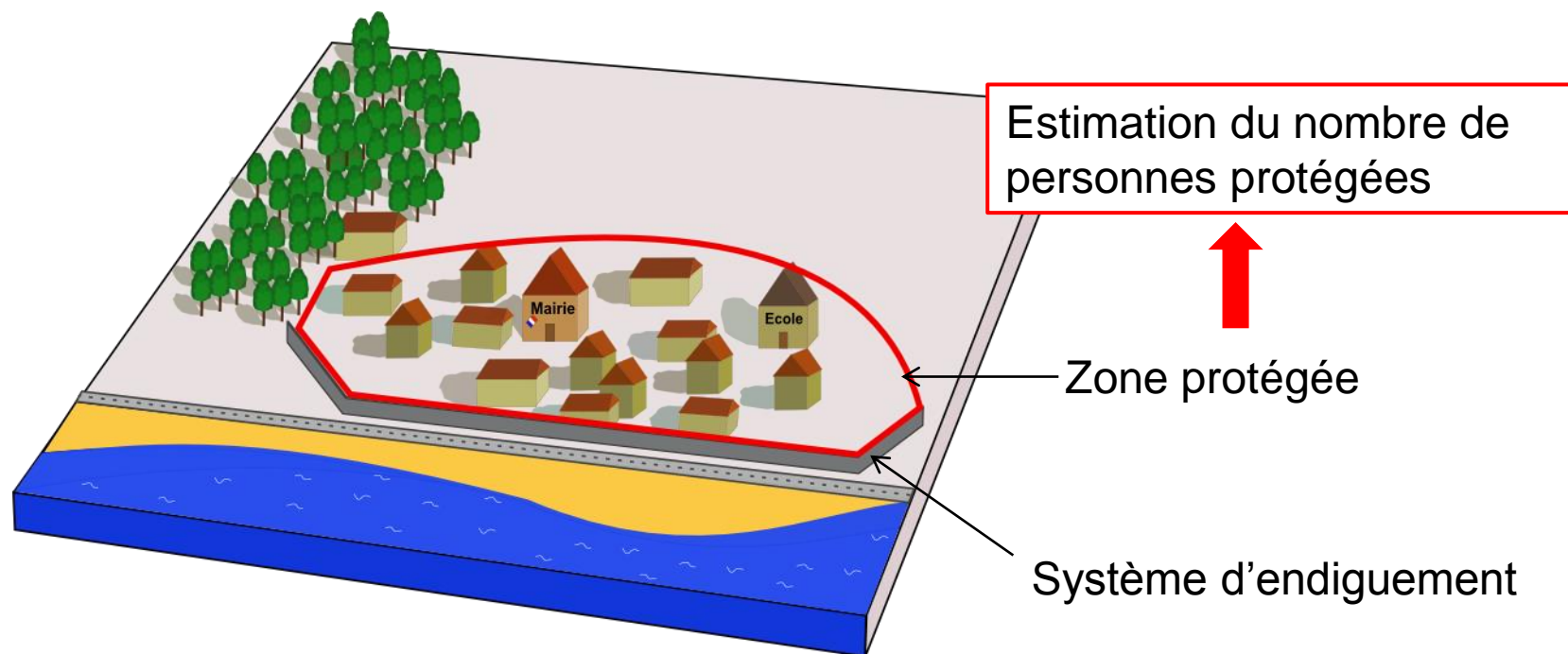
## Système d'endiguement :

- Etude de dangers
- Dossier technique
- Consignes de surveillance
- Registre de travaux
- Visites techniques approfondies
- Rapport de surveillance périodique

Système d'endiguement

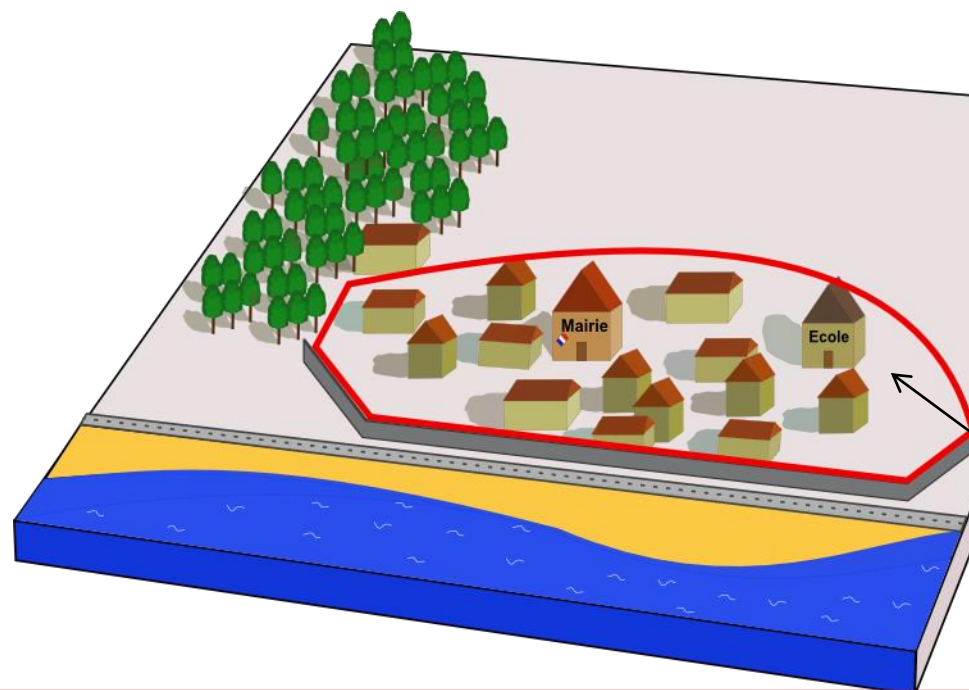
# Zoom sur le décret « digues »

## **Situation 3:** Mise en place d'un système d'endiguement **autorisé** (~ Xynthia)



# Zoom sur le décret « digues »

## **Situation 3:** Mise en place d'un système d'endiguement **autorisé**



Rappel décret		
Classe	Population protégée par le système	Date buttoir de régularisation administrative
A	$P > 30\,000$ personnes	31 décembre 2019 A défaut caducité de l'autorisation au 1 <sup>er</sup> janvier 2021
B	$3\,000 \text{ personnes} < P \leq 30\,000$ personnes	
C	$30 \text{ personnes} \leq P \leq 3\,000$ personnes	31 décembre 2021 A défaut caducité de l'autorisation au 1 <sup>er</sup> janvier 2023

Zone protégée

Pour les digues existantes et autorisées avant la date de promulgation du décret = arrêté complémentaire (dossier doit être déposé auprès du préfet pour permettre de connaître la performance de ces ouvrages).

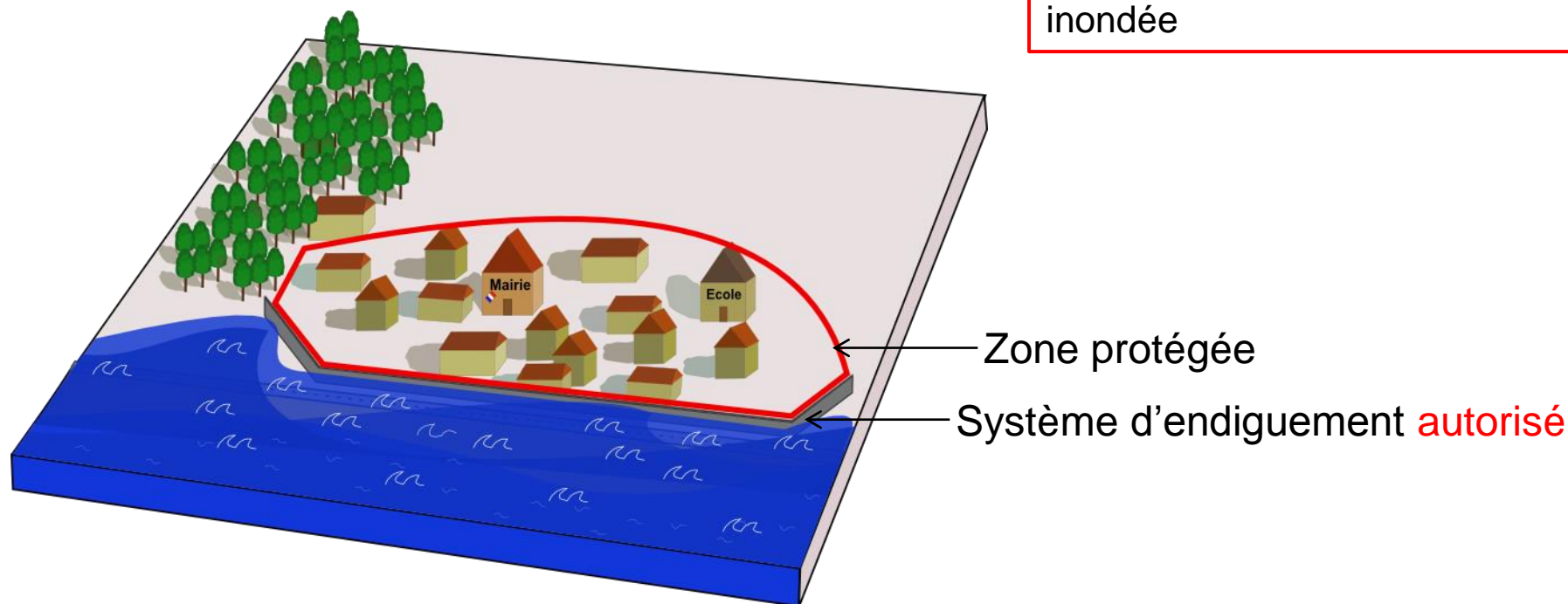
Pour les digues existantes non autorisées = régularisation administrative par une autorisation

# Zoom sur le décret « digues »

## Situation 4: Tempête – Niveau d'eau ~ Xynthia

Article R. 214-119-1 CE

**Niveau de protection:** hauteur maximale que peut atteindre l'eau sans que cette zone soit inondée



La probabilité d'occurrence dans l'année de la crue ou de la tempête correspondant au niveau de protection assuré est justifiée dans l'**étude de dangers**

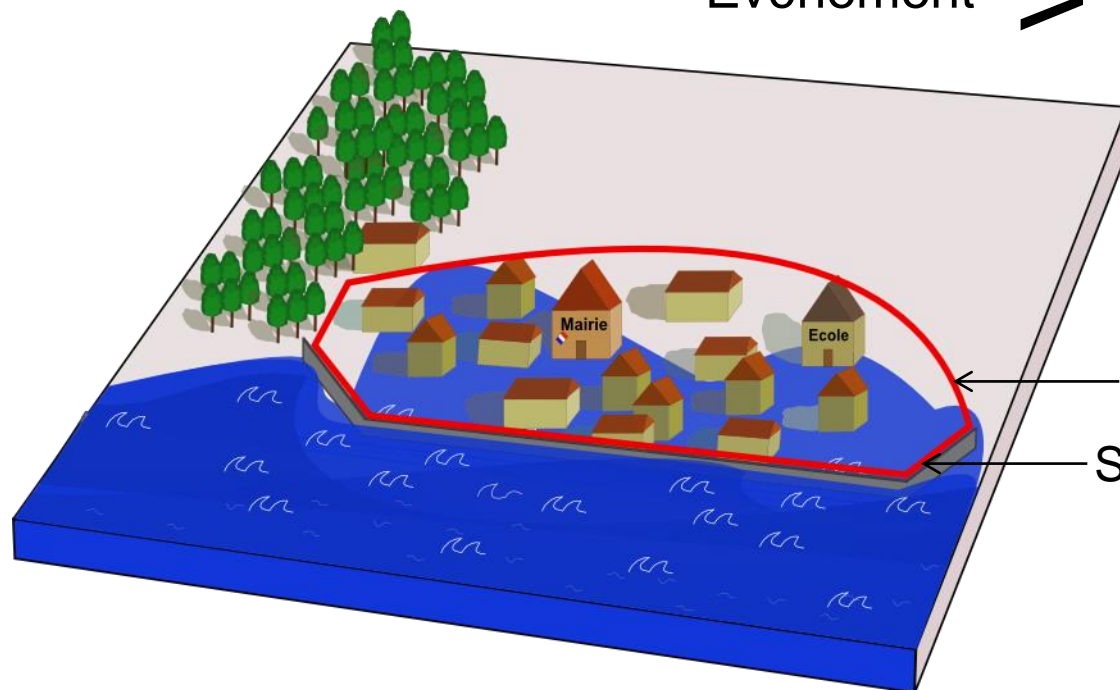
**Pour les nouvelles digues** = valeur minimale réglementaire défini en fonction de la classe du système

# Zoom sur le décret « digues »

## Situation 4: Tempête – Niveau d'eau > Xynthia

Événement >

**Niveau de protection:** hauteur maximale que l'eau peut atteindre sans que cette zone soit inondée



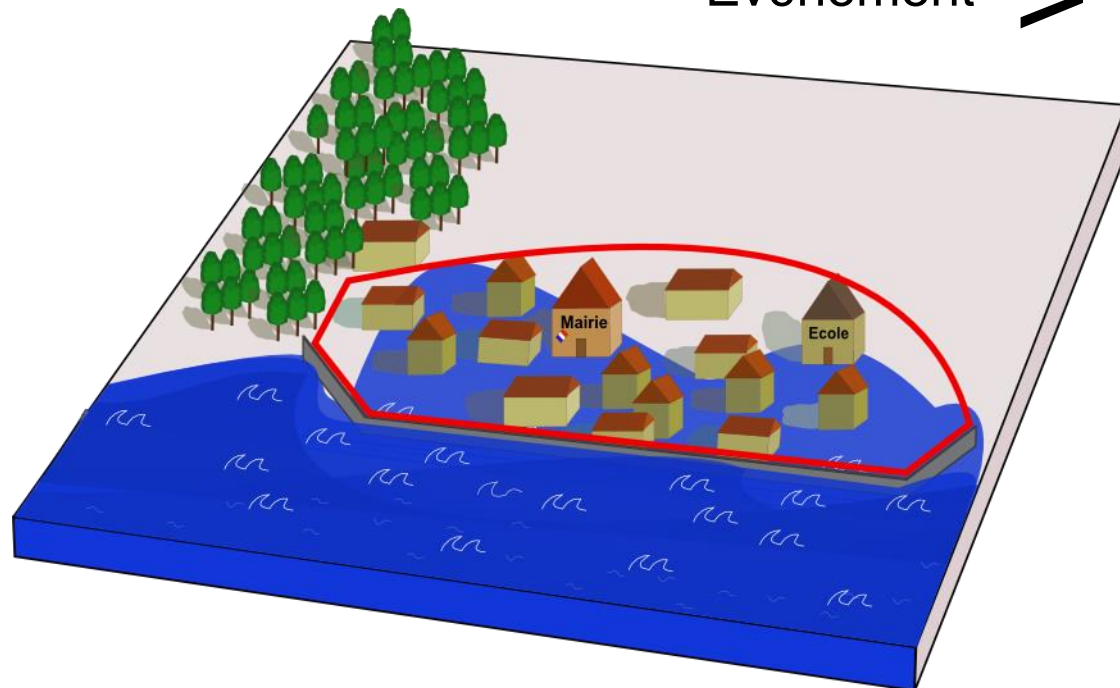
Zone protégée

Système d'endiguement autorisé

# Zoom sur le décret « digues »

## Situation 4: Tempête – Niveau d'eau > Xynthia

Événement >



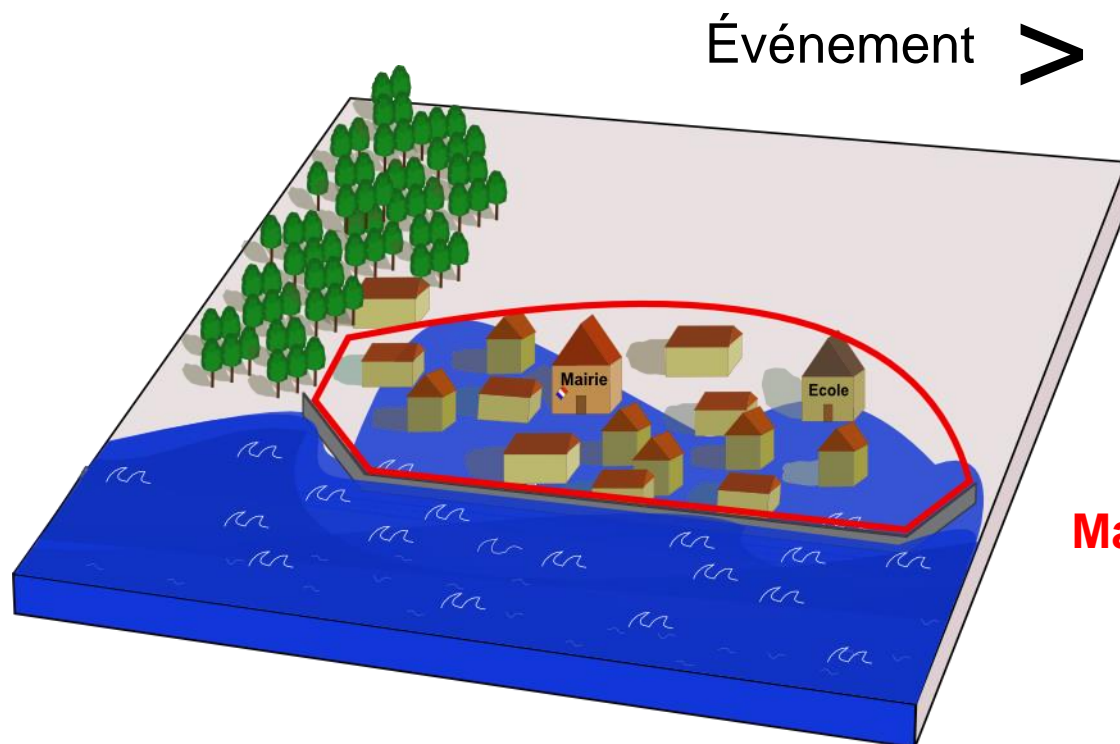
**Niveau de protection:** hauteur maximale que l'eau peut atteindre sans que cette zone soit inondée



**Consignes de surveillance!!**

# Zoom sur le décret « digues »

## Situation 4: Tempête – Niveau d'eau > Xynthia



**Niveau de protection:** hauteur maximale que l'eau peut atteindre sans que cette zone soit inondée



**Consignes de surveillance!!**



**Maire → PCS – Alerte - Evacuation**

# Mission 5° de la compétence GEMAPI



L'article L. 211-7-1 bis du Code de l'environnement : GEMAPI

Les communes et leurs EPCI à FP sont compétents pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence en vue de « *la défense contre les inondations et contre la mer* »

➔ Au 1er janvier 2018, l'EPCI à FP est le gestionnaire et l'exploitant de l'ouvrage

➔ Il peut :

– confier cette mise en œuvre à l'Etat ou à l'un de ses établissements publics lorsqu'il gère des digues à compter du 29 janvier 2014

- Poursuite de cette gestion pour le compte de l'EPCI à FP compétent, jusqu'au 29 janvier 2024

– mettre fin à la gestion d'un ouvrage construit ou aménagé en vue de prévenir les inondations

- Information du préfet du département dans lequel est situé cet ouvrage au moins un an avant la date prévue

# Zoom sur le décret « digues »

## Ouvrages de protection existants gérés par une personne morale de droit public

mise à disposition gratuite par voie de convention entre le gestionnaire actuel et l'EPCI-FP compétente

## Ouvrage géré par l'Etat

convention détermine l'étendue de ce concours et les moyens matériels et humains qui y sont consacrés. Elle ne peut être modifiée qu'à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les charges qui sont transférées font l'objet, dans le cadre d'une convention, d'une compensation. Pendant cette période, le financement des travaux de mise en conformité des ouvrages avec les exigences réglementaires et légales incombe à l'Etat.

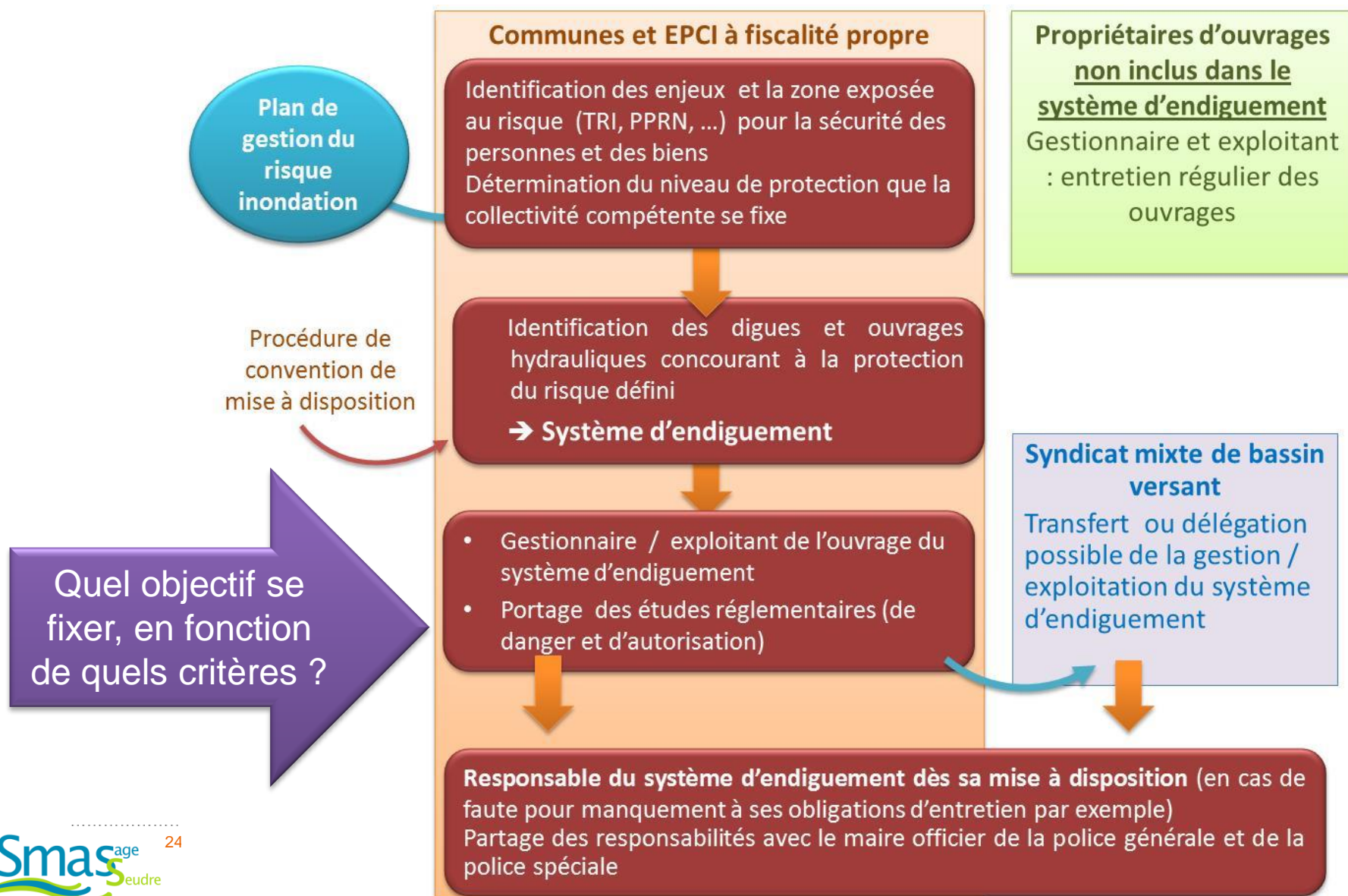
## Remblais existants gérés par un gestionnaire d'infrastructure

convention prévoit les modalités de gestion « conjointe » (en général avec une superposition de domaine public) au cas par cas. Les surcoûts sont mis à la charge du demandeur

## Digues privées

mise en servitude après enquête publique et enquête de servitude. Le juge de l'expropriation apprécie les indemnités associées à la servitude

# Zoom sur le décret « digues »



# 3/ La compétence GEMAPI

Régime de la responsabilité

## Droit d'usage, de pêche et de servitude

- Obligation d'entretien régulier cours d'eau et digues + servitudes de passage
- Obligation de travaux de protection contre l'action naturelle des flots soit à titre individuel, soit regroupés en associations syndicales
- Absence d'obligation pour les collectivités publiques d'effectuer des travaux de protection contre l'action naturelle des flots des propriétés privées riveraines de la mer
- Engagement de la responsabilité du propriétaire pour négligence, imprudence, pour faute, pour dommages causés par la ruine de son ouvrage, à la suite d'un défaut d'entretien, pour d'un vice de construction

# Droits et obligations des ASA / ASCO, régies par l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les ASA pourront continuer à assurer leurs missions alors même qu'elles constitueraient une des missions composant la compétence GEMAPI

- Les missions des ASA en matière de lutte contre les inondations sont préservées, dès lors que la lutte contre les inondations est inscrite dans leurs statuts

Une ASA ne peut être autorité compétente au titre de la GEMAPI

- Le service public de prévention des inondations qui est mis en œuvre par l'EPCI est tenu d'exclure les territoires dont la protection relève l'ASA ou tout au moins est légitime à ignorer ces territoires

La création d'ouvrages de régulation hydraulique par une ASA n'est pas concernée par la rubrique 3.2.6.0. de la nomenclature loi sur l'eau "système d'endiguement" ou "aménagement hydraulique"

- Seul l'EPCI-FP en charge de la GEMAPI pourra demander la reconnaissance du système d'endiguement ou d'aménagement hydraulique au titre de la 3.2.6.0,
- et faire établir des servitudes au besoin pour certaines digues des ASA participant au système d'endiguement

## Retrait de l'intervention des ASA

- Modification des statuts de l'ASA
- Mise à disposition des digues = reprises en gestion par l'EPCI à fiscalité propre dans le système d'endiguement conforme à la réglementation = incombe à l'EPCI à fiscalité propre et non à l'association syndicale de propriétaires

## Participation des ASA à la gestion des digues du système d'endiguement

- Adhésion à la structure gestionnaire et réalisation de tâches matérielles liées à la gestion des digues (surveillance et entretien régulier, principalement)
- ASA pas gestionnaire donc n'engage pas sa responsabilité

## Clarification du régime de responsabilité des gestionnaires :

- Obligation de moyens et non de résultats
  - Art. L. 562-8-1 al 2 CE dispose que la responsabilité du gestionnaire de l'ouvrage ne peut être engagée à raison des dommages que l'ouvrage n'a pas permis de prévenir dès lors qu'il a été conçu, exploité et entretenu dans les règles de l'art et conformément aux obligations légales et réglementaires
- La responsabilité du gestionnaire de l'ouvrage ne peut être engagée à raison des dommages que l'ouvrage n'a pas permis de prévenir dès lors qu'il a été conçu, exploité et entretenu dans le respect des obligations de conception, d'entretien et d'exploitation fixés par le décret digues
- L'exonération de responsabilité du gestionnaire d'une digue est subordonnée à l'inclusion de celle-ci à un système d'endiguement autorisé

# Pouvoirs de police générale du maire (L.2212-2 CGCT)

Avant la compétence GEMAPI, au titre de la jurisprudence, le maire est déjà responsable en cas d'inondation, pour n'avoir pas exercé les compétences de police générale

- Le maire est tenu d'intervenir pour “prévenir, par des précautions convenables, et faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels les incendies, les inondations, les ruptures de digue, [...], de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure »
- Le retard apporté à la délimitation des zones exposées aux risques naturels engage la responsabilité de l'Etat, MAIS n'est pas de nature à exonérer le maire de la responsabilité qu'il encourt du fait de ses obligations en matière de police de la sécurité

## Police des inondations

- Le maire doit prendre les mesures de prévention nécessaires : plan de défense contre les inondations, de redressement d'une rivière, de mise en place d'un barrage et la destruction d'un mur

## Police de la salubrité des cours d'eau (art. L. 2213-29 à L. 2213-31 CGCT)

- Le maire surveille, au point de vue de la salubrité, l'état des ruisseaux, rivières, étangs, mares ou amas d'eau

## Police de la conservation des cours d'eau (art. L. 215-12 CE)

- Le maire peut, sous l'autorité des préfets, prendre toutes les mesures nécessaires pour la police des cours d'eau

# Responsabilité de la commune / EPCI à FP

Le Conseil d'État estime que lorsque les dommages subis ont été provoqués ou aggravés par l'existence ou le mauvais entretien d'ouvrages publics, la responsabilité des collectivités publiques peut être engagée

- La construction d'un pont surbaissé destiné à permettre le passage d'un collecteur d'eaux usées, sans étude préalable de débit, et qui a aggravé les conséquences d'une inondation, engage la responsabilité de la puissance publique
- En l'absence de vice de conception ou de défaut d'entretien normal des ouvrages d'évacuation des eaux, la responsabilité de la puissance publique sera écartée

Les dommages causés par des inondations peuvent engager la responsabilité de la commune pour faute simple dans la conception et l'étude du plan de défense contre les inondations, et pour faute lourde dans la prescription de mesures d'urgence au cours de l'inondation

# Danger grave ou imminent (art. L. 2212-4 CGCT)



- L'évacuation d'un site peut être imposée par :
  - le maire ou par le préfet (art. L. 2215-1 CGCT), lorsque le site menacé s'étend sur plusieurs communes ou en cas de carence du maire, après mise en demeure non suivie d'effet
- La présence d'un PPR ne dispense pas les autorités de police générale de prendre des mesures adéquates pour faire face à un danger grave ou imminent
  - le maire doit faire usage de ses pouvoirs de police générale pour interdire le camping dans les zones inondables sous peine de faute lourde
- Le maire qui ne fait pas procéder à l'inspection d'une digue de protection contre les crues alors que les débordements sont prévisibles, commet une faute lourde

**La faute lourde résulte soit de la gravité du comportement de l'agent, soit de la conscience qu'il avait de créer par son attitude des risques de dommage**

# Force majeure

Pour être retenue comme cause d'exonération de responsabilité, la force majeure doit présenter les caractères d'imprévisibilité, d'extériorité et d'irrésistibilité.

L'appréciation du juge de cette cause exonératoire en matière d'inondation est très restrictive :

- L'événement présentera le caractère de la force majeure en raison de sa violence et son intensité exceptionnelle et imprévisible
- La prévisibilité des intempéries ne permet pas de considérer la pluie comme un cas de force majeure
- La déclaration d'état de catastrophe naturelle ne permet pas de qualifier l'événement de force majeure

# Partage des responsabilités

Engagement de la responsabilité du Maire / partagée avec le gestionnaire :

- En cas de faute caractérisée qui expose autrui à un risque d'une particulière gravité
- En cas de dommages causés par le non respect des obligations légales de conception, d'exploitation et d'entretien

Partage de la responsabilité entre le Maire / Préfet :

- En de la conservation des cours d'eau (art. L. 215-7 CE) matière de police
  - L'autorité administrative est chargée de la conservation et de la police des cours d'eau non domaniaux
  - Elle prend toutes dispositions pour assurer le libre cours des eaux

En matière de police de l'eau et des milieux aquatiques, le Préfet est seule compétent pour accorder, modifier ou retirer des autorisations de travaux ou d'ouvrages sur les cours d'eau, y compris des opérations de curage

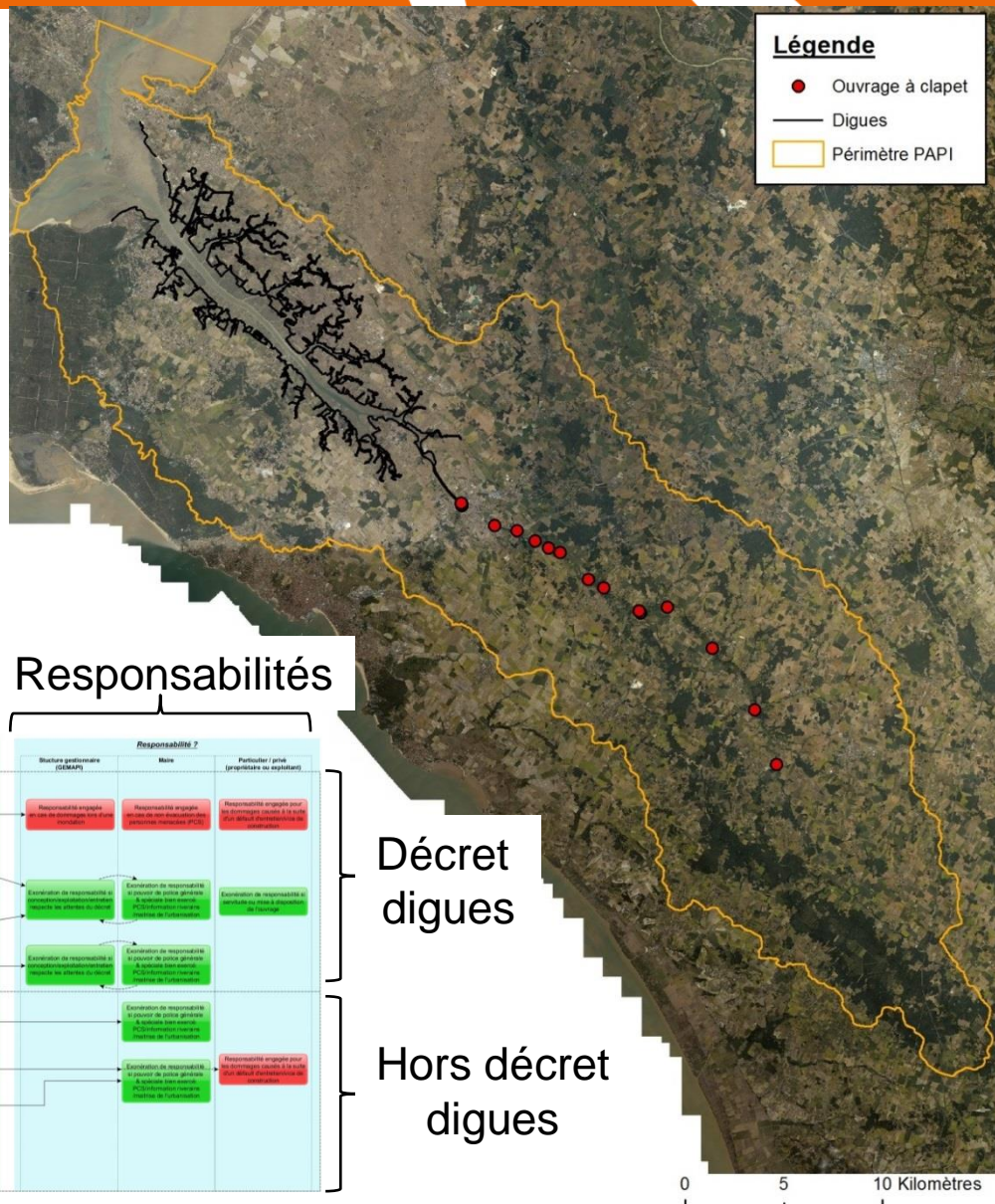
- Nomenclature IOTA art. R.214-1 CE

# 5/ Illustration d'un système d'endiguement dans le cadre du PAPI Seudre

# Application au cas de la Seudre

→ Ouvrages recensés sur le territoire

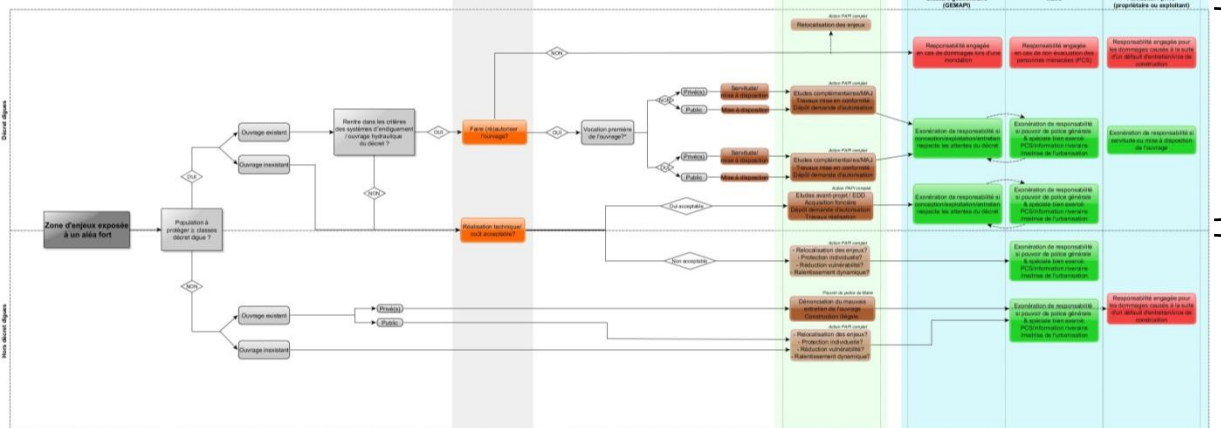
Actions à mettre en œuvre /  
responsabilités ouvrages protection



Choix

Actions Responsabilités

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?



Décret  
digues

Hors décret  
digues

# Application au cas de la Seudre

## Fiche ouvrage → Mus-de-Loup

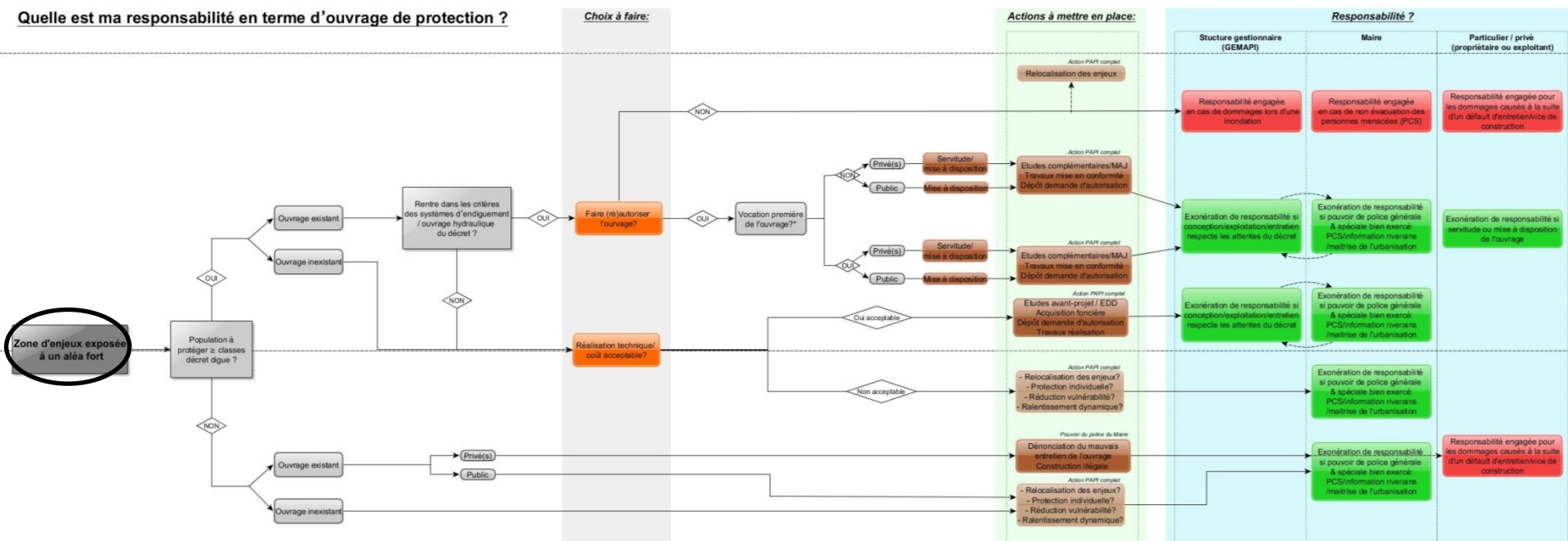
- Ouvrage autorisé depuis 2012 – classe C
- Convention (30 ans)
- Propriété: Etat
- Gestionnaire: Commune de La Tremblade
- Absence d'étude de dangers
- Absence de dossier technique
- VTA réalisée par la commune en 2015



# Application au cas de la Seudre

## Fiche ouvrage → Mus-de-Loup

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?



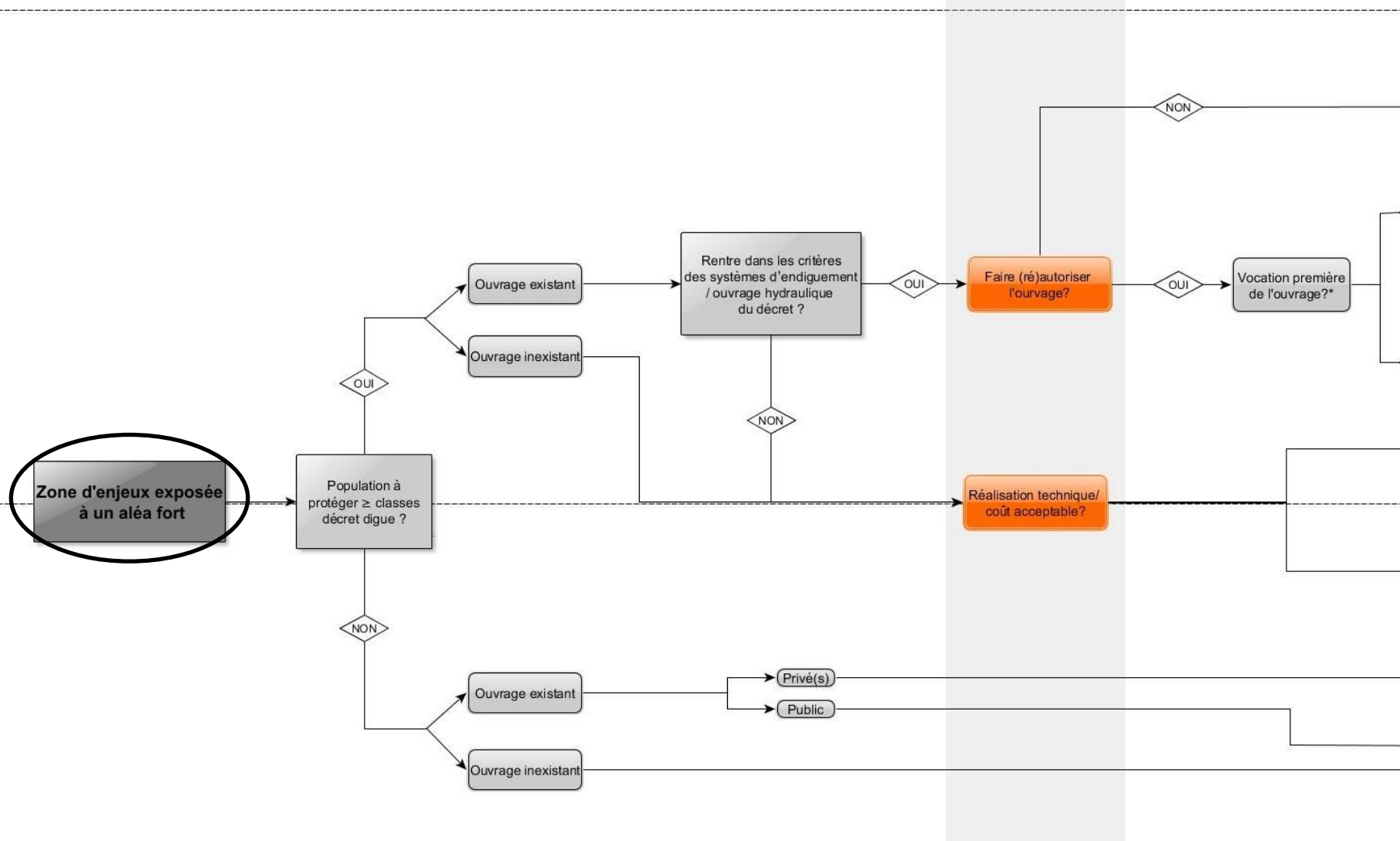
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

Hors décret digues



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Station Ifremer  
(laboratoire de  
référence - mollusque)

Zone d'enjeux exposée  
à un aléa fort

Population à  
protéger ≥ classes  
décret digue ?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

Rentre dans les critères  
des systèmes d'endiguement  
/ ouvrage hydraulique  
du décret ?

OUI

Faire (ré)autoriser  
l'ouvrage?

Vocation première  
de l'ouvrage?\*

Réalisation technique/  
coût acceptable?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

Privé(s)

Public

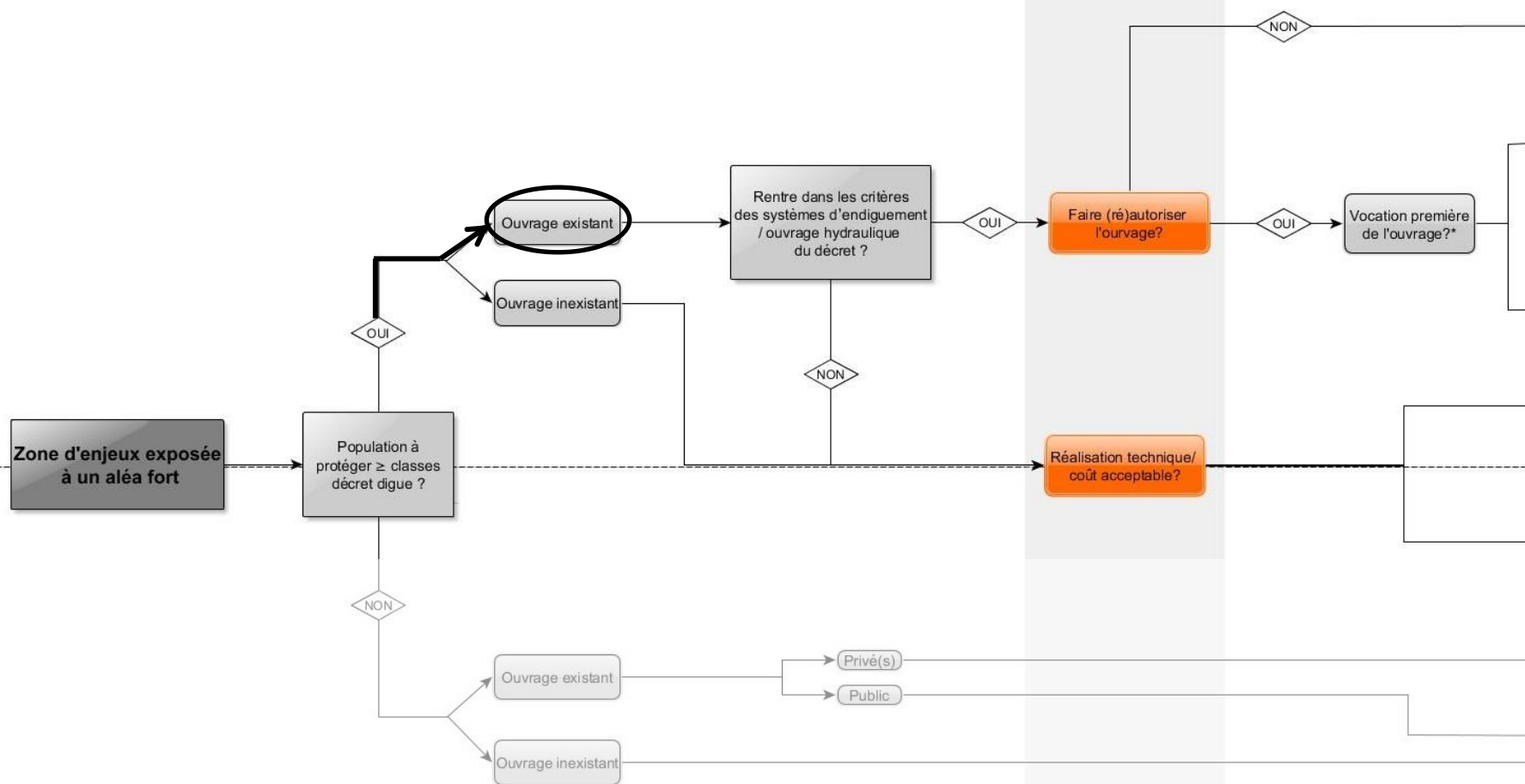
Hors décret digues

Décret digues

# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

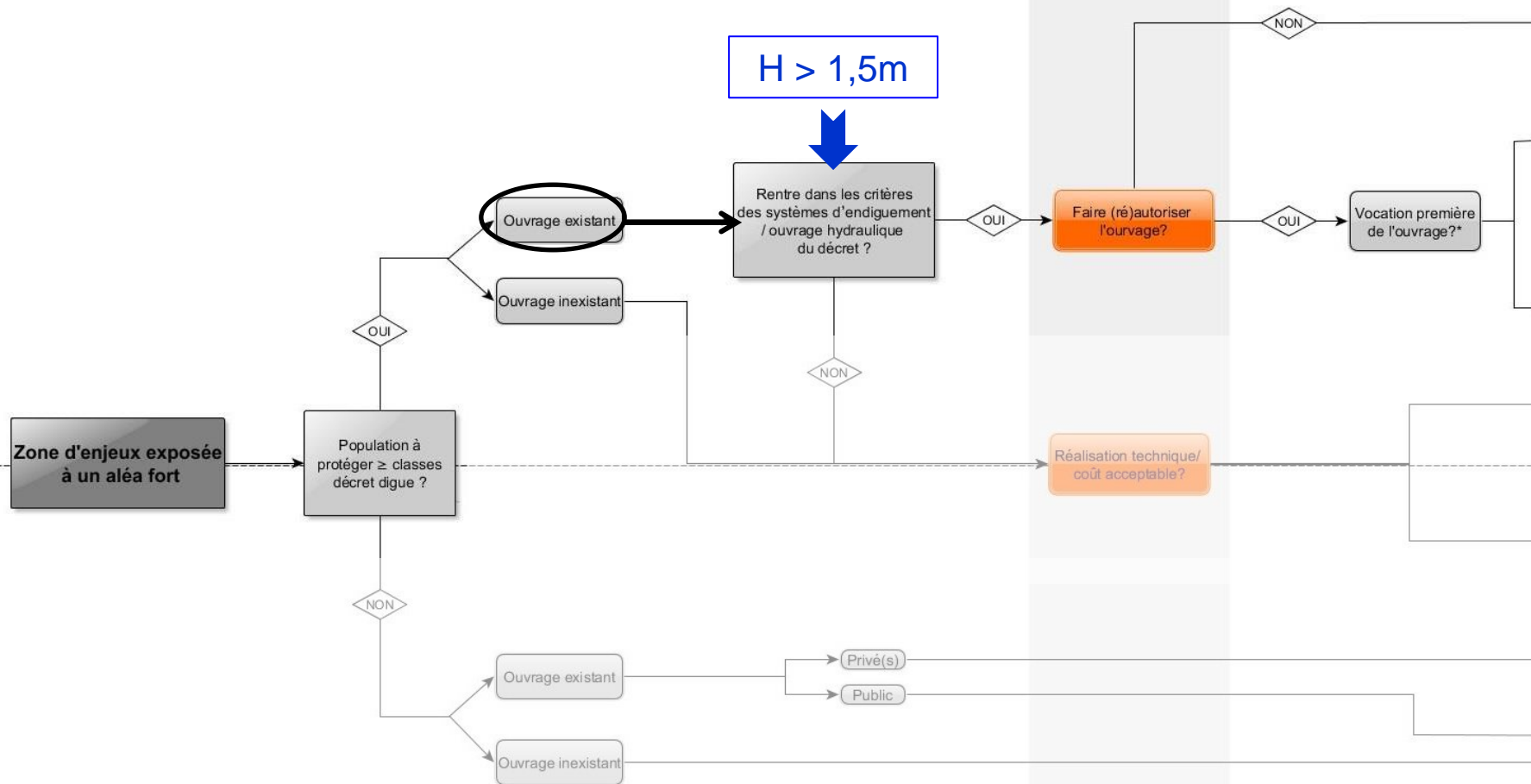
Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

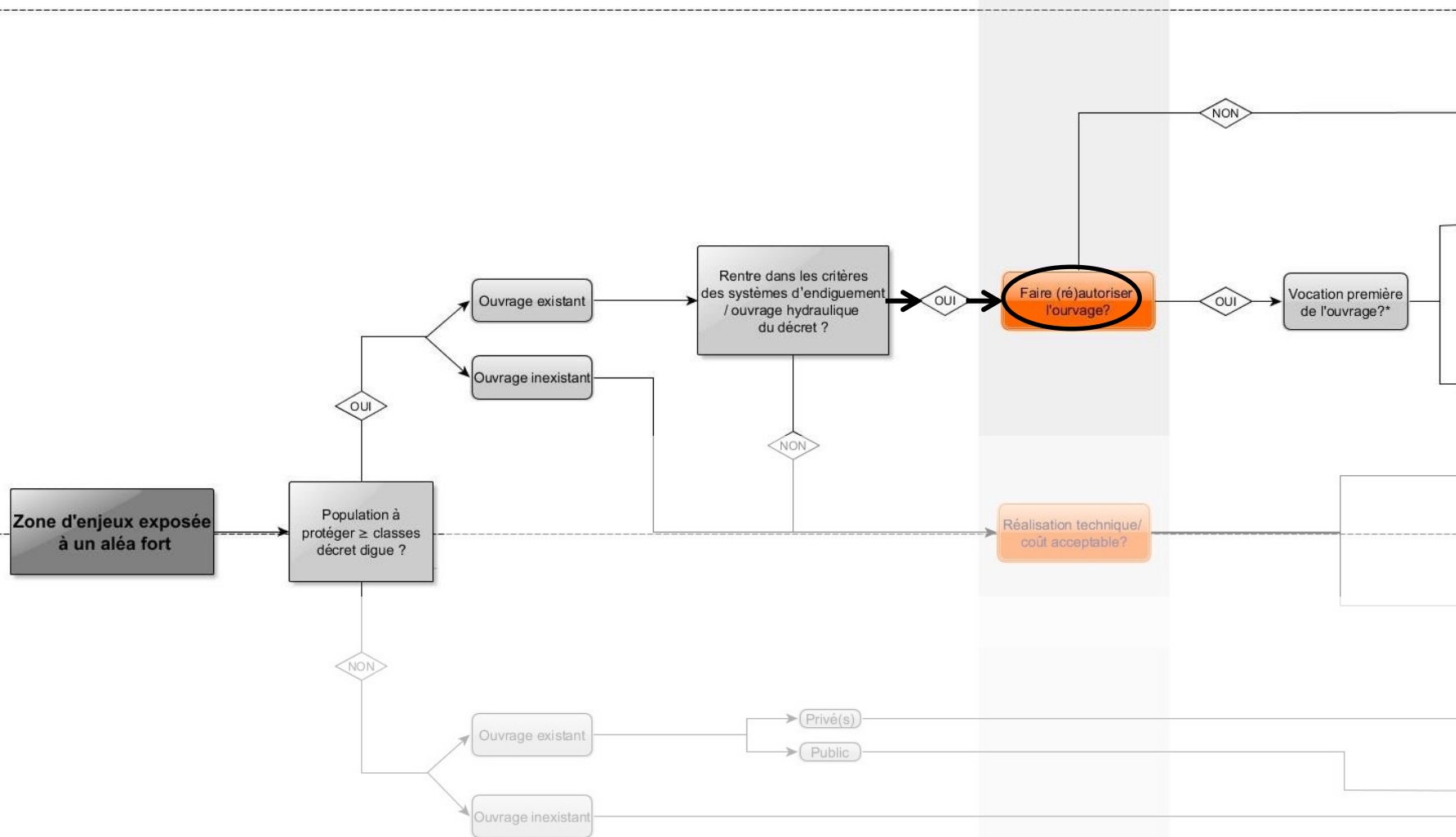
Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

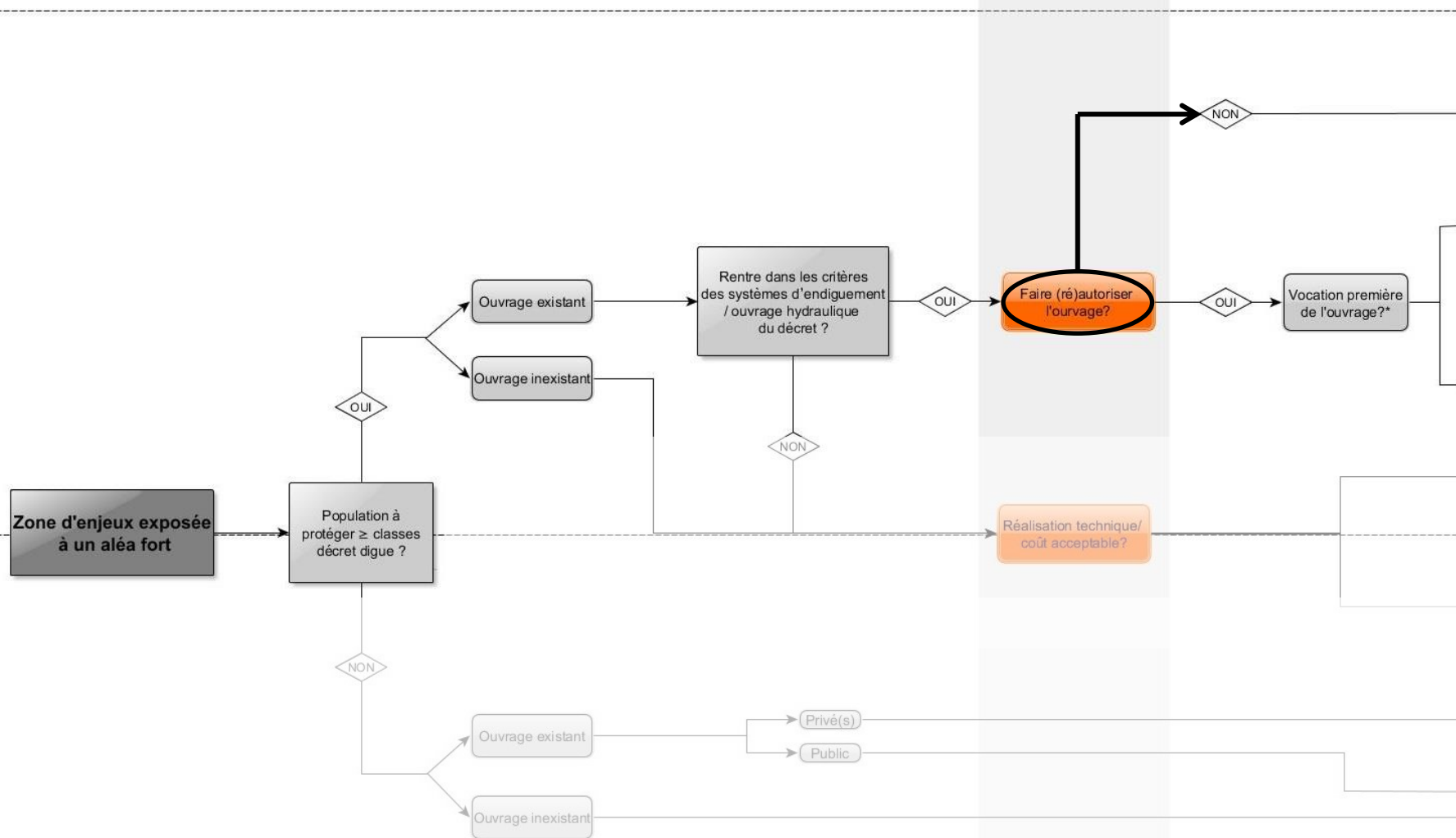
Choix à faire:



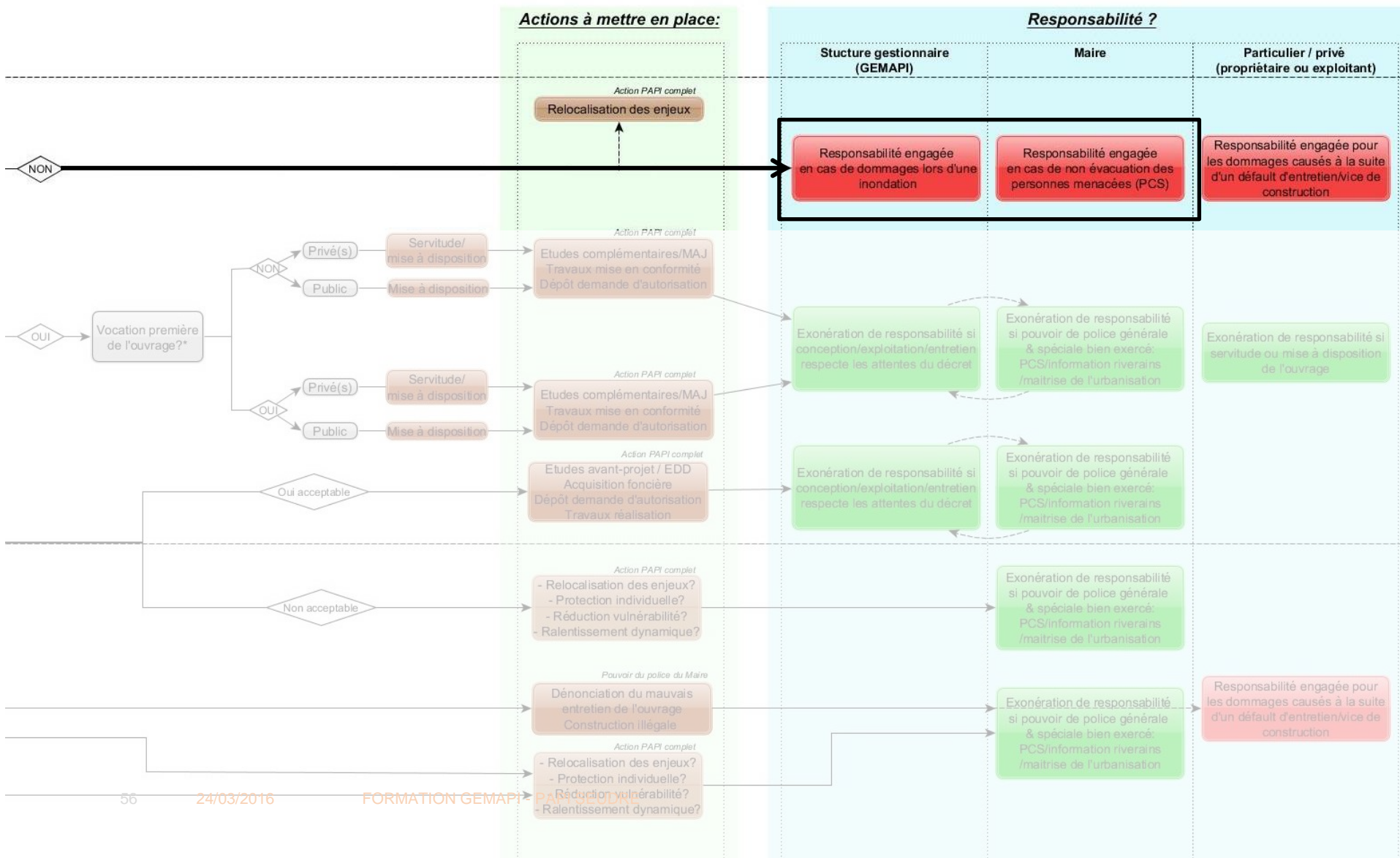
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

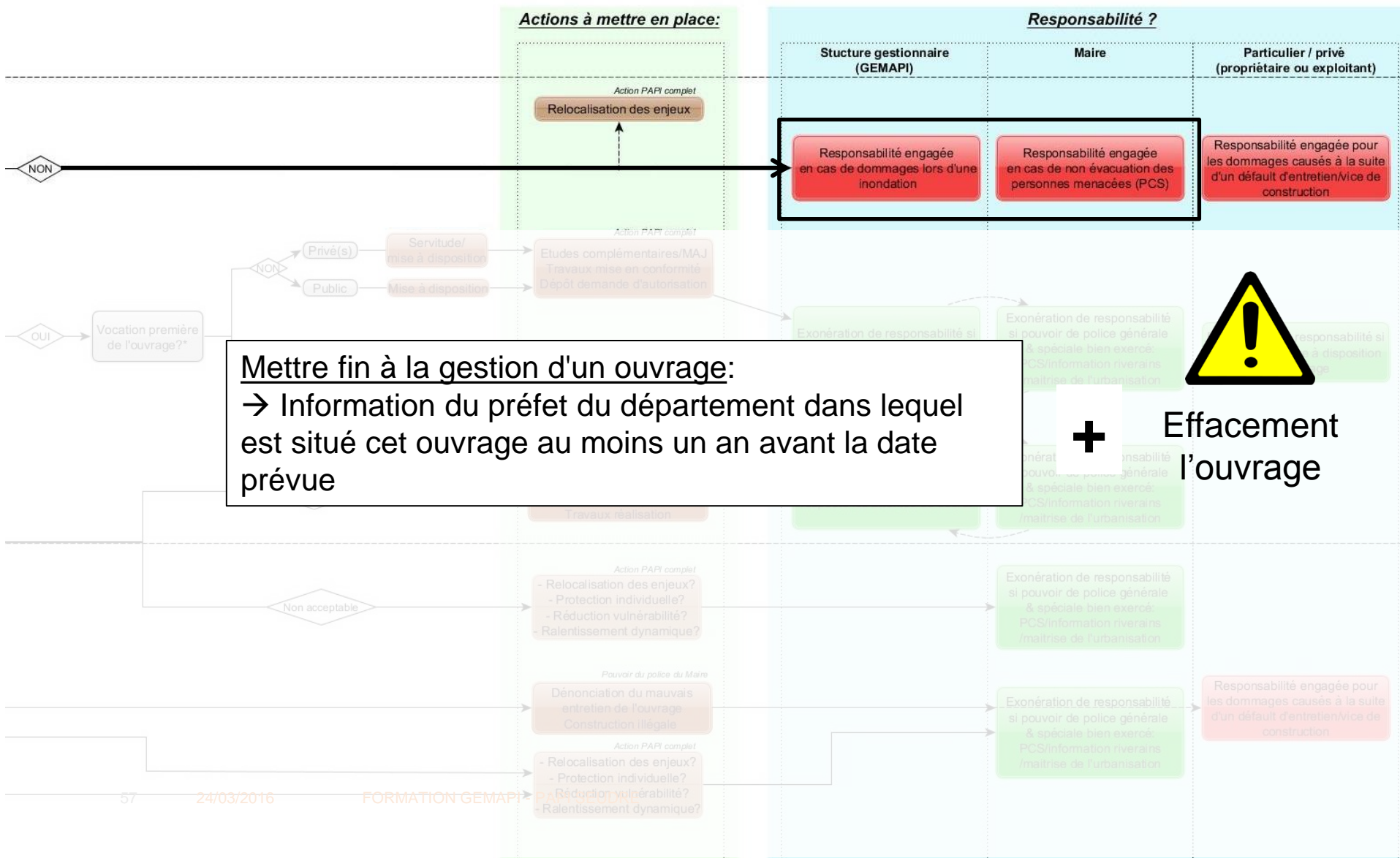
Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre



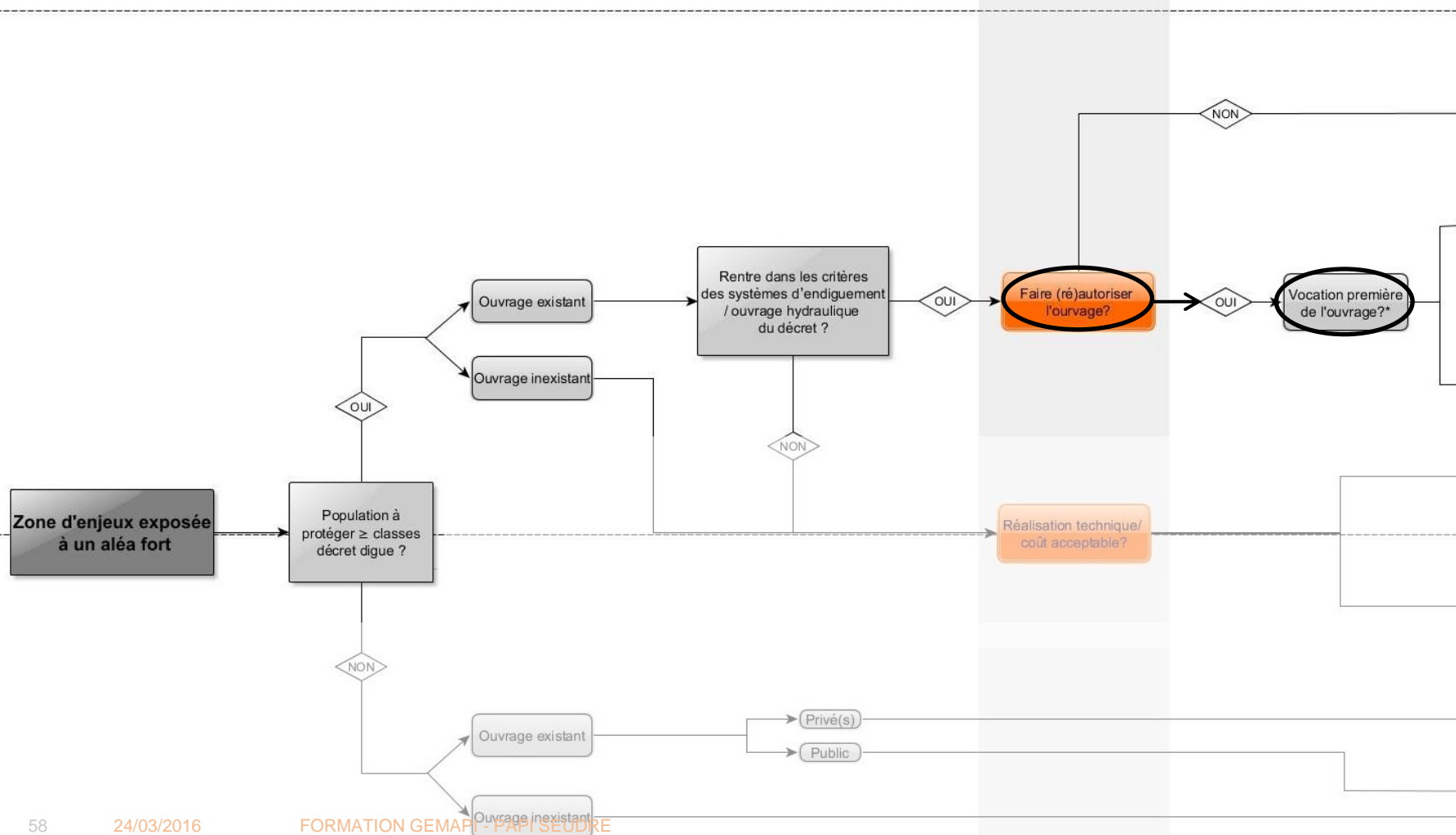
# Application au cas de la Seudre



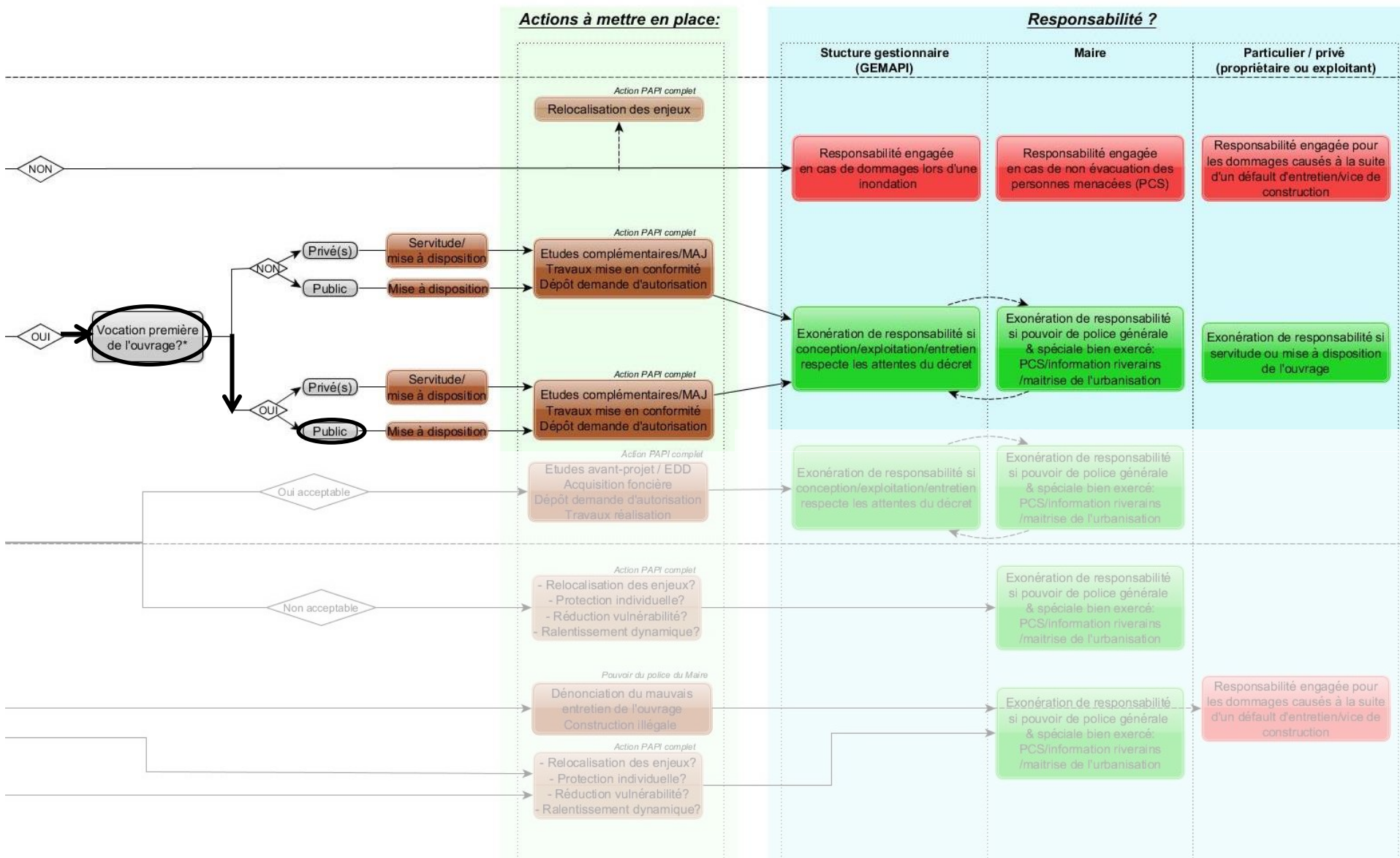
# Application au cas de la Seudre

## Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

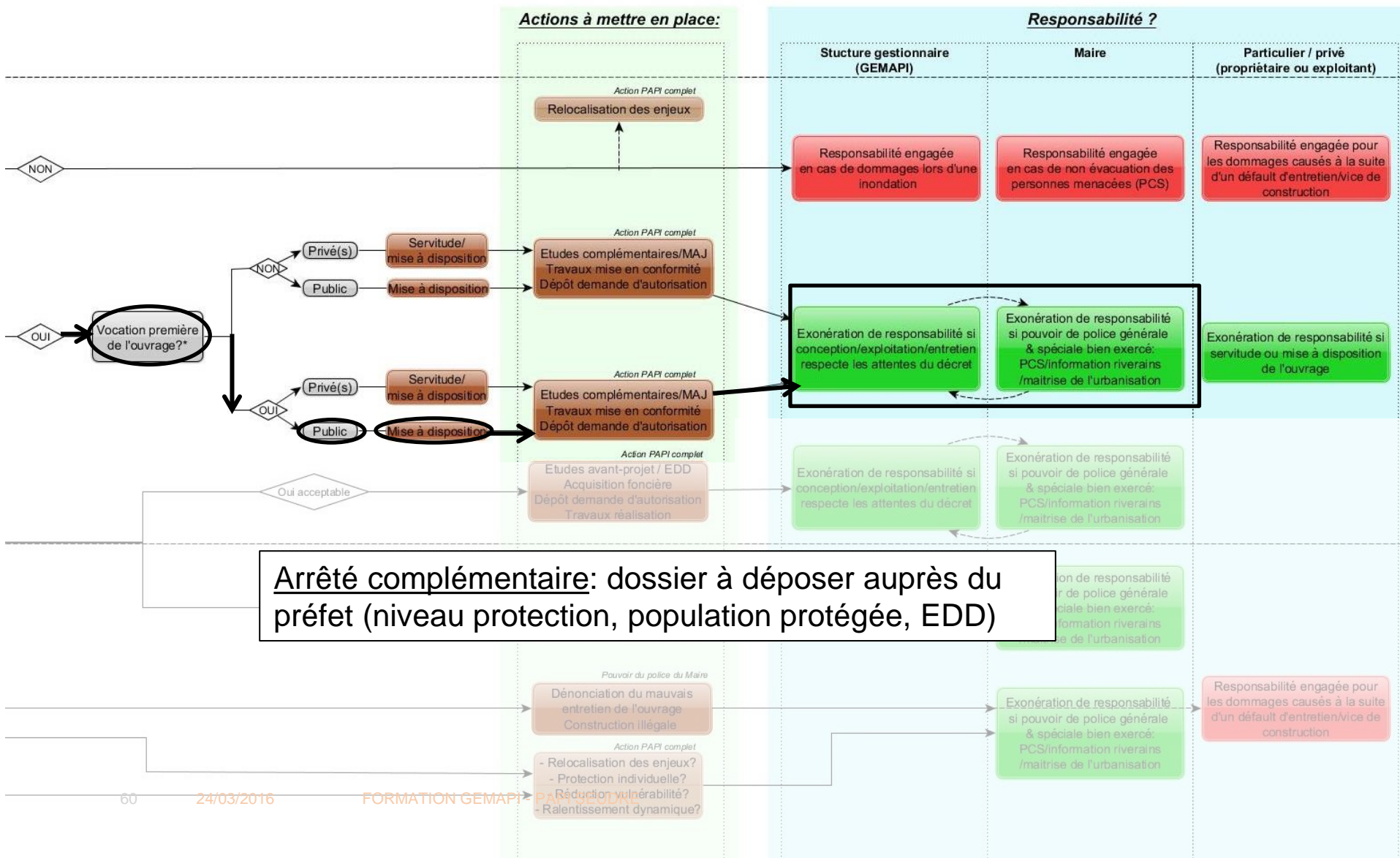
Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre



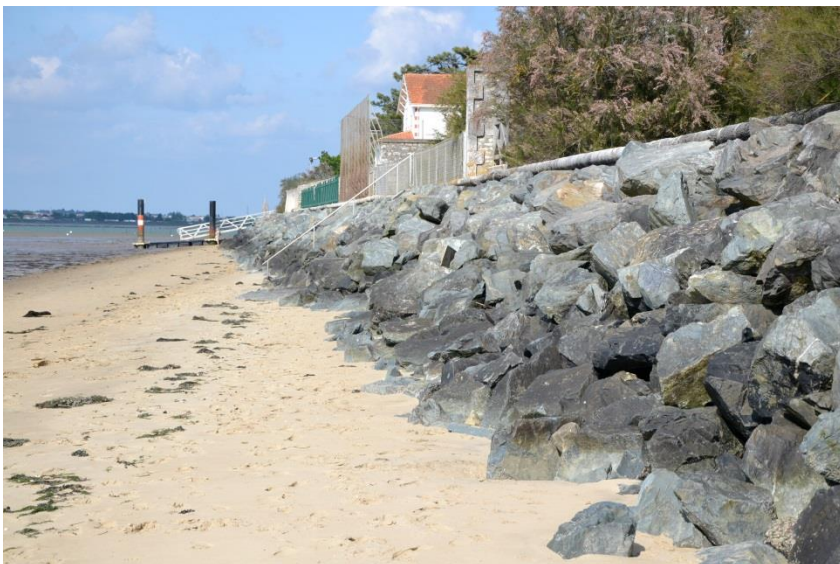
# Application au cas de la Seudre



# Application au cas de la Seudre

## Fiche ouvrage → Brise-lame Ronce

- Ouvrage – non autorisé (décret)
- Propriétaires: Privés (habitation front de mer)
- Gestionnaire: 2 ASA (enrochement / brise-lames)



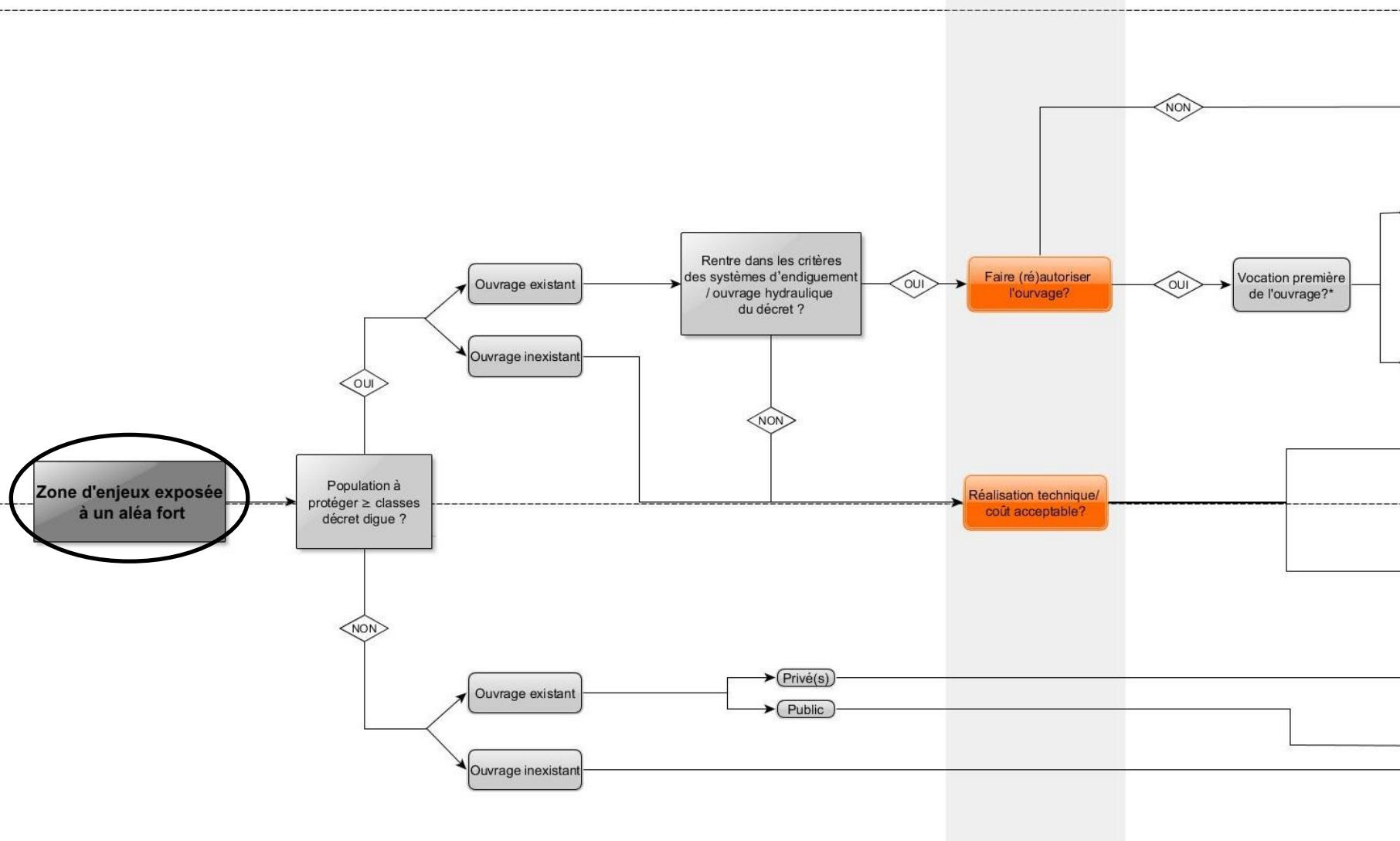
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

Hors décret digues



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

Hors décret digues

Etude conjointe  
PAPI - PPR

Zone d'enjeux exposée  
à un aléa fort

Population à  
protéger  $\geq$  classes  
décret digue ?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

Rentre dans les critères  
des systèmes d'endiguement  
/ ouvrage hydraulique  
du décret ?

OUI

NON

Faire (ré)autoriser  
l'ouvrage?

OUI

Vocation première  
de l'ouvrage?\*

NON

Réalisation technique/  
coût acceptable?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

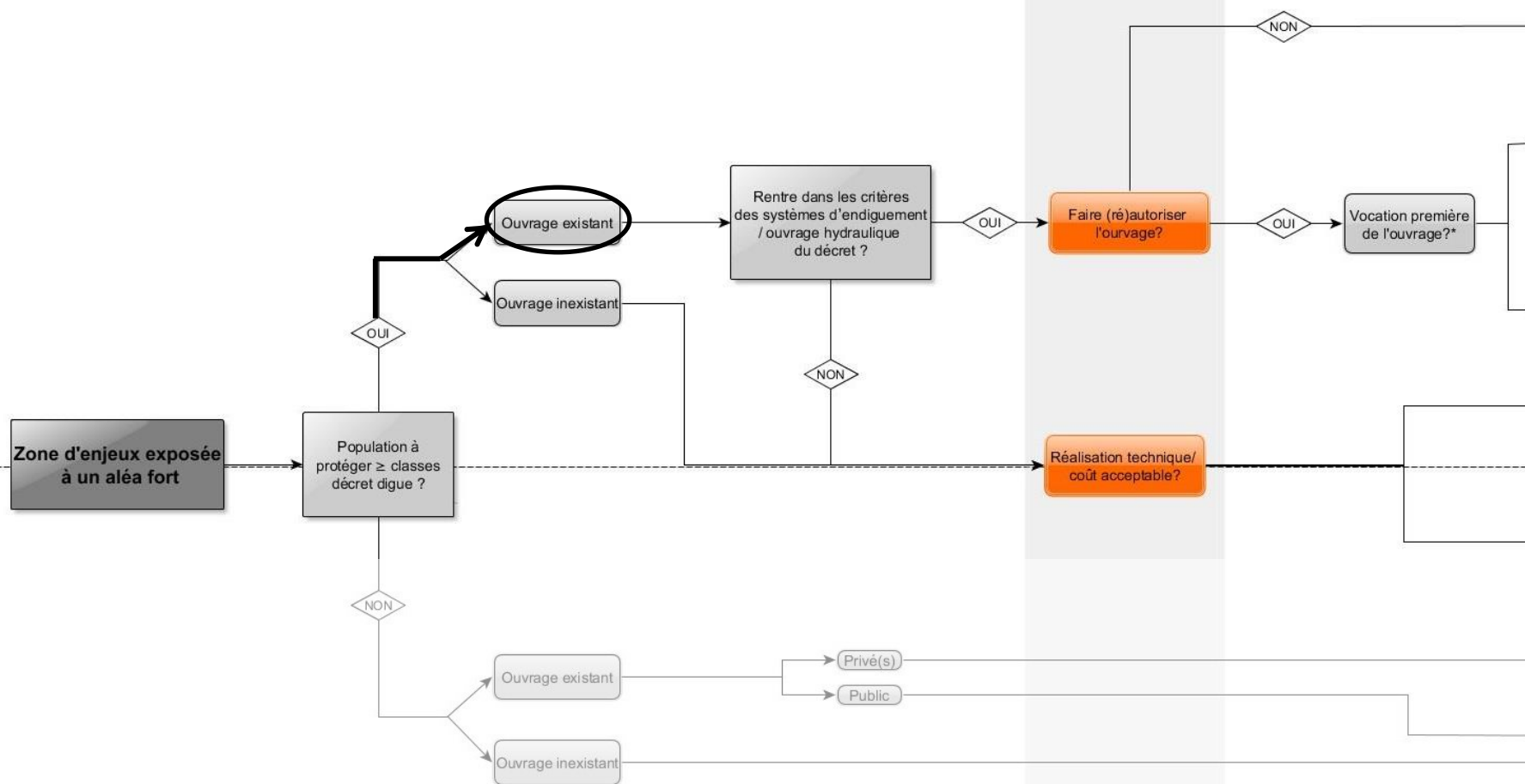
Privé(s)

Public

# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

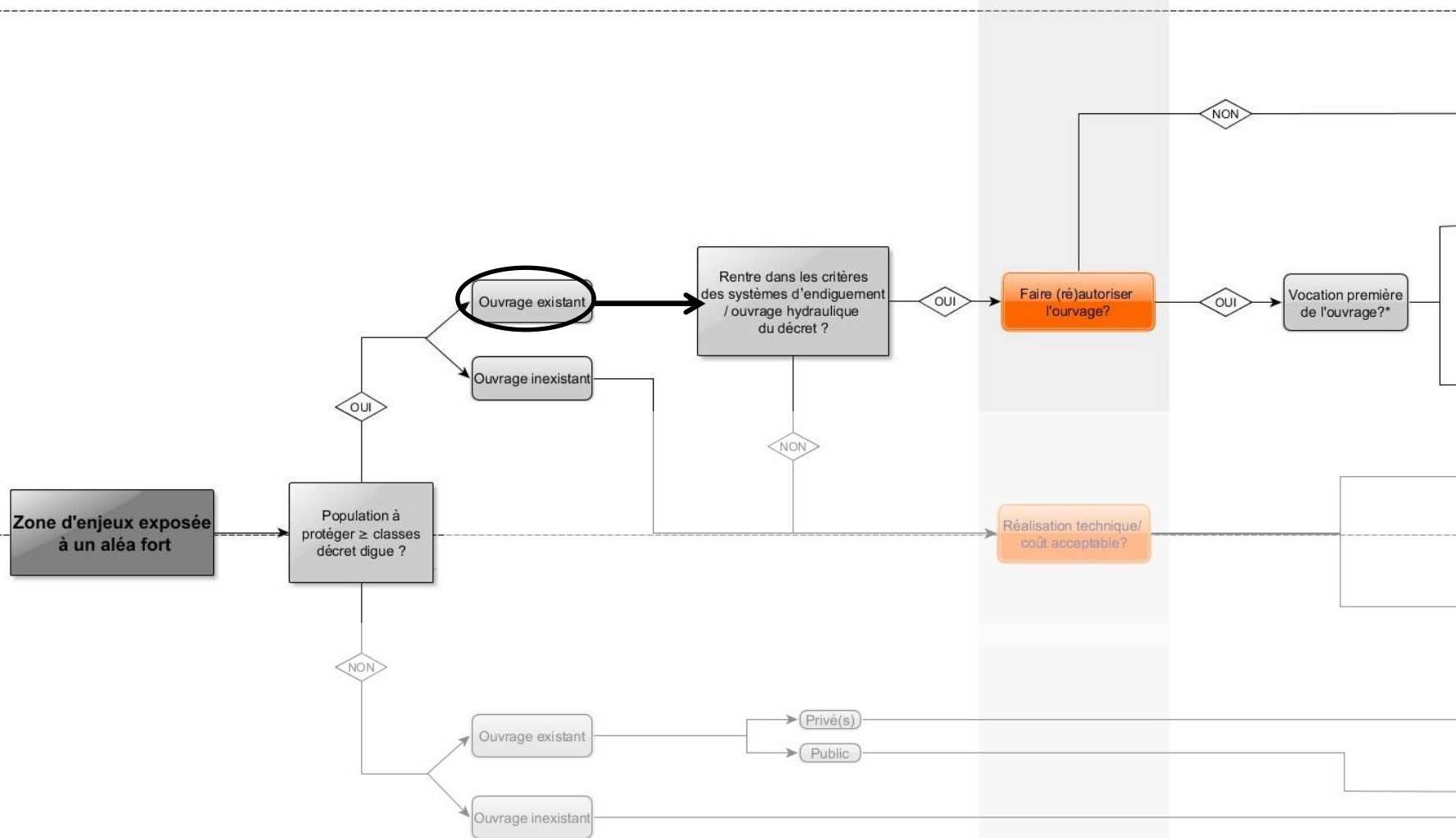
Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

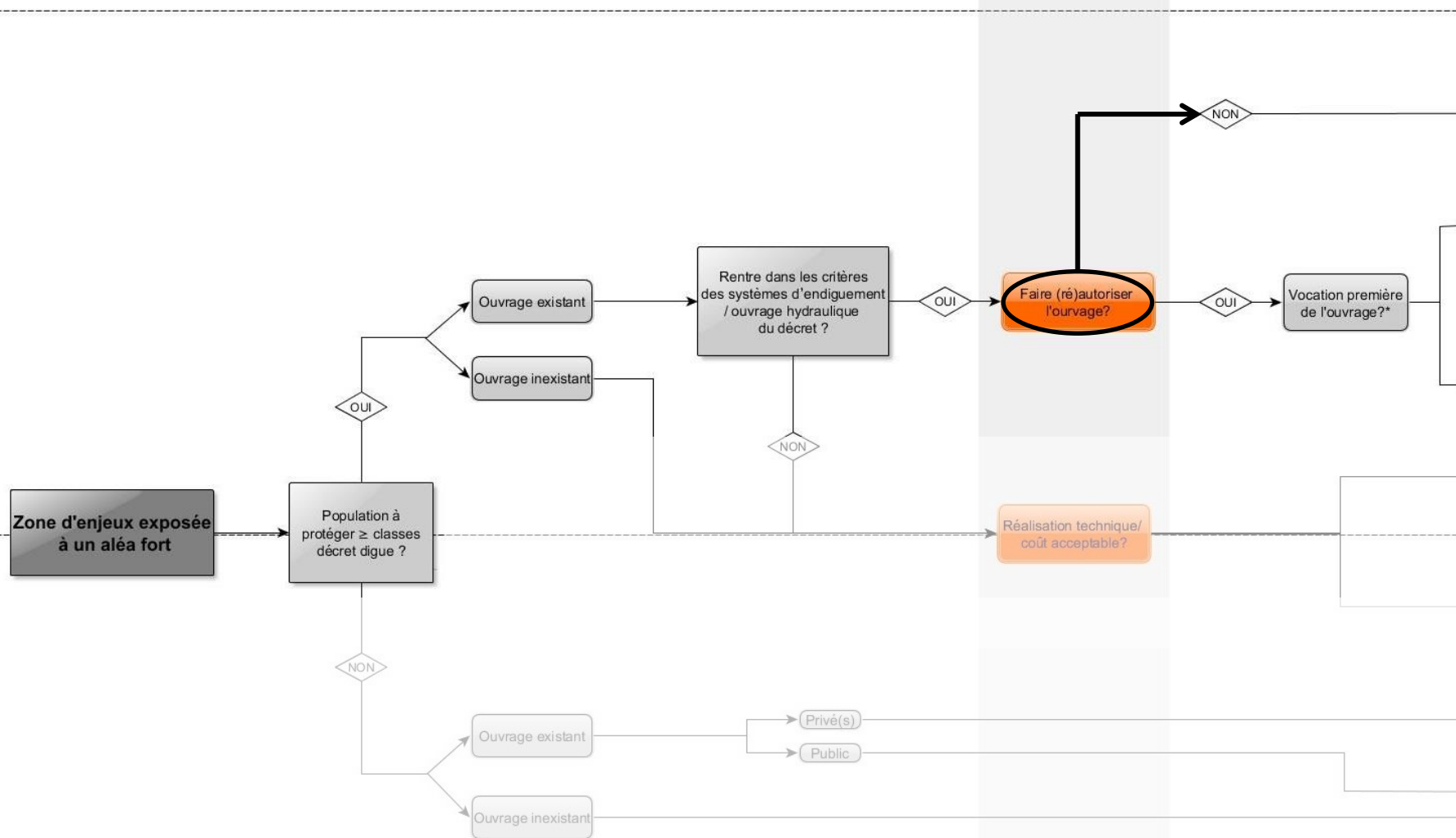
Choix à faire:



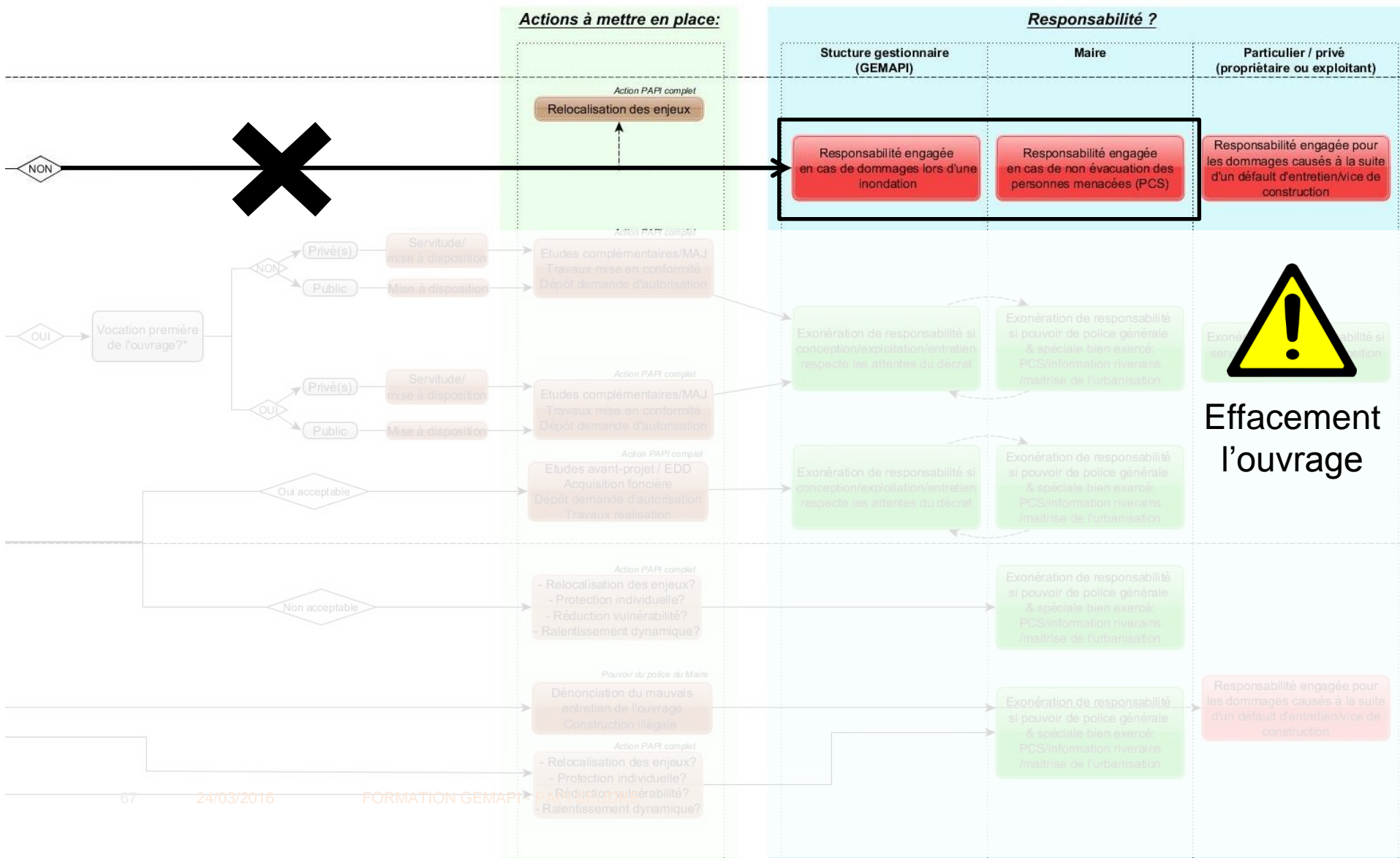
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:



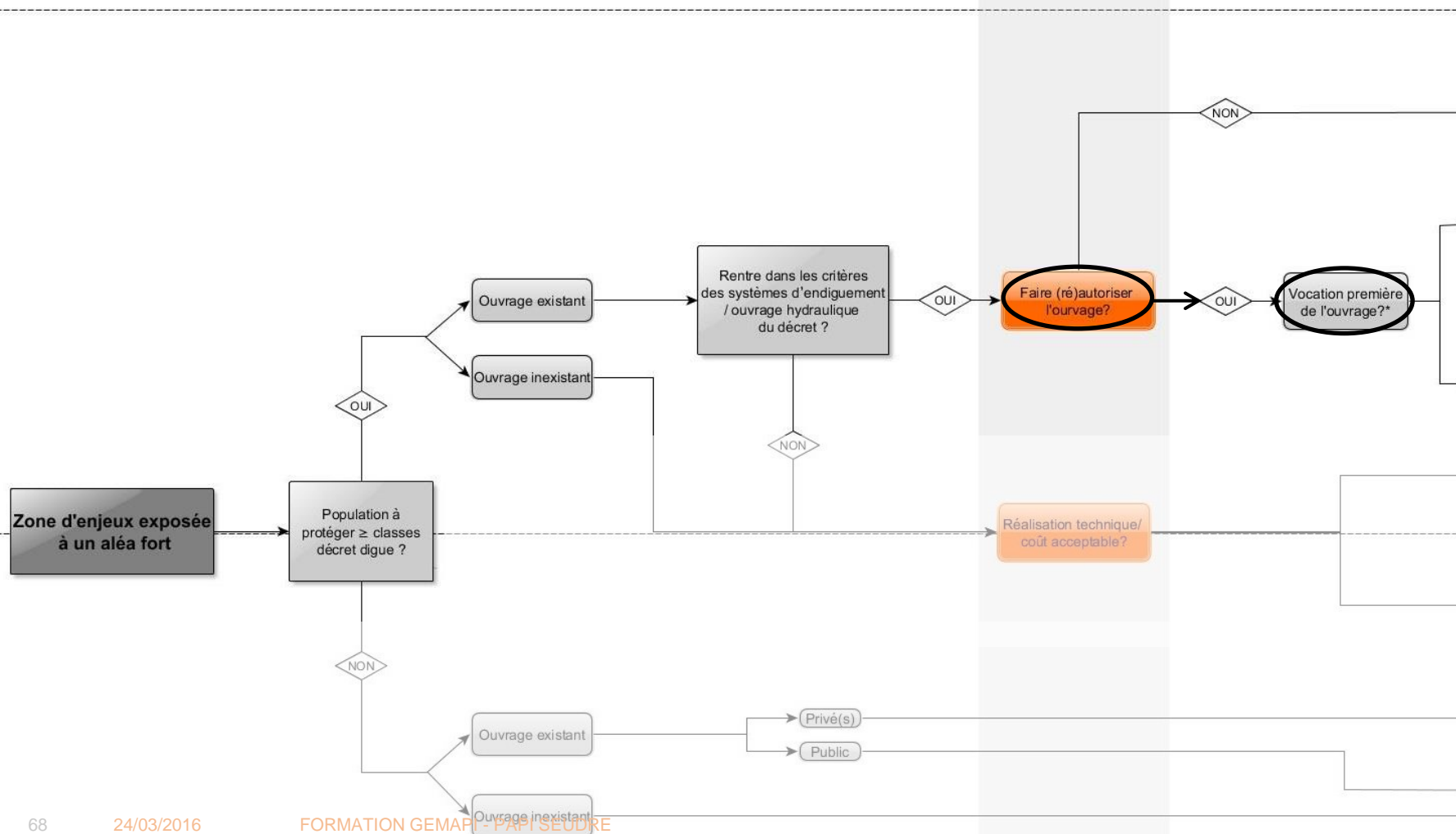
# Application au cas de la Seudre



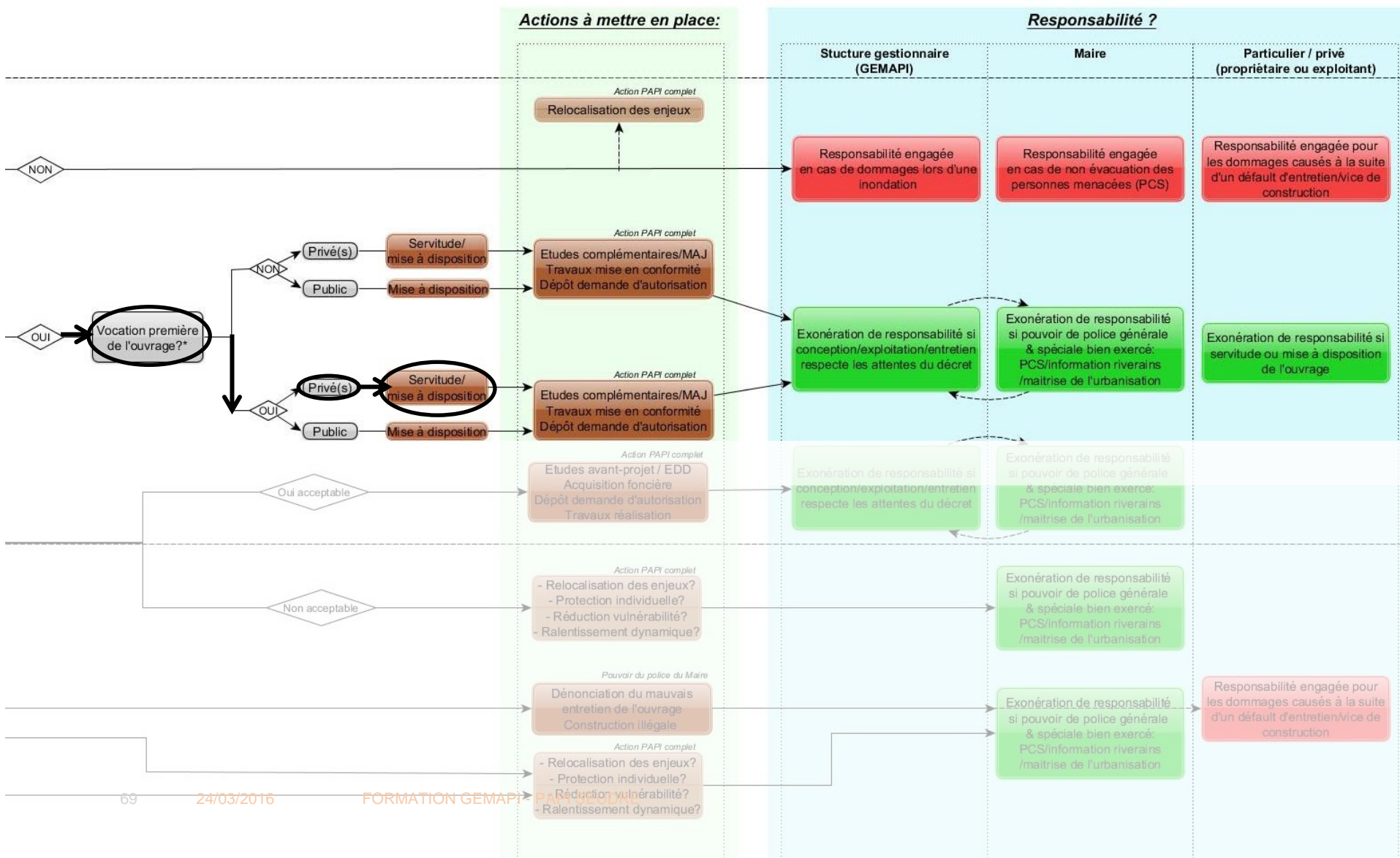
# Application au cas de la Seudre

## Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre

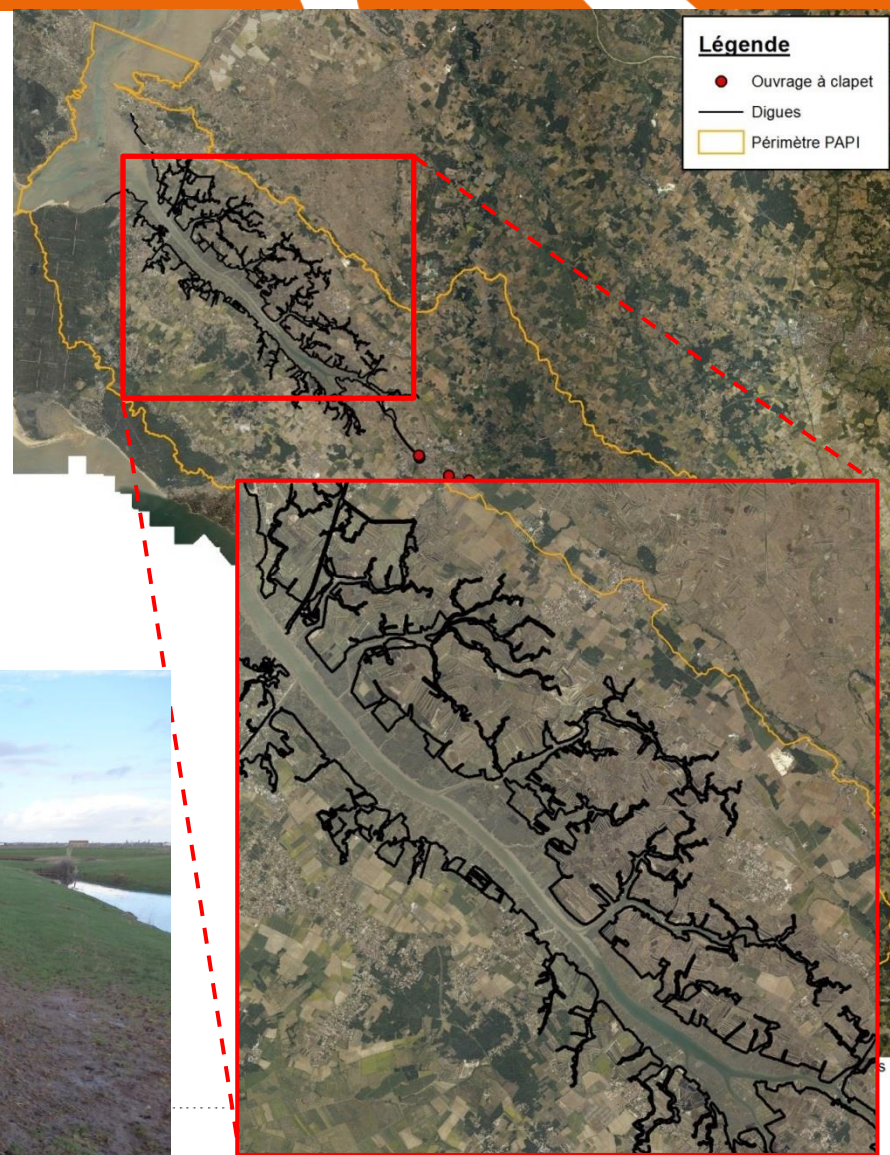




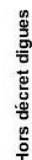
# Application au cas de la Seudre

## Fiche ouvrage → Digues marais salé

- Ouvrages – non autorisés (décret)
- Propriétaires: Privés / communes
- Gestionnaires: ?? ASA / Particuliers
- Aucune étude



**Choix à faire:**



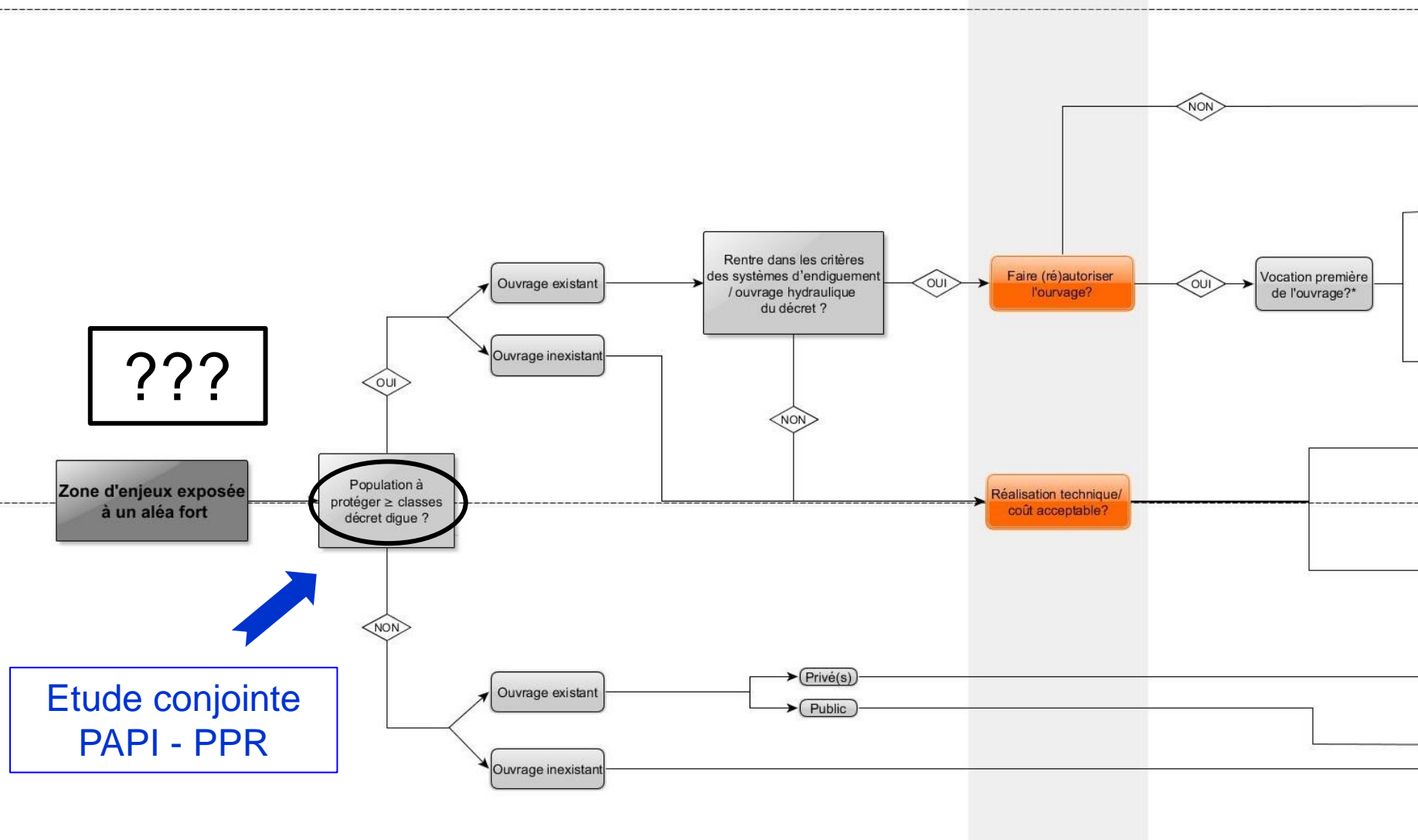
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

Hors décret digues



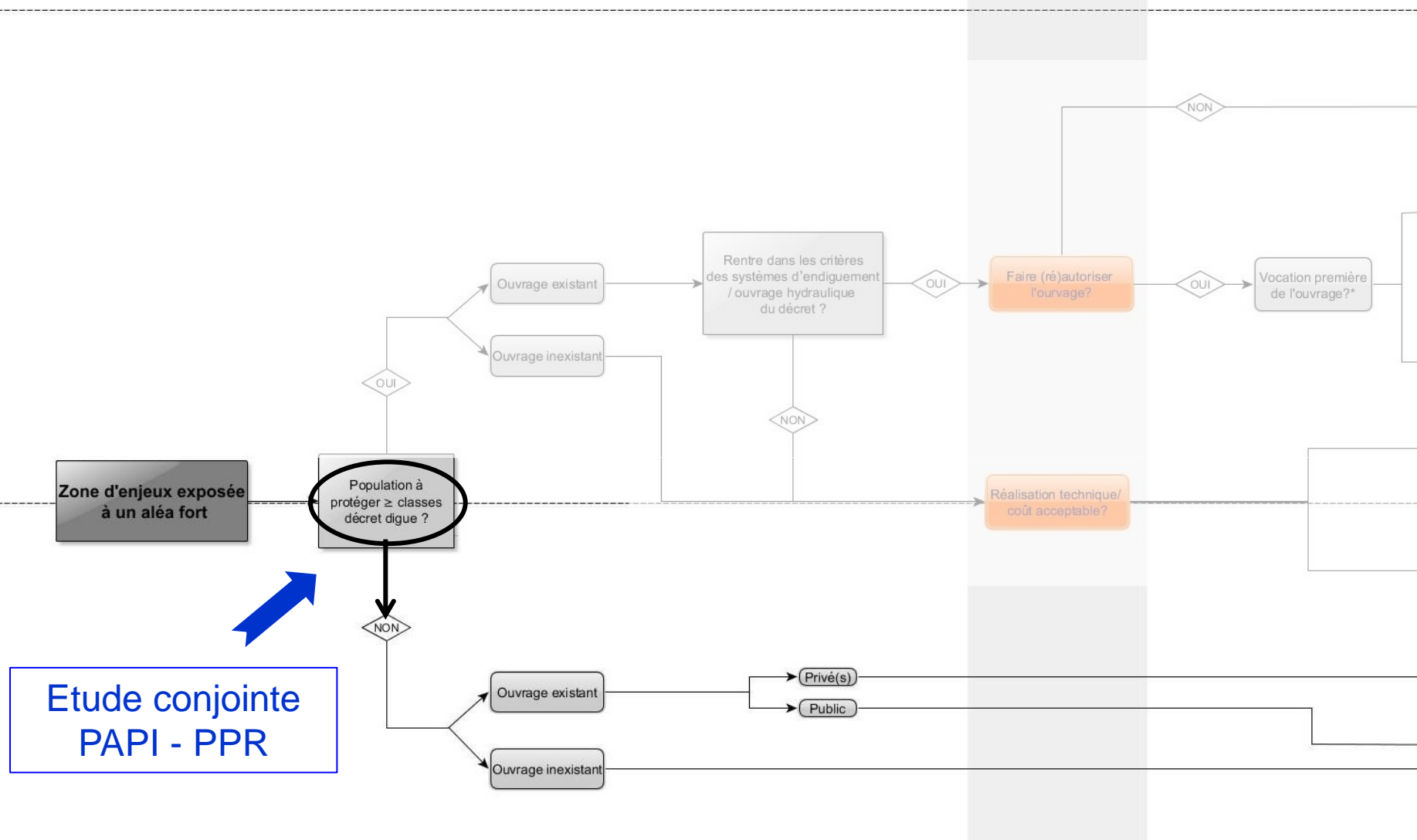
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

Hors décret digues



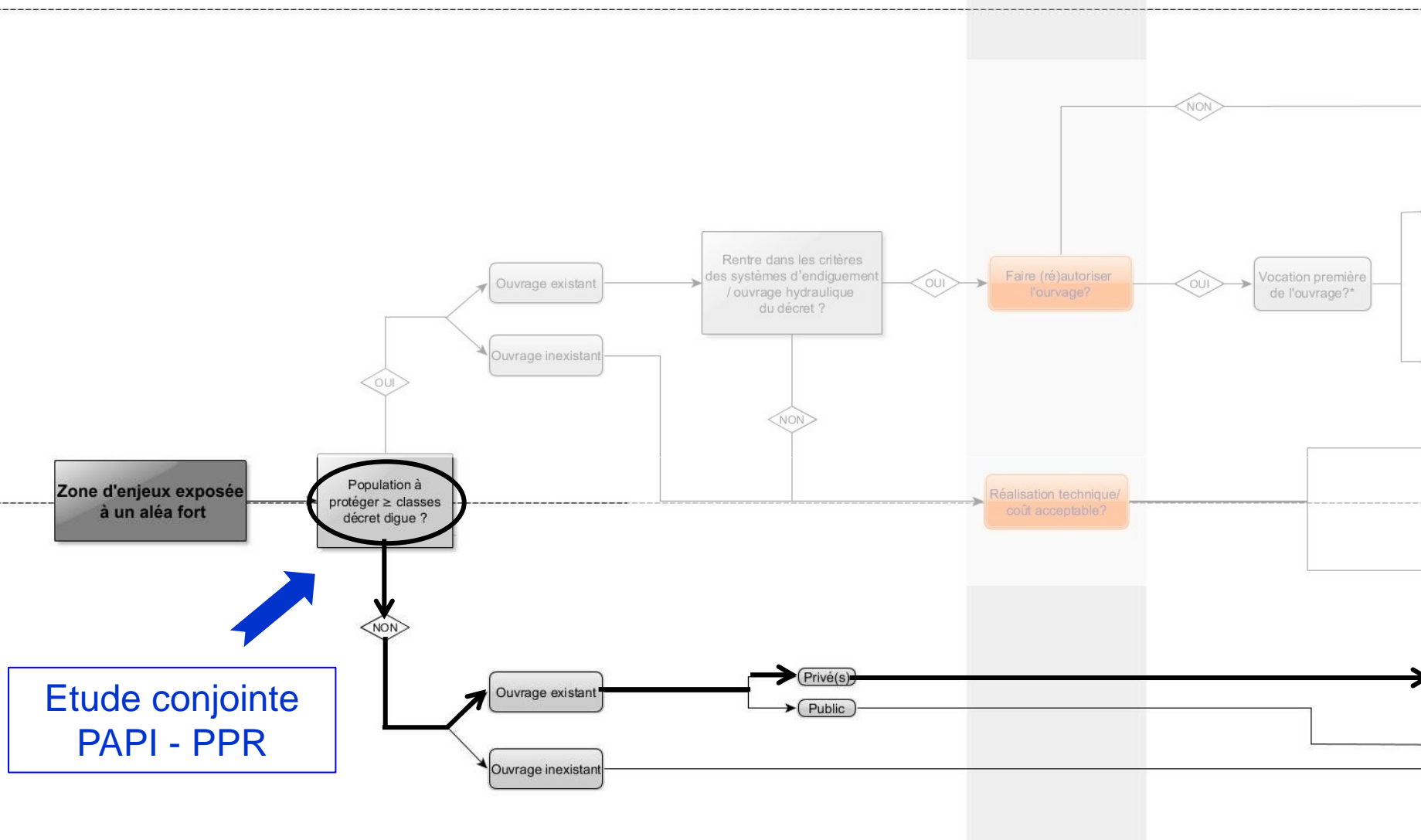
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

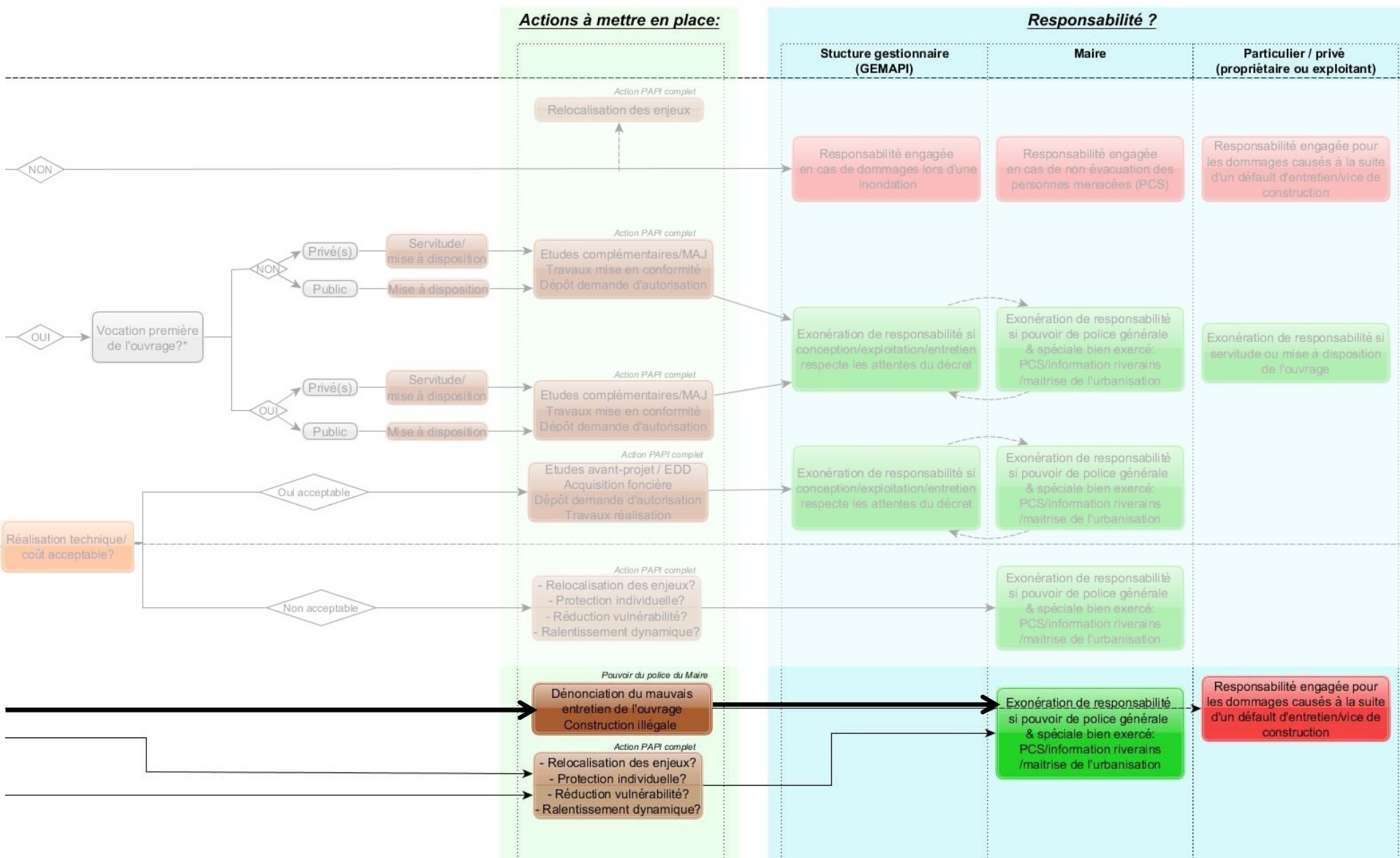
Décret digues

Hors décret digues



Etude conjointe  
PAPI - PPR

# Application au cas de la Seudre



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Etude conjointe  
PAPI - PPR

Zone d'enjeux exposée  
à un aléa fort

Population à  
protéger ≥ classes  
décret digue ?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

Rentre dans les critères  
des systèmes d'endiguement  
/ ouvrage hydraulique  
du décret ?

OUI

NON

Faire (ré)autoriser  
l'ouvrage?

NON

Vocation première  
de l'ouvrage?\*

Réalisation technique/  
coût acceptable?

Privé(s)

Public

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

Décret digues

Hors décret digues

# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Etude conjointe  
PAPI - PPR

Zone d'enjeux exposée  
à un aléa fort

Population à  
protéger  $\geq$  classes  
décret digue ?

OUI

NON

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

Rentre dans les critères  
des systèmes d'endiguement  
/ ouvrage hydraulique  
du décret ?

OUI

NON

Faire (ré)autoriser  
l'ouvrage?

NON

Vocation première  
de l'ouvrage?\*

Réalisation technique/  
coût acceptable?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

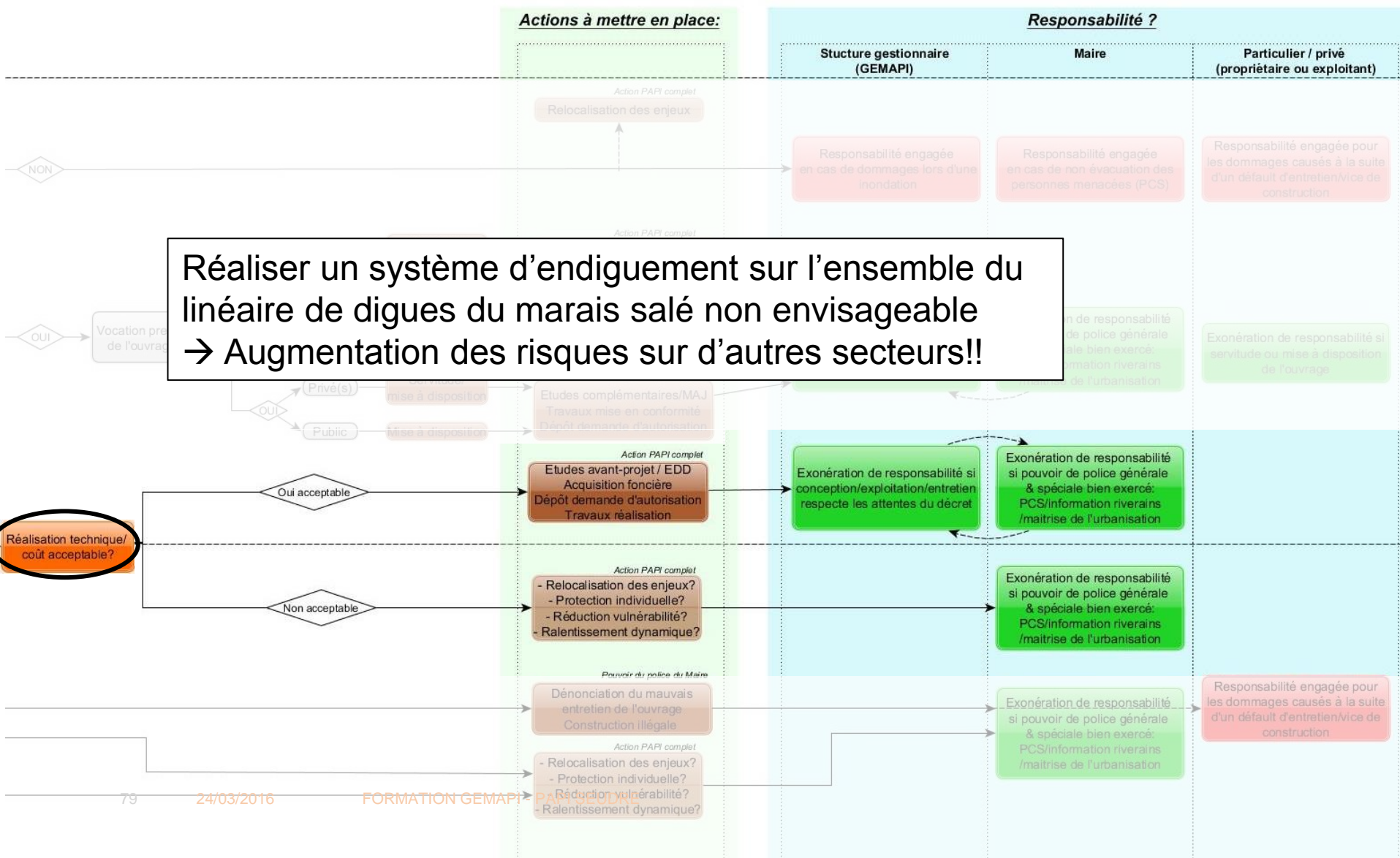
Privé(s)

Public

Décret digues

Hors décret digues

# Application au cas de la Seudre



# Application au cas de la Seudre



Chaillevette



Eguille-sur-Seudre



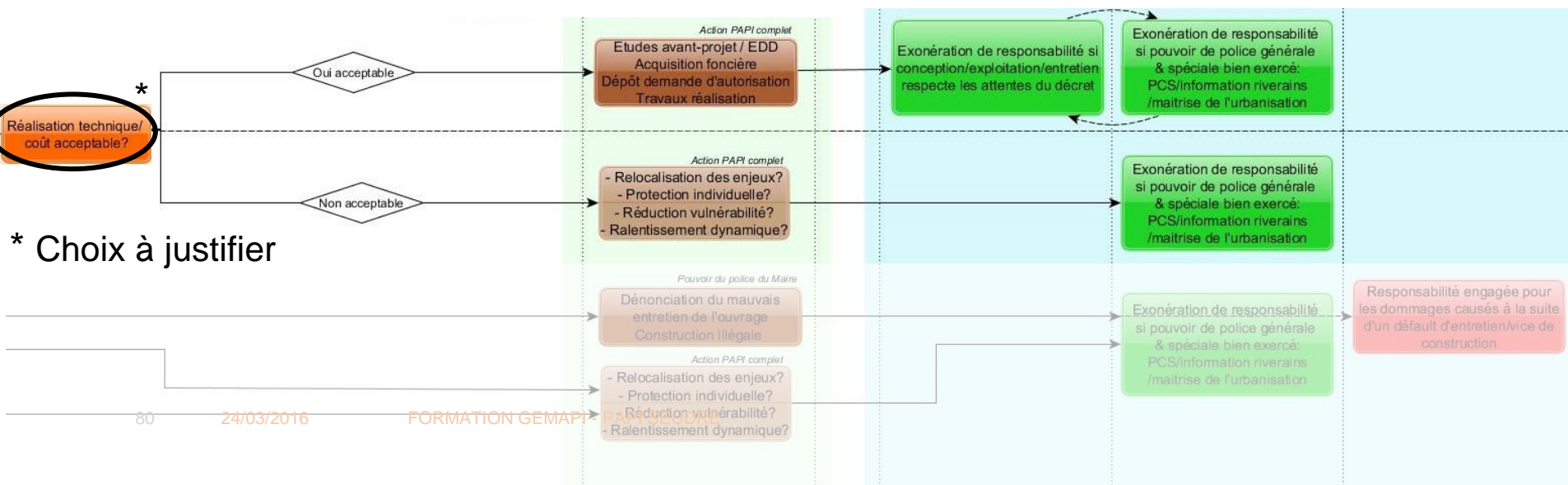
Mornac-sur-Seudre



Le Gua



St-Just-Luzac



# Application au cas de la Seudre



Chaillevette



Eguille-sur-Seudre



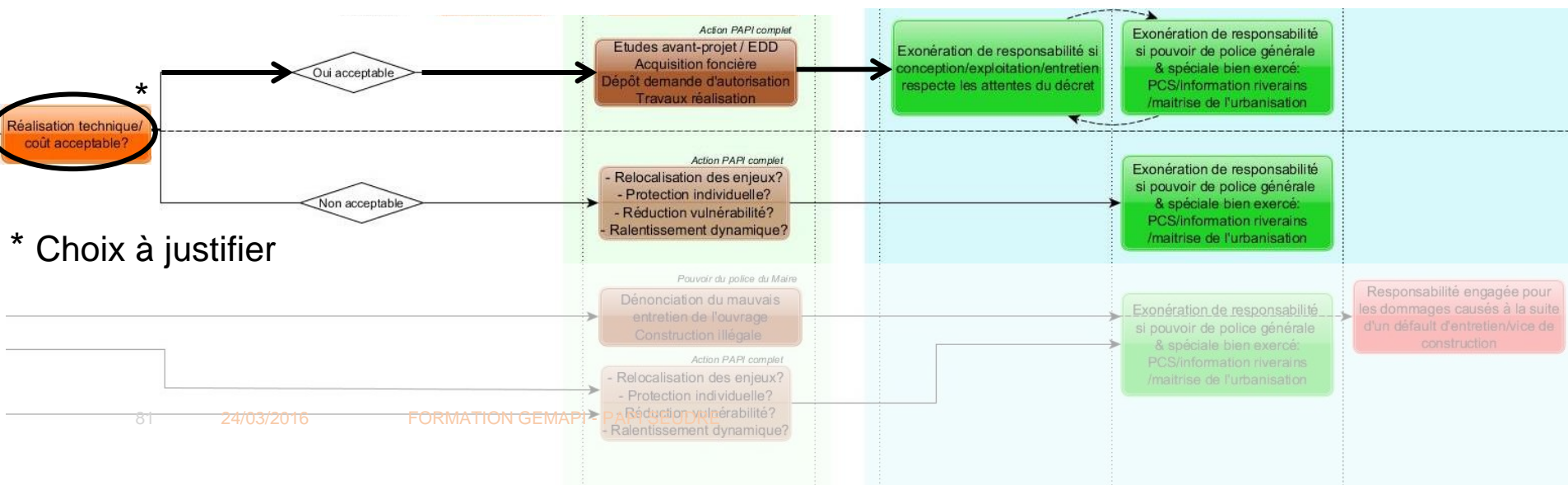
Mornac-sur-Seudre



Le Gua



St-Just-Luzac



# Application au cas de la Seudre



Chaillevette



Eguille-sur-Seudre



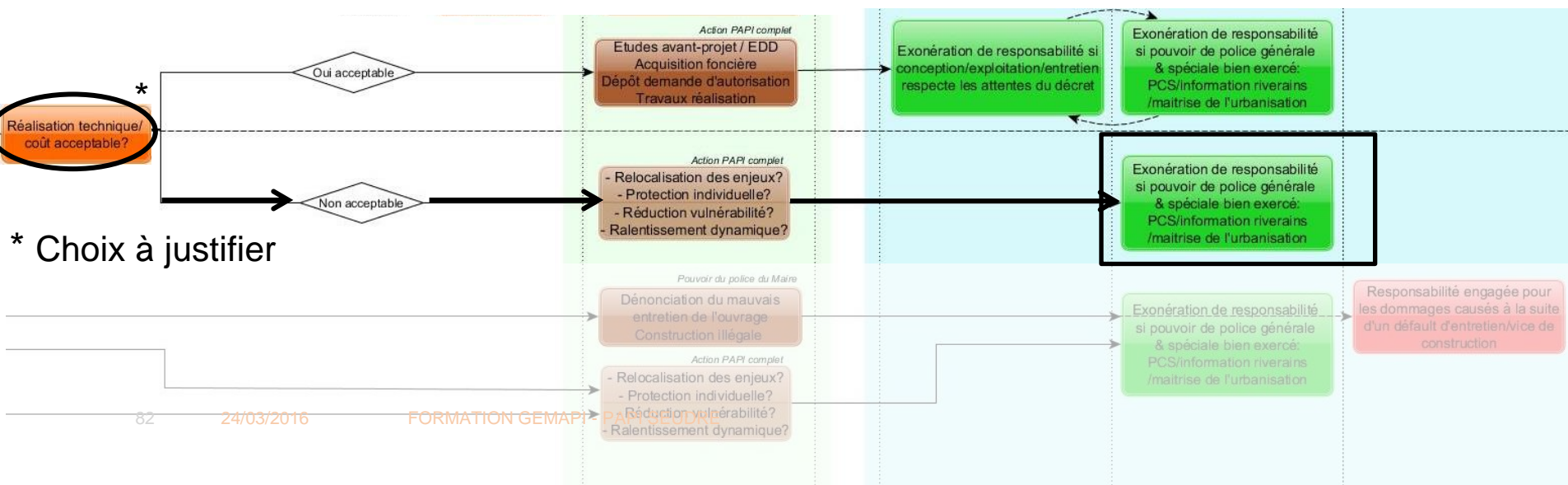
Mornac-sur-Seudre



Le Gua



St-Just-Luzac



# Application au cas de la Seudre

## Fiche ouvrage → Marennnes-plage

- Ouvrage – non classé
- Propriétaire: Commune
- Gestionnaire: Commune
- Absence d'étude de dangers



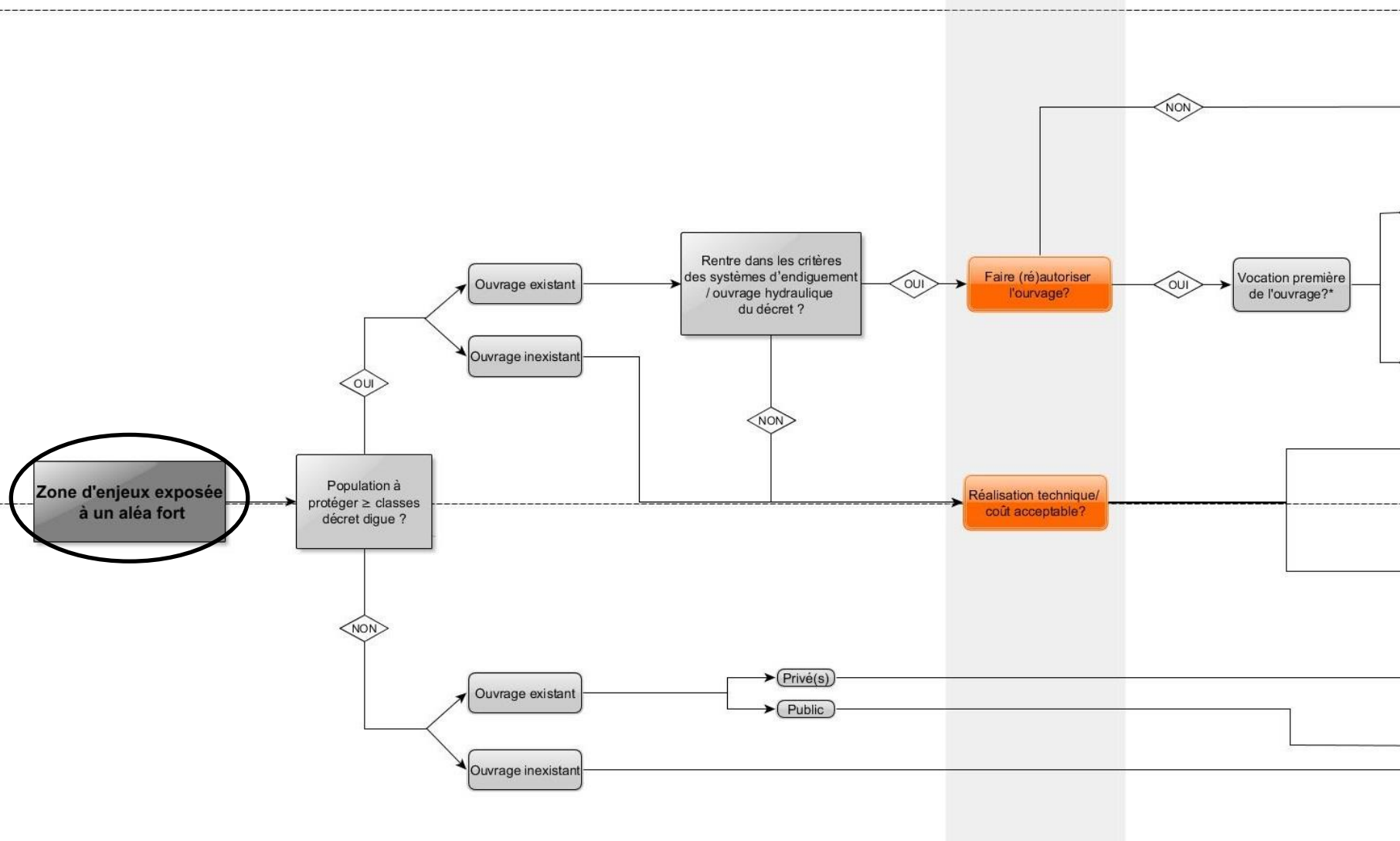
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

Hors décret digues



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

Hors décret digues

Etude conjointe  
PAPI - PPR

Zone d'enjeux exposée  
à un aléa fort

Population à  
protéger  $\geq$  classes  
décret digue ?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

Rentre dans les critères  
des systèmes d'endiguement  
/ ouvrage hydraulique  
du décret ?

OUI

NON

Faire (ré)autoriser  
l'ouvrage?

OUI

Vocation première  
de l'ouvrage?\*

NON

Réalisation technique/  
coût acceptable?

Ouvrage existant

Ouvrage inexistant

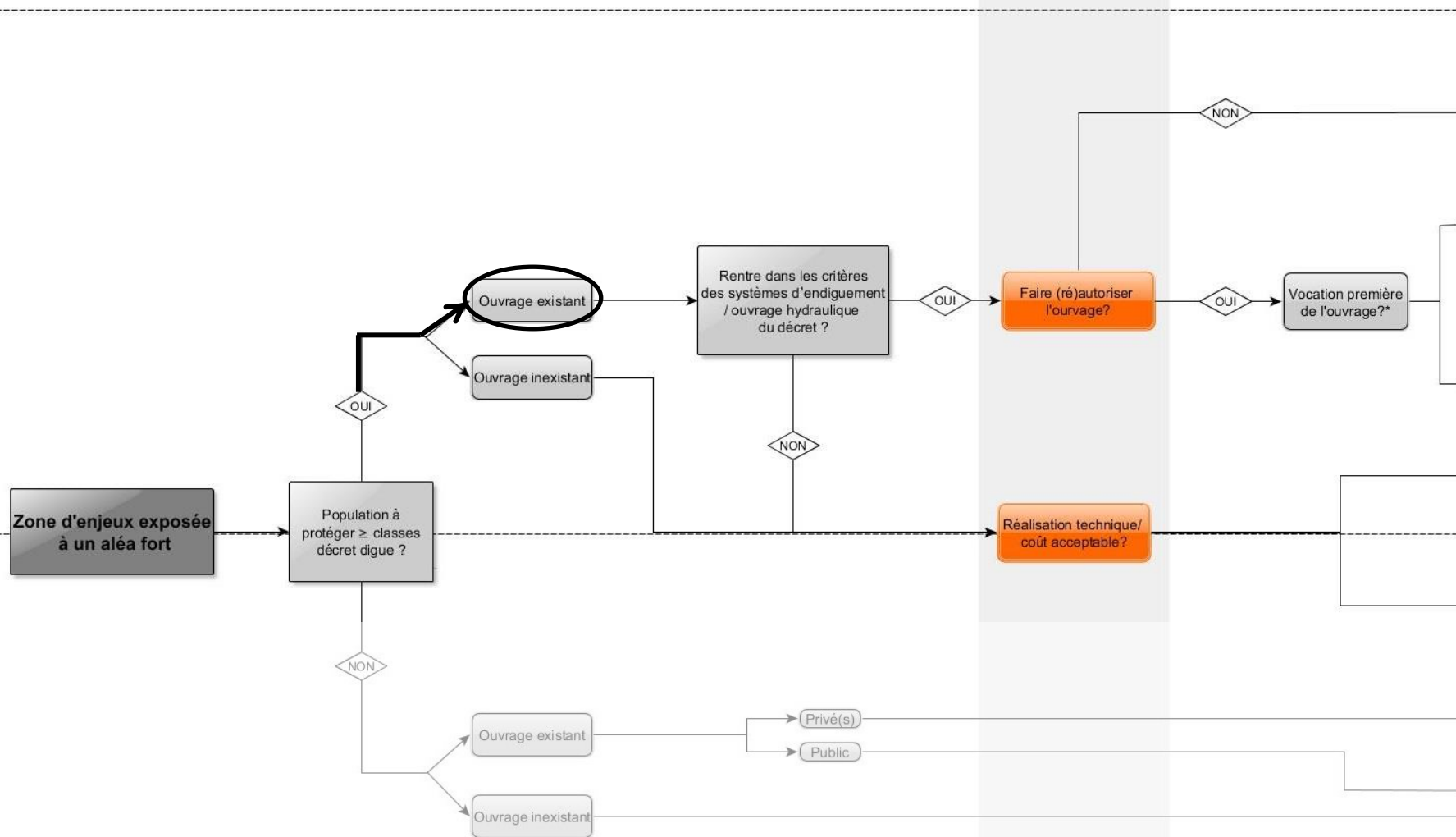
Privé(s)

Public

# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

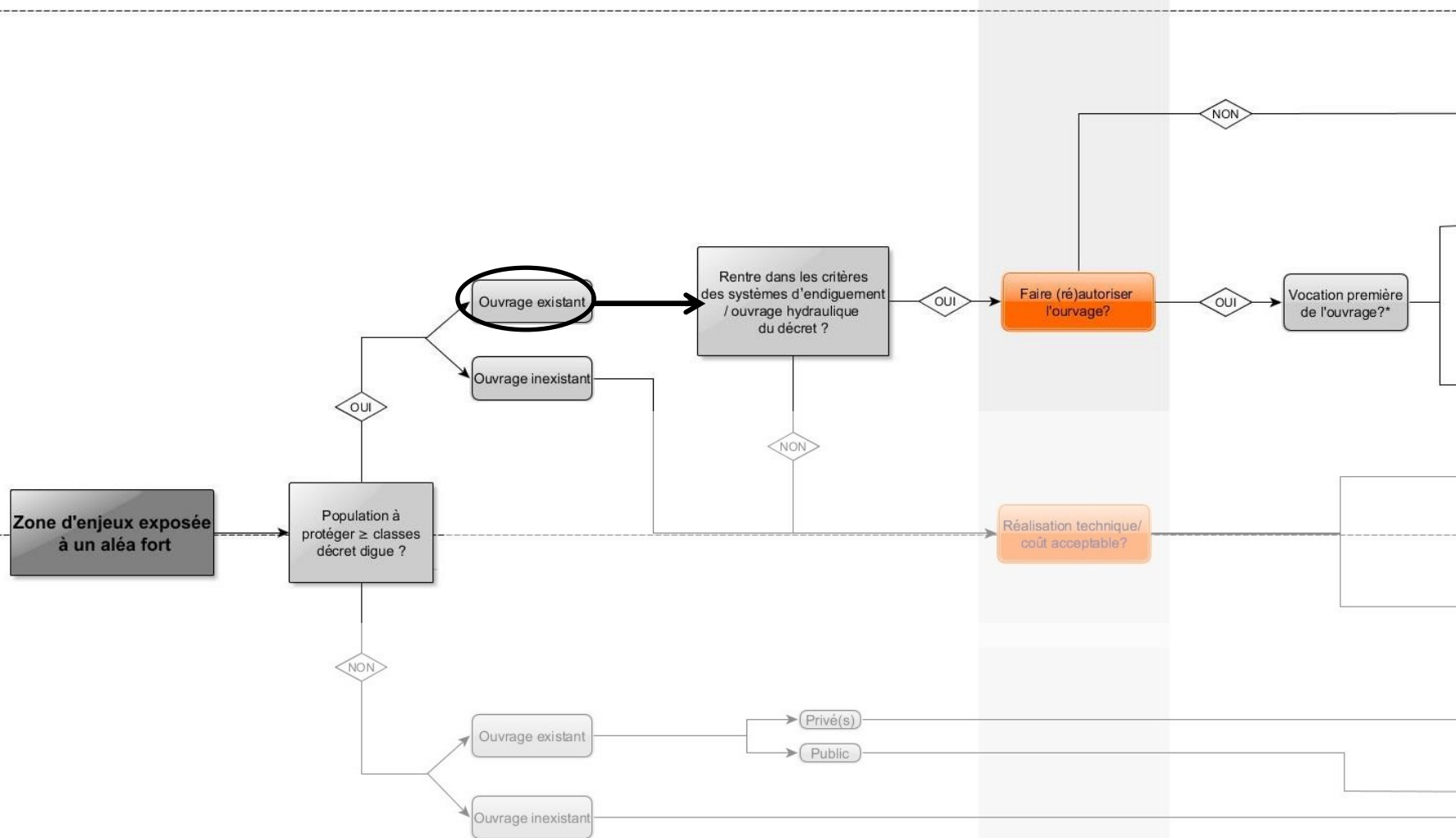
Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

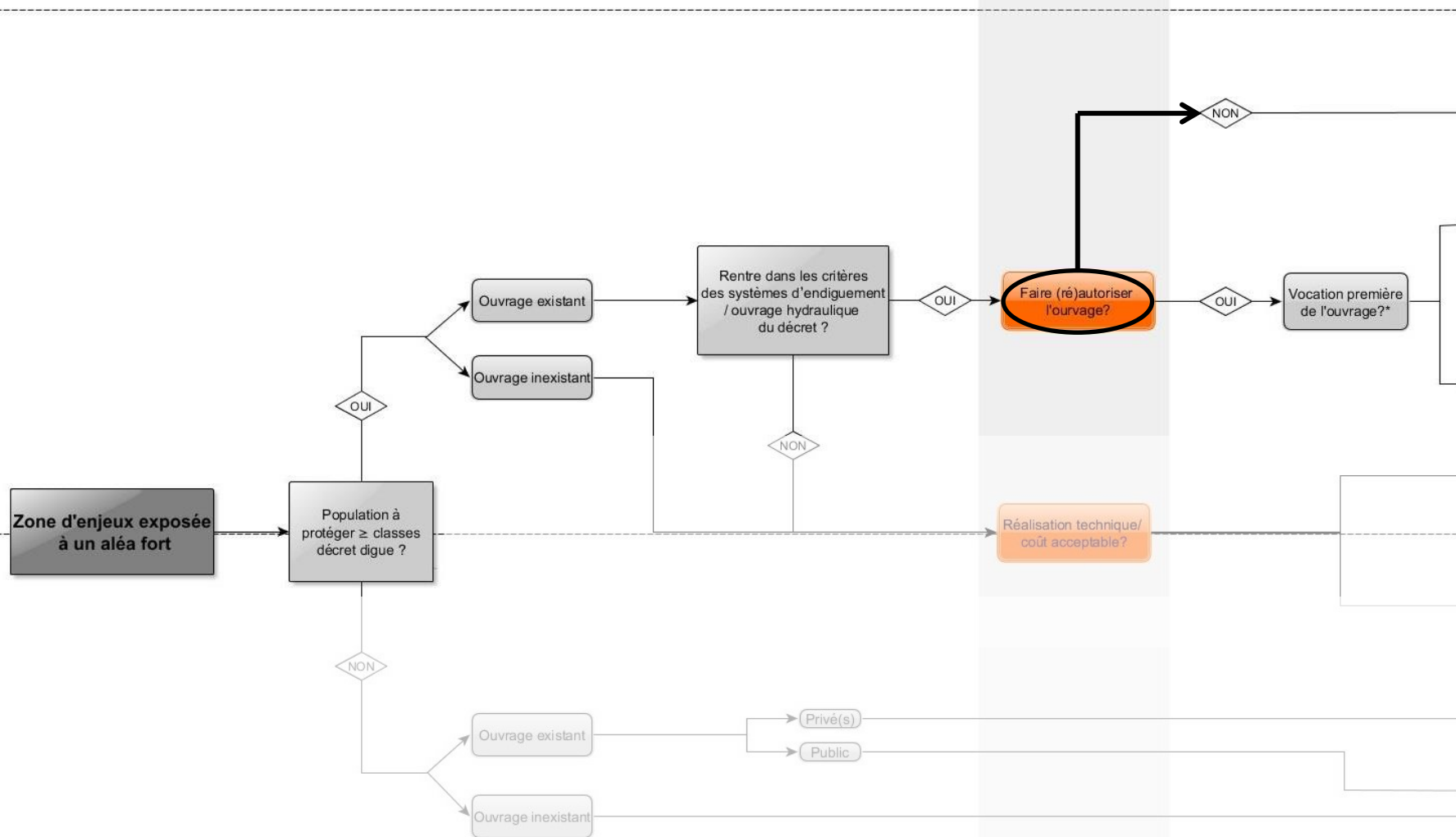
Choix à faire:



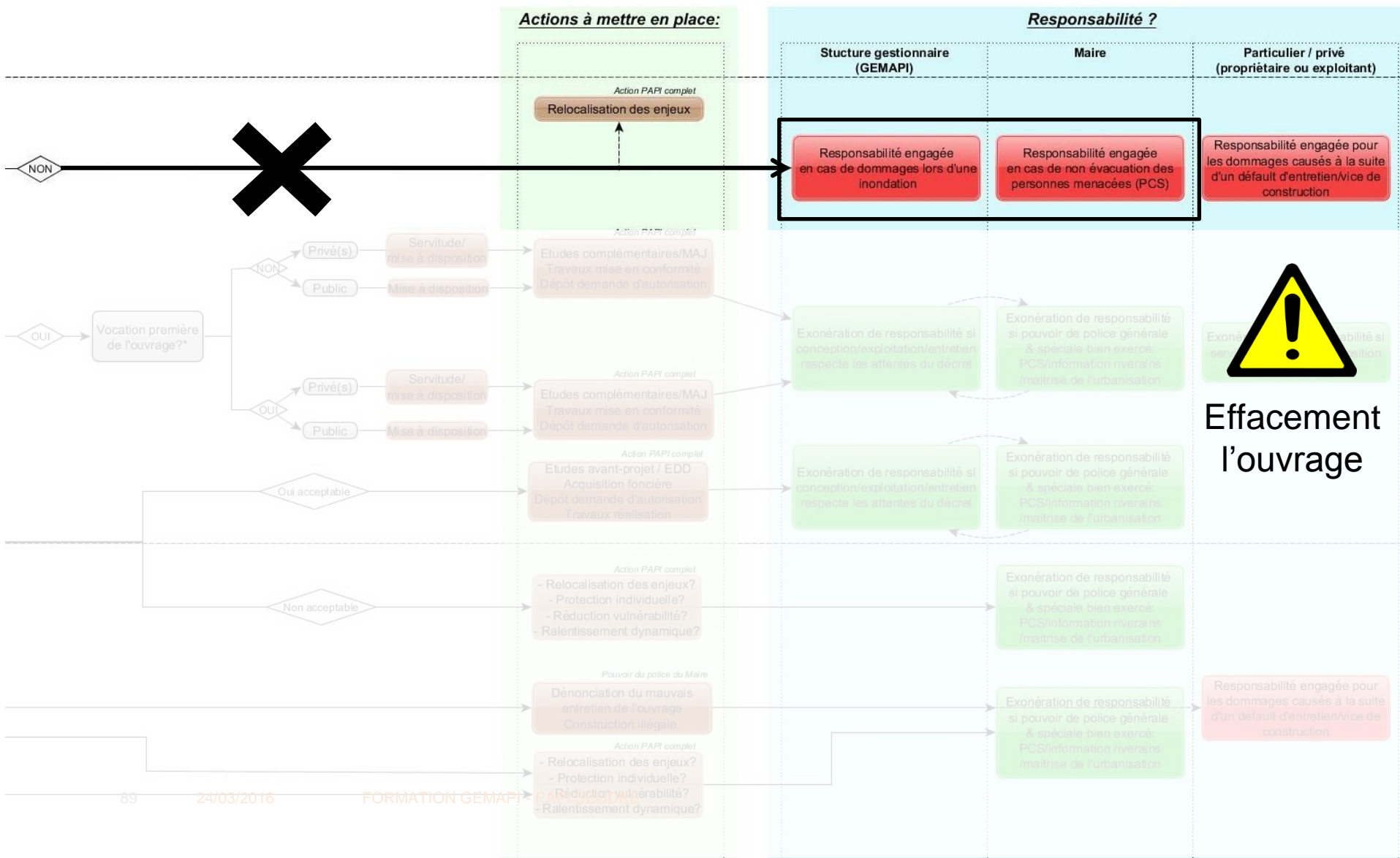
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:



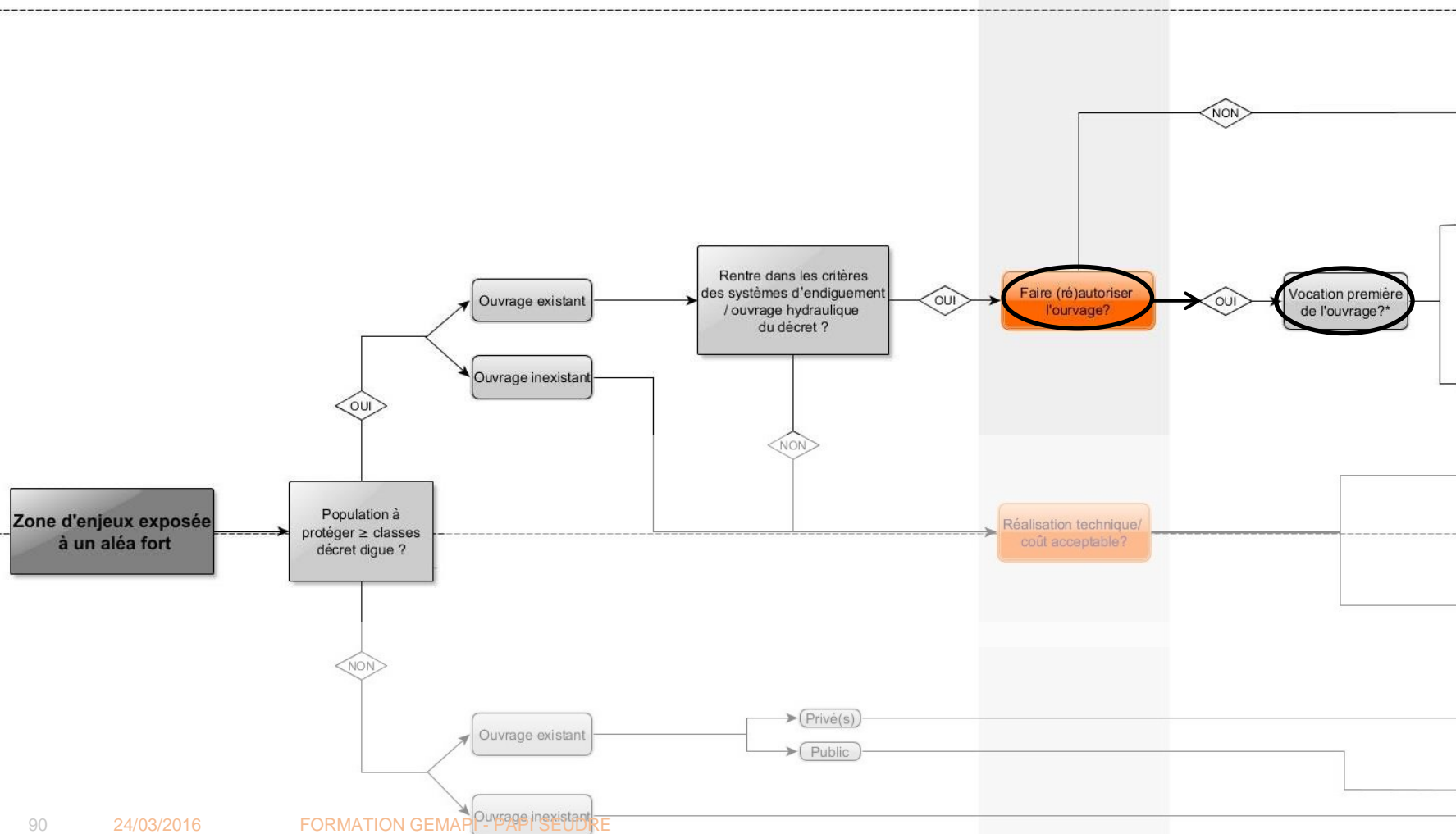
# Application au cas de la Seudre



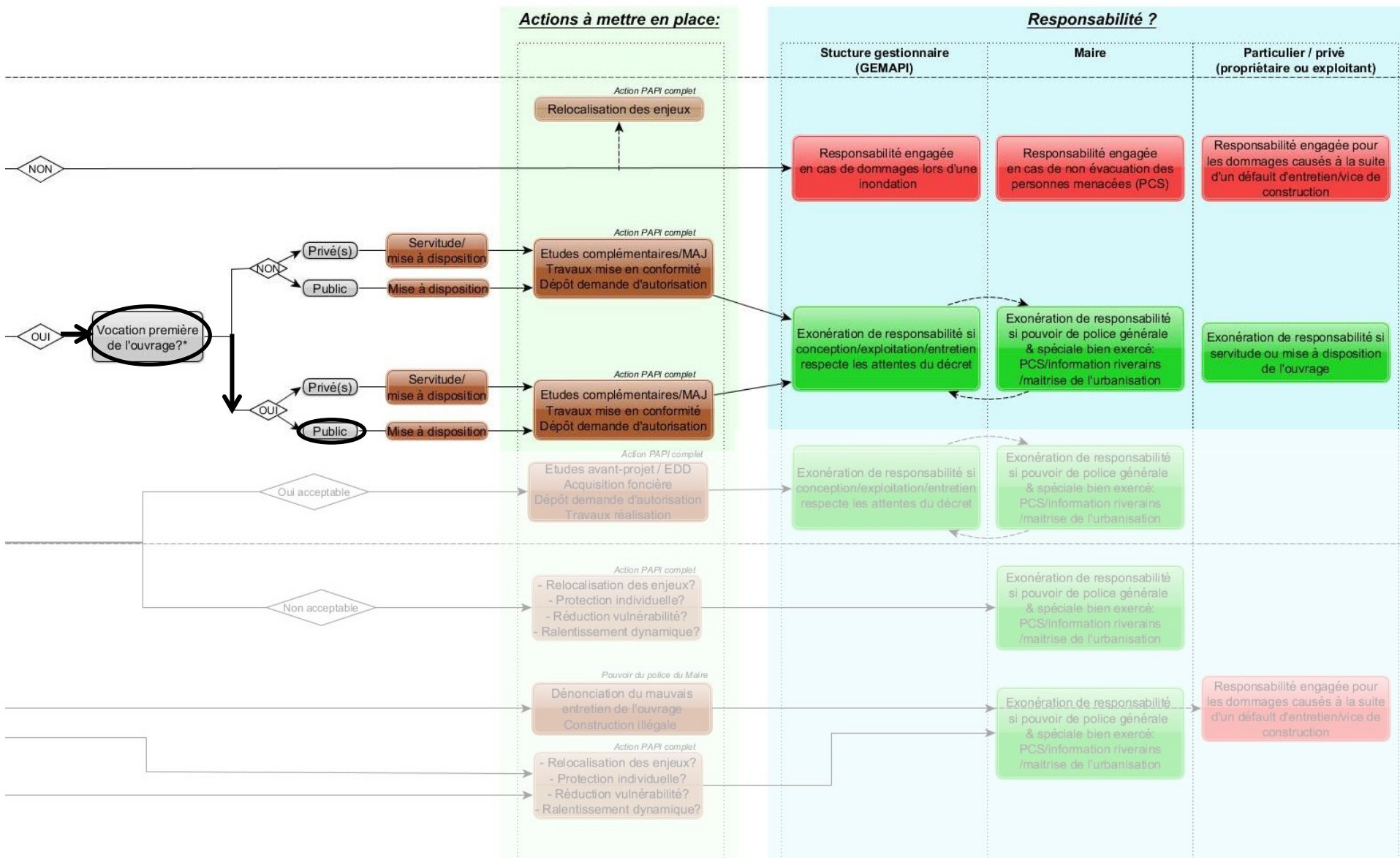
# Application au cas de la Seudre

## Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

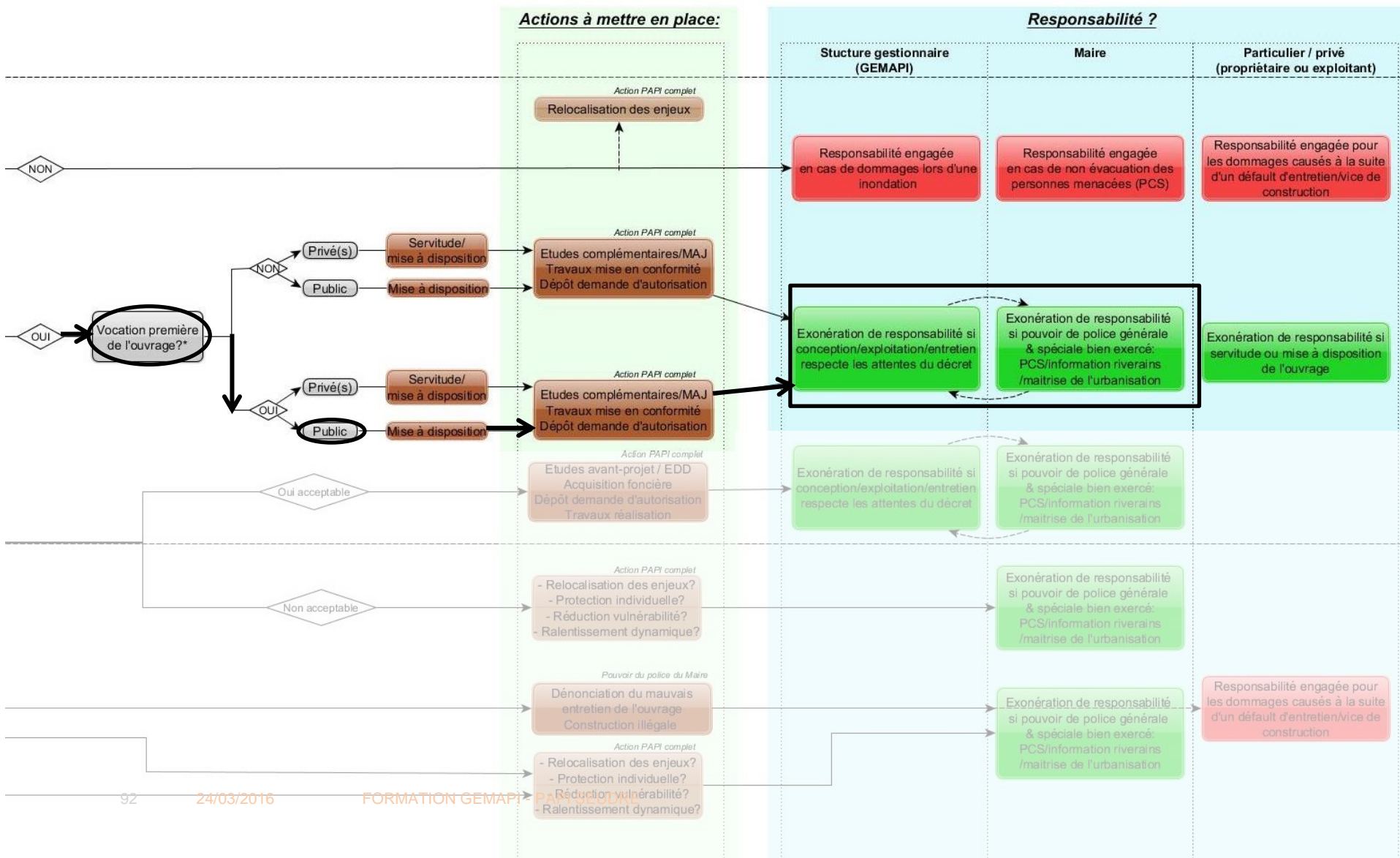
Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre



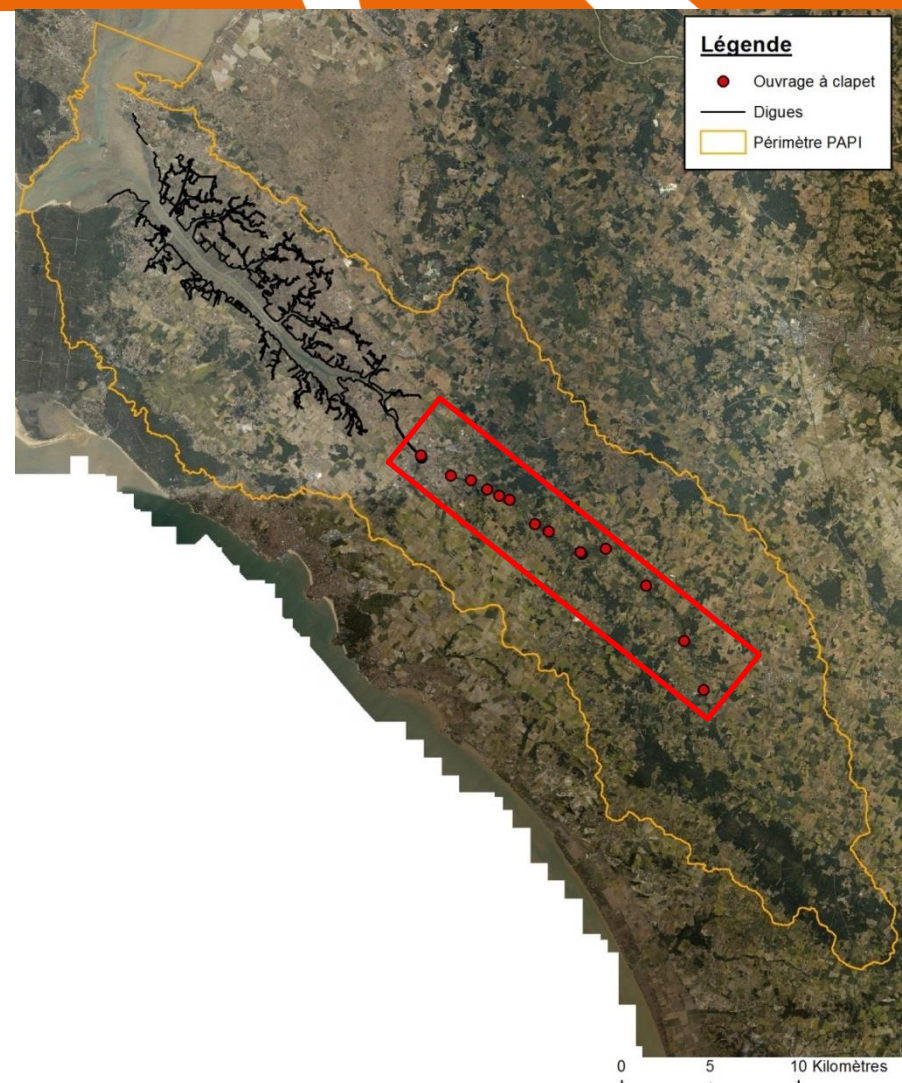
# Application au cas de la Seudre



# Application au cas de la Seudre

## Fiche ouvrage → ouvrages fluviaux

- Ouvrage – non classé
- Propriétaire: SMBSA
- Gestionnaires: riverains
- Absence d'étude de dangers



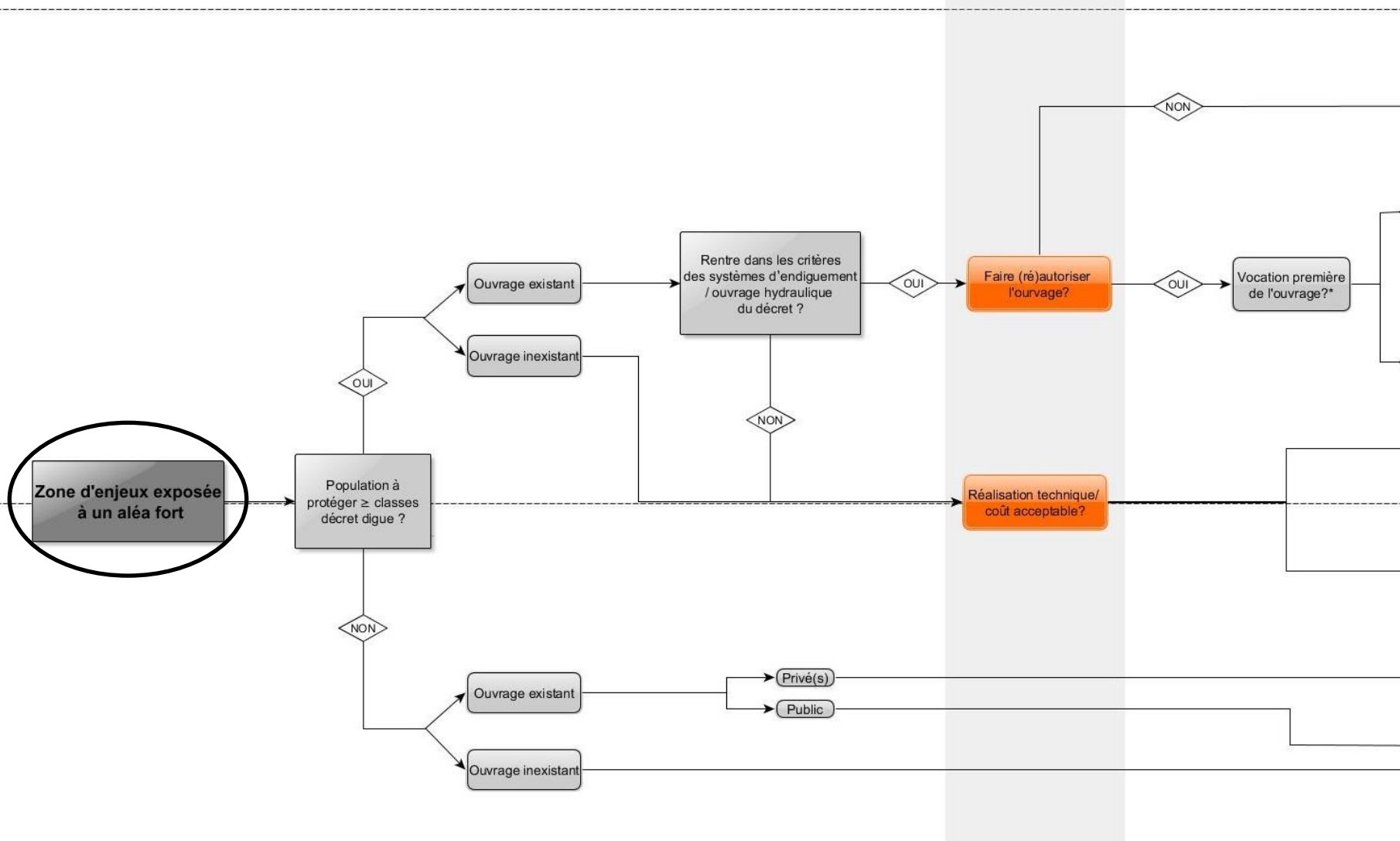
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:

Décret digues

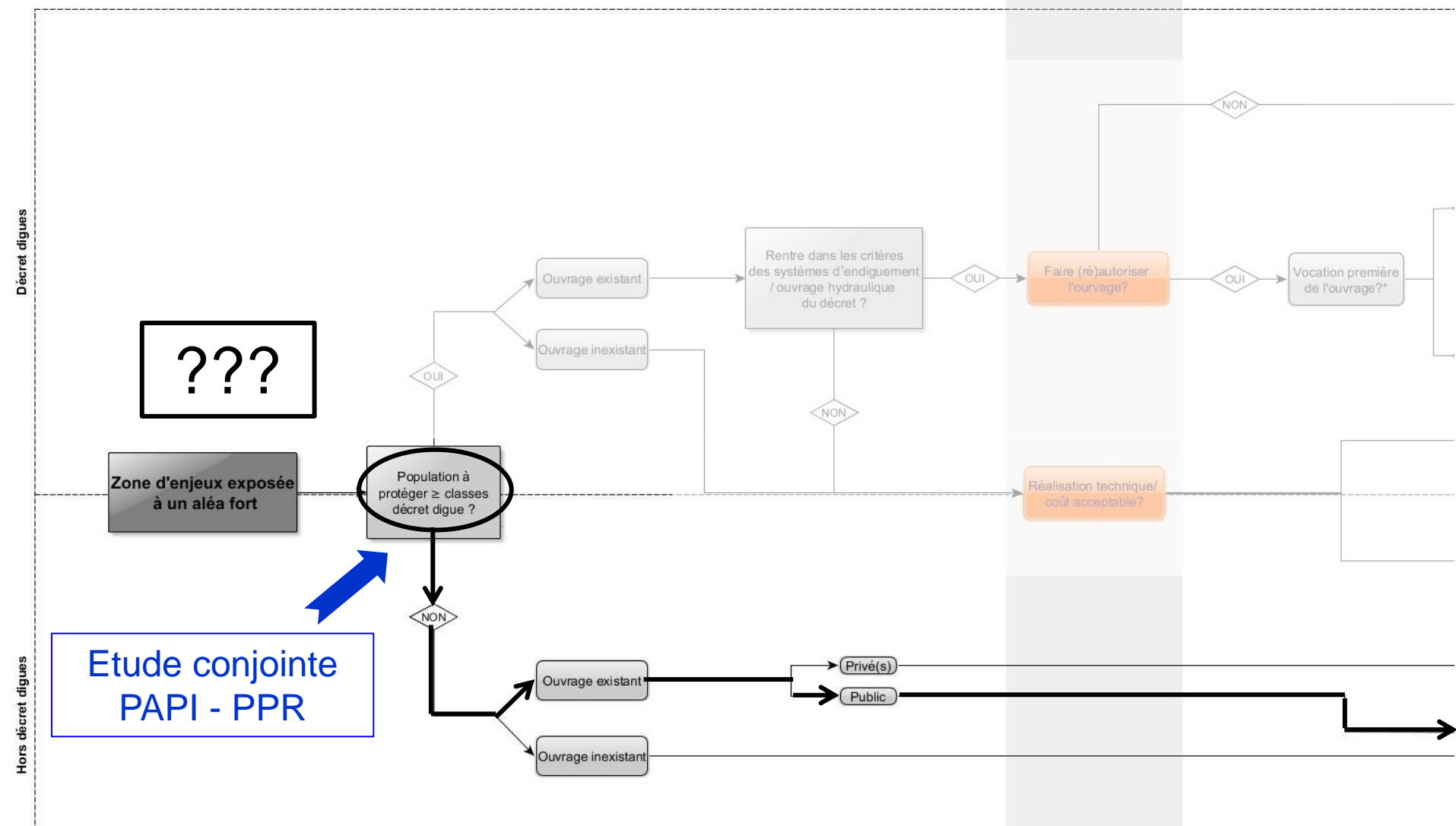
Hors décret digues



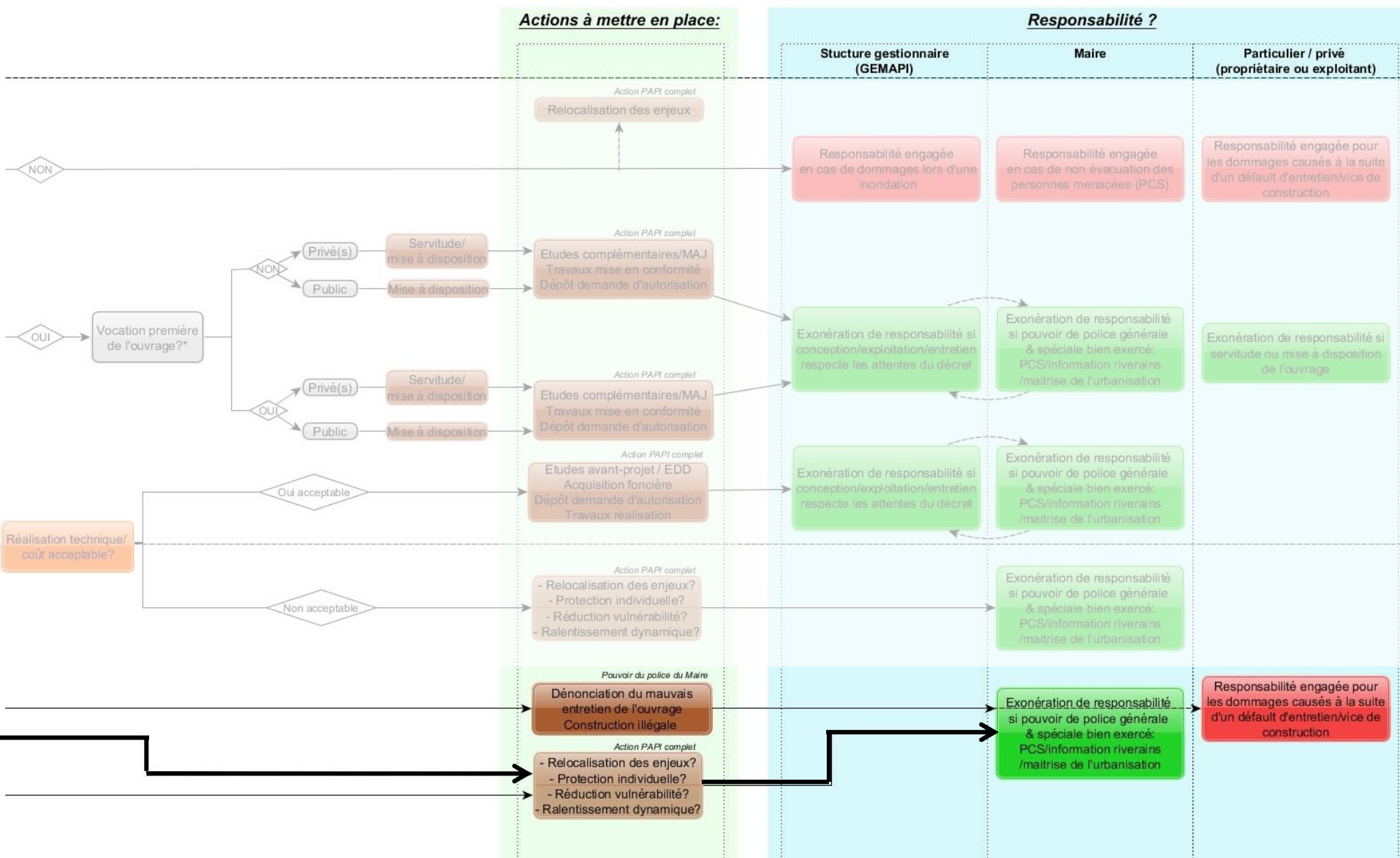
# Application au cas de la Seudre

Quelle est ma responsabilité en terme d'ouvrage de protection ?

Choix à faire:



# Application au cas de la Seudre



# 6/ Le financement de la compétence GEMAPI

## Fond « Barnier »



## Fonds pour la réparation des dommages causés aux biens des collectivités territoriales et de leurs groupements par les calamités publiques

- Créé par l'article 58 de la loi MAPTAM
- Vise à la réparation des dommages causés à certains biens des communes, EPCI à FP, les syndicats mixtes, les départements, les régions et la collectivité territoriale de Corse par des événements climatiques ou géologiques de très grande intensité affectant un grand nombre de communes ou d'une intensité très élevée lorsque le montant de ces dommages est supérieur à six millions d'euros hors taxes.
- Il couvre des montants de dommages supérieurs à 6 millions hors taxe et complète le Fonds de solidarité contre les catastrophes naturelles créé en 2010 (dégâts compris entre 150 000 et 4 millions d'euros hors taxe). Le montant de ce fond est fixé chaque année par la loi de finances.
- Ce fonds peut financer les études et travaux de prévention contre les risques naturels, dont les collectivités territoriales assurent la maîtrise d'ouvrage dans les communes couvertes par un PPRN approuvé ou prescrit, ainsi qu'au financement des opérations menées dans le cadre des PAPI validés par la commission mixte paritaire.

## Création d'une taxe pour financer la GEMAPI au profit des communes ou des EPCI FP

Note de la Direction Générale des Collectivité Locales (DGCL) explicite les conditions précises de mise en œuvre :

1/Taxe facultative = décision de l'assemblée délibérante de la commune ou de l'EPCI FP

- A prendre avant le 1er octobre de chaque année pour application l'année suivante

2/Taxe plafonnée = 40 € maximum par habitant /an résidant dans son périmètre

- Recette attendue répartie par les services fiscaux, entre les redevables assujettis aux taxes foncières, d'habitation et la cotisation foncière des entreprises

3/Taxe affectée = uniquement pour financer l'exercice de la GEMAPI

- recettes = dépenses de fonctionnement et d'investissement y compris amortissement et annuités d'emprunt
- recettes et dépenses retracées dans un budget annexe

## Travaux ouvrages protection PAPI

Fonds « Barnier »



## Ouvrages autorisés

### Financement des travaux:

- 40% Etat (si PPR approuvé)
- 20% Département
- 20% Région (à confirmer)
- 20% collectivité(s)

Commune / EPCI ?

### Marennes-plage – avant projet Antéa - 2012

~ 750 000€ → 150 000€ part collectivité

### Ronce-les-Bains – avant projet Egis – 2011

~ 159 000€ → 32 000€ part collectivité

~ 2 200 000€ → 440 000€ part collectivité

~ 750 000€ → 150 000€ part collectivité

### Scénario théorique – protection rapprochée – levée de terre - 2km

~ 600€/ml = 1 200 000€ → 240 000€ part collectivité



sce

GROUPE KERAN

[www.sce.fr](http://www.sce.fr)